

PREMIERE PARTIE

Une Nouvelle Configuration Géopolitique

Depuis l'arrivée de Mao au pouvoir, le fait politique avait toujours prévalu sur l'économique et le social. Il avait été déterminant dans la structuration d'une nouvelle société et dans son évolution. Malgré les apparences, dans la période de forte croissance que vit la Chine, une gouvernance essentiellement politique ne ménageait que quelques espaces de liberté et seulement dans des secteurs économiques identifiés comme non indispensables à la progression de la puissance nationale. Bon gré, malgré, les Chinois étaient amenés à prendre l'Etat et le Parti comme référents de leur vie quotidienne. Or, à un an de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques, changement de décor : tout ce qui touchait de près ou de loin à la nouvelle vitrine de la Chine était officiellement déconnecté de la vie politique. Le point de départ de cette nouvelle orientation paraissait lié aux incidents qui avaient émaillé en 2007 et en 2008 les relations internationales de la Chine, notamment avec les Etats-Unis: perte de crédibilité du « made in China », dégâts causés par la pollution, non respect de la propriété intellectuelle, politique d'assimilation forcée des minorités ethniques, manquements répétés aux Droits de l'Homme... Au début de l'année 2008, les émeutes et la répression policière au Tibet n'avaient fait que conforter les observateurs politiques dans leur unanimité : vouloir séparer les Jeux de leur contexte politique, avaient-ils rappelé, c'était comme vouloir supprimer les médailles.

Les incidents survenus sur le parcours de la flamme, dans les premiers mois de l'année 2008 rappelaient au monde que les JO avaient toujours servi de tremplin politique : en 1936, Berlin façade de l'Allemagne nazie, en 1952, Helsinki début de la guerre froide, en 1968, Mexico vitrine du « black power », en 1972, Munich avec l'assassinat de 11 athlètes Israéliens, en 1988, Séoul et la fin de la dictature coréenne etc.

Les Chinois avaient feint d'ignorer la critique internationale qui contribuait à accréditer l'idée de boycott des JO, comme ce fut le cas à Moscou en 1980 ou

à Los Angeles en 1984. Le Wall Street Journal en mars 2007, employait la formule « les Olympiques du génocide » pour stigmatiser la participation du réalisateur Steven Spielberg à la mise en scène de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin, participation qu'il avait fini par retirer. Mais les mots d'ordre de boycott venant d'ONG comme « Human Rights Watch » ou « Amnesty International » avaient peu de chance d'aboutir. Ils demeuraient cependant le reflet d'un malaise et d'une question importante : les JO allaient-ils contribuer à assouplir le régime ou à le conforter dans son intransigeance politique ?

Bien que la Chine se soit insérée relativement vite dans le courant mondialiste des grandes puissances occidentales et du Japon, il lui restait encore beaucoup de fossés à franchir devant lesquels elle marquait le pas. Conscients qu'ils devraient tôt ou tard aménager leur société et tenir compte des aspirations populaires à une démocratie plus moderne, la réponse des dirigeants chinois avait consisté dans une tentative de sinisation du Marxisme-léninisme. En cela, ils demeuraient en quelque sorte fidèles à la pensée de Mao Dzedong qui avait naguère initié cette sinisation.

D'ores et déjà, on constatait un mouvement irréversible de rapprochement des contraires qui remontait au lendemain de la révolution Culturelle et avait permis à Henri Kissinger et au président Richard Nixon de se rendre à Pékin dès 1972. L'établissement de relations diplomatiques avec les Etats-Unis suivi de la reconnaissance de Pékin par le Japon constituait le premier indice d'une nouvelle configuration géopolitique. Au-delà de l'aspect diplomatique, il ne s'agissait pas seulement de reconnaissances formelles mais il s'y mêlait à la fois des sentiments personnels d'estime entre les interlocuteurs des parties en présence et les souvenirs d'une histoire commune, récente pour les Etats-Unis, très ancienne pour le Japon. Ainsi à l'occasion d'une interview, l'ancien secrétaire d'Etat Henri Kissinger déclarait à l'agence de Presse chinoise Xinhua, qu'il avait été « impressionné par le charme de Deng en qualité d'homme d'Etat et de personne ordinaire... que Deng l'avait pris comme un ami et l'avait traité de manière informelle... » Kissinger raconte qu'il se trouvait à Seattle alors que Deng Xiaoping séjournait dans cette ville durant son voyage aux Etats-Unis. Il demanda au

Président chinois l'autorisation de lui rendre visite à son hôtel : « J'ai reçu sa réponse dans laquelle il affirmait que puisque j'étais venu à sa rencontre depuis Washington, il me devait à son tour une visite. Il est venu à pied de son hôtel au mien, jusque dans ma chambre, créant un chaos absolu parmi le personnel de sécurité... »

Lors du voyage que Deng Xiaoping avait effectué au Japon en 1979, le côté émotionnel était encore plus perceptible. En 1972, le Premier Ministre Tanaka, pris de court par l'initiative des Américains qui avaient omis de prévenir leur allié, avait bouclé sa valise pour Pékin prenant à son tour par surprise son entourage, le monde politique nippon et son opinion publique. Deng lui en gardait une reconnaissance durable à tel point qu'en 1979, invité officiel du gouvernement nippon, il demandait à rencontrer l'ancien Premier Ministre Tanaka qui vivait alors des jours difficiles : retiré dans une modeste maison urbaine d'un quartier de Tokyo, Tanaka venait de faire un court séjour en prison. Entouré d'une meute de journalistes, Deng était entré seul dans le jardinet de la maison, avait frappé à la porte comme n'importe quel visiteur ; il était demeuré une heure en tête à tête avec son hôte qui le raccompagnait avec courtoisie au portail du jardin. Dans ce geste de Deng Xiaoping, on aurait pu voir un simple mépris pour les règles protocolaires si on n'avait présente à l'esprit, l'infamante condamnation à l'époque, d'un Premier Ministre japonais pour prise illégale d'intérêts et subventions clientélistes formellement interdites par la loi.

A sa sortie de la maison Tanaka, Deng avait été le témoin ébahi d'une altercation avec le correspondant d'un journal du nord du Japon, le Hokkaido Shinbun, particulièrement agressif contre Tanaka, idole tombée de son piédestal.

Emotion encore lorsque Deng Xiaoping visita le lendemain Nara, l'ancienne capitale du Japon. Il avait choisi le parc mythique du temple Horiyu-ji pour rappeler devant un parterre de biches et de daims béats d'admiration au milieu de la cohorte des officiels, qu'en l'an 804 et 806 de notre ère, l'Empereur Kammu avait envoyé en Chine deux moines qui allaient devenir célèbres au Japon, Saicho et Kukai, ce dernier plus connu sous le nom posthume de Kobo Daichi. Ils avaient ramené du continent le modèle de

deux sectes bouddhiques, la secte Tendai et la secte Shingon, véhicules de la civilisation chinoise au Japon.

Cette diplomatie de l'émotion tournée vers le futur pour ce qui concernait les Etats-Unis et vers le passé pour le Japon avait été précédée par la diplomatie du sport, en l'occurrence le ping-pong ; avant que les diplomates se mettent au travail, une équipe américaine était venue disputer des compétitions amicales à Pékin. Trente deux ans plus tard, les compétitions n'étaient plus aussi amicales comme l'avait illustré, au mois d'août 2004 le match de football Japon Chine au stade des Travailleurs de Pékin.

Le point de départ de la nouvelle configuration géopolitique en train de se dessiner, résidait dans une volonté de la Chine, de s'ouvrir vers l'extérieur. Après une sanglante période de repli sur elle-même, elle refusait de renier sa nature profonde et les différents apports de sa civilisation au cours des siècles. Toutefois les efforts de sinisation du marxisme léninisme initiés par Mao Dzedong s'étaient avérés périlleux. Deng Xiaoping avait tenté d'engommer les contradictions et de définir une méthodologie de conciliation avec le vieux fond de civilisation traditionnelle, représenté par le confucianisme comme base des comportements sociaux et le bouddhisme indispensable à une gouvernance sacralisée.

Le Communisme Chinois devait avoir pour préoccupation essentielle de maintenir le lien de légitimité qu'il tenait des lignées impériales qui l'avaient précédé. Malgré son opposition à Confucius, Mao l'avait bien compris, lui qui n'hésitait pas à se réclamer de la philosophie du Tao (Dao). Dans cette tradition plusieurs fois millénaire, on retrouvait le fonds de la gouvernance moderne de la Chine communiste, le lien qui rapprochait la pensée de Deng Xiaoping de celle de Mao dans la continuité des dynasties impériales.

L'élection de Mao au sommet de la hiérarchie avait entériné cet héritage et cette unicité de la civilisation. C'était en février 1935, pendant la difficile période de la Longue Marche, que le congrès du Parti Communiste Chinois de Zunyi (Tsunyi) avait choisi la ligne militaire de guerre populaire de harcèlement préconisée par Mao.

Au sein de la Commission Militaire du Parti, la ligne bolchevik représentée par Li Lisan avait été mise en minorité. Pleinement approuvé et orchestré par

Deng, à l'époque aux côtés de Mao, ce choix avait déjà creusé le fossé idéologique avec le communisme soviétique et anticipait, du moins partiellement, la rupture définitive de Pékin avec Moscou en 1960.

La nouvelle orientation géopolitique de la Chine exigeait une référence à ce qui faisait la spécificité chinoise et donnait à la civilisation millénaire de l'Empire tout son sens dans le fonctionnement des institutions. Un communisme sinisé avait été taillé sur mesure grâce à la ligne Mao soutenue par ses compagnons comme Zhou En-laï ou Deng Xiaoping.

L'histoire a montré que ce national communisme n'avait pas rencontré d'obstacle insurmontable pour s'imposer à un pays aussi vaste, aussi peuplé, aussi diversifié dans sa géographie physique et humaine. Cette civilisation qui se perpétuait d'elle-même, présentait un caractère unique de continuité, bien que ses sujets aient pourtant mis tant d'acharnement à la détruire, notamment pendant la Révolution Culturelle de 1966 à 1972.

CHAPITRE 1 : SOUVENIRS D'AVANT LA « REVOCUL »

Après la répression des intellectuels, conséquence de la remise en cause de la période dite des « Cent Fleurs » en 1957, puis les désastres et famines engendrés par le « Grand bond en Avant » en 1958, l'icône Mao Dzedong demeurait présente partout en Chine. Malgré un culte de la personnalité qui ne s'est jamais démenti jusqu'à la disparition du grand timonier, plusieurs événements intérieurs et extérieurs en cette année 1958, devaient amener le Président Mao à prendre une semi retraite forcée à Hang Zhou près de Shanghai. Au début des années 60, la réalité du pouvoir appartenait au Président Liu Shaoqi et au Premier Ministre Zhou Enlaï. Certes, le Comité Central du Parti Communiste demeurait officiellement en charge des décisions importantes, mais au sein de cette institution, des personnalités modérées plus attachées à la pratique qu'à la théorie, avaient réussi à s'imposer. On ignorait à l'époque que le Président Mao avait en fait été écarté du pouvoir. Dans cette période de tension extrême avec l'Union Soviétique, où l'on avait quelque peu relégué l'idéologie, la France, à l'initiative du Général de Gaulle, avait mené une série de négociations qui avaient abouti à

la reconnaissance diplomatique de Pékin par le gouvernement de Paris. Il restait encore à rapprocher les différents secteurs d'activité des deux pays et donc d'engager des pourparlers secteur par secteur. C'est ainsi que j'avais été désigné pour discuter avec la télévision chinoise des modalités d'une future coopération entre les organismes de télévision et de radio des deux pays. Dans les premiers jours d'avril 1965, je débarquais donc à l'aéroport de Pékin.

Vive l'Intox !

En avril 1965, la vision bureaucratique de Zhou Enlai avait en partie gommé les aspérités d'une idéologie dont la rigidité apparaissait dès le premier contact avec le pays. Plus précisément, lors de ma première rencontre avec les représentants de mes interlocuteurs, ce mélange de rigidité et d'ouverture m'avait frappé. De taille moyenne, un mètre cinquante cinq peut-être, Madame Tché portait de gros pantalons bleus en drap ; le sourire avenant, l'œil vif, dès les premiers mots dans un anglais parfait, elle respirait l'intelligence. Dans la salle des pas perdus de l'aéroport, elle avait attendu le visiteur étranger pendant près de deux heures car l'avion avait du retard. Peu important ; en bonne communiste, l'accueil des visiteurs étrangers pour le compte de la télévision d'Etat, faisait partie de son devoir professionnel. Elle était entourée de M. Tchang et de M. Wang. Tandis que je descendais la coupée, tous les trois s'avançaient sur le tarmac. M. Tchang, c'était l'interprète ; trente ans à peine, il parlait un français châtié, sans accent, bien qu'il ne fut jamais venu en France. Il saisissait les nuances les plus subtiles de notre langue et parlait abondamment, mais toujours dans l'orthodoxie du Président Mao qu'il citait à tout bout de champ. Très détendu, il s'était approché de moi avec un large sourire sous sa casquette de prolétaire. Les deux mains dans les poches, il donnait négligemment un coup de pied dans un caillou. Bon communiste au service du Président Mao, il posait au visiteur les questions banales et habituelles : Avez-vous fait bon voyage ? Vous devez être fatigué ; donnez moi votre bagage à mains, nous allons vous conduire à votre hôtel...Tout cela était dit parce qu'il fallait le dire mais aussi pour amener le visiteur à se sentir relaxé, calme...

De l'aéroport à la ville, la route serpentait à travers des bois que balayaient les phares de notre puissante limousine de fabrication chinoise. Sous les étoiles, on éclairait d'innombrables charrettes souvent tirées par des hommes qui se rendaient au marché pour l'approvisionnement de la capitale. Images bucoliques de 1965 qui tranchaient avec l'autoroute des années 2000 pénétrant dans la capitale entre deux haies de gratte-ciels. On a fait un gros effort de reboisement sur le plateau de Pékin, expliquait Madame Tché en chinois, immédiatement traduite en français par M. Tchang tandis que M. Wang, à l'avant, près du chauffeur, un sourire énigmatique figé sur les lèvres, ne disait rien. Par deux fois, cependant, il s'était adressé à Madame Tché en chinois mais M. Tchang n'avait rien traduit. Un peu avant l'arrivée à l'hôtel, il fut question d'une certaine Madame Fang. Elle m'avait fixé un rendez vous à 10 heures. Il était deux heures du matin. A cette heure avancée de la nuit, Pékin éclairée avec parcimonie, était une ville déserte. Le long de la place Tien Anmen et des murs de l'ancienne cité interdite il n'y avait plus que deux ou trois chambres allumées à l'hôtel de Pékin. A droite puis à gauche, au pied des remparts, à la limite de l'ancien bloc des légations, on s'était arrêté devant l'hôtel Tchou Tchao. Ce fut le moment que choisit Madame Tché pour me bombarder de questions : Où étais-je né, que faisaient mes parents, quel était l'objet précis de ma visite...Il fallait qu'elle sût tout car sa journée n'était pas finie ; elle devait maintenant faire son rapport à la hiérarchie, avant d'aller se coucher.

Pékin avait toujours figuré dans mes rêves d'enfant : la poussière rouge de son haut plateau venté d'espoir s'agrippait à des ombres bleues insaisissables. J'allais vite m'apercevoir que Pékin, ville en constant mouvement, courait comme un marathonien en retenant son haleine. En permanence, elle s'abreuvait aux mythes. Elle n'était pas encore la ville qu'elle est devenue, tant elle montrait d'unité autour d'un espace à la fois vaste et restreint, celui de la place Tien Anmen qui à lui seul, résumait la Chine : son histoire, sa révolution, son parlement, son gouvernement. Derrière les murs de l'ancienne cité interdite planait une espèce d'éternité. De cour en cour, les symboles animaux de longévité, éléphants, lions dragons, au-delà du temps, avaient figé dans la pierre, les formes d'une

civilisation oppressive et féodale dont les communistes se vantaient d'avoir débarrassé leur pays. A l'entrée de chacune des salles des palais, trônaient des poêles en bronze. Ils figuraient le creuset de la civilisation chinoise dans lequel les événements jalons de l'Histoire auraient brûlé comme les troncs de pin dont on les nourrissait pour embaumer l'air ambiant. Taillé dans un seul bloc, le trône des Empereurs était entouré de quatre colonnes gravées. Dans l'une des pièces, un morceau de jade pesait à lui seul plus de quatre tonnes, dans une autre, une pierre sculptée sur cinquante mètres, tenait lieu d'escalier. J'ai visité ainsi sept cent vingt mille mètres carrés d'un seul tenant, en passant d'une cour dans un appartement, de la salle du conseil à celle des gardes, du lit de l'Empereur à celui de sa favorite.

A travers les bouleversements politiques et sociaux, de la préhistoire à nos jours, la Chine s'est toujours identifiée à elle-même. Pour les Chinois de Mao, le gouvernement communiste n'a été que l'aboutissement de cette longue histoire qui n'avait jamais connu de rupture jusqu'à l'intrusion des missionnaires chrétiens et des marchands. Les étrangers avaient asservi l'Empire et retardé d'un siècle son évolution du féodalisme à la démocratie de type communiste. Tel était le discours.

Avant de commencer les discussions professionnelles, mes interlocuteurs voulaient que je m'imprègne de la Chine. Pendant deux semaines, j'allais parcourir le pays avec Madame Tché et Tchang à la rencontre des dirigeants des stations régionales de radio et de télévision. Le thème qui revenait le plus souvent était celui du féodalisme et de l'esclavage dans l'ancienne société, celle qui précédait l'arrivée au pouvoir des communistes. C'était en effet dans les abus de l'ancienne société que la nouvelle trouvait sa justification. Pas un interlocuteur chinois n'avait dérogé aux consignes du Parti. Les uns après les autres, tous abordaient ce thème de l'esclavage décliné à travers les siècles et celui de la libération des individus par le communisme. Pour l'un, je devais savoir que trois mille ans avant J.C., un propriétaire de serfs de la province du Henan avait ordonné qu'à sa mort on fit périr soixante dix neuf esclaves. Quarante cinq corps et trente quatre têtes avaient été retrouvés dans le tombeau autour de lui. De là, datait la première révolte des serfs. Un autre de mes hôtes me montrait une inscription en chinois ancien qu'il me

traduisait : « Un rouleau de soie plus un cheval égale cinq esclaves. On me parlait de la libération du Tibet et de la délivrance de l'esclavage féodal auquel les Tibétains étaient soumis avant l'arrivée des communistes, de serfs qui finissaient par se libérer du joug des propriétaires fonciers. On me faisait connaître une littérature remplie d'histoires d'esclaves enfin libres ; l'opéra lui-même n'échappait pas à ce thème à la mode, pas plus que le cinéma, la peinture ou les arts plastiques. L'humiliation infligée par l'occident aux chinois sur leur propre terre revenait souvent dans les antennes des responsables locaux du Parti. Non sans une intonation d'animosité, on me rappelait que moins de cinquante ans auparavant, le colonialisme européen et américain faisait des ravages dans la société. Au cœur de Pékin, dans le « bloc des légations », on me faisait remarquer que les chinois étaient interdits d'accès sauf ceux qui étaient préposés au service des colonisateurs. A Shanghai, on me montrait avec indignation une pancarte à l'entrée du pont du Wei Pei Tou où on pouvait lire : interdit aux Chinois et aux chiens. Ce rappel historique ne devait plus correspondre à l'esprit de la préparation des Jeux Olympiques, car je n'ai pas retrouvé la pancarte en chinois et en anglais que j'avais lue. Sans doute avait-elle disparue, reléguée entre les nouveaux gratte-ciels.

J'étais parfois étonné de cette recherche systématique d'une signification de l'histoire réduite à un exercice de justification, certes du régime communiste, mais surtout de la pensée du « grand timonier ». Mao était déjà l'homme dont le culte de la personnalité devenait l'alpha et l'oméga de la vie politique, économique, sociale et même intime de tous les citoyens chinois. Aucune parole, aucune visite, aucun geste qui ne ramena le visiteur à la pensée de Mao. Même la paléontologie n'échappait pas à cette règle. On citait Engels : le travail invente l'homme. Le mi-singe mi-homme représenté par « l'homme de Pékin » n'avait pu évoluer vers l'homme et accentuer le fossé entre l'animal et lui-même que par le travail séparé des mains et des jambes et l'utilisation des outils en pierre taillée. Par extension, Madame Tché, traduite par Tchang, mettait en valeur ce thème essentiel de la pensée du Président Mao : la dignité humaine conférée par le travail manuel qui a inventé l'homme.

La pensée du Président Mao puisait ses racines au plus profond de l'histoire. Mes interlocuteurs faisaient preuve d'un savoir étonnant de tous les événements et des hommes qu'il fallait soit détruire soit mettre en valeur. On présentait comme l'un des fondements de sa pensée, des philosophes qui vivaient cinq siècles avant notre ère, comme Meoa Tche, philosophe du pacifisme, Han Fei Tche, théoricien de la concentration des pouvoirs ou Chuin Tche farouche ennemi de la superstition religieuse. On méprisait Confucius parce que le Président Mao ne l'aimait pas. On se plaisait à évoquer les révoltes paysannes dans lesquelles les communistes voyaient une force motrice considérable semblable à celle dont Mao avait pris la tête pour libérer la Chine.

Dans les années soixante, les Chinois étaient plutôt très fiers d'évoquer leur histoire. Leur panthéon de héros sélectionnés servait à l'éducation du peuple et à la mienne : on me parlait pêle-mêle de Tchang Han, inventeur du sismographe en 132 de notre ère, de Tsu Tsun Tche, mathématicien né en 529 avant J.C. le premier à avoir trouvé le rapport constant de la circonférence d'un cercle à son diamètre donc le fameux « $\pi=3,1416$ ». On m'abreuvait de statistiques, on me faisait visiter des lieux dont les guides touristiques ne parlent jamais : ainsi le tracé du canal qui relie Hang Zhou à Pékin, creusé en 581 avant J.C. J'apprenais que X'ian chef lieu de la province du Shaanxi, qui fut la capitale de la dynastie Tang comptait aux premiers siècles de notre ère, un million d'habitants et possédait déjà un quartier des étrangers. Il arrivait même qu'on me berçât le soir avec les exploits au 9^{ème} siècle d'un certain Hoang Tchiao, un héros national fomentateur des grandes insurrections paysannes.

Dans cette gigantesque fresque qui défilait devant moi, on avait réservé une place à part à un général de la dynastie des Song, Yau Fei, connu pour son destin tragique. Ce résistant à l'envahisseur étranger, en l'occurrence les Mongols, avait été trahi par un couple et assassiné. On m'avait conduit sur sa tombe à Hang Zhou. Au fond d'une cour ombragée, quelques salles de musée rappelaient les exploits du général Yau Fei. Dans le jardin derrière, le mausolée portait les inscriptions suivantes : La vérité triomphera ; depuis la plus haute antiquité, jamais l'eau et le feu n'ont pu fusionner ; il en est de

même de la force et de la vérité...Tchang traduisait pour moi ces sentences avec beaucoup d'assurance. Près du tombeau de Yau Fei, les statues du couple traître étaient protégées par des grilles de fer que l'on avait posées pour éviter que les statues ne soient pas livrées à la fureur de la foule. Les parents incitaient leurs enfants à leur jeter des pierres et à uriner sur les grilles.

Il ne faudrait pas croire que la leçon d'histoire qu'on souhaitait me faire apprendre, se limitait à ces périodes tout compte fait lointaines.

Pas à pas, siècle par siècle, l'histoire avançait. Tchang rappelait au passage que sous la dynastie des Song, les Chinois connaissaient l'imprimerie un siècle avant Gutenberg et qu'à l'arrivée de Marco Polo, on avait déjà réalisé des expériences sur le magnétisme. Il ajoutait que sous la dynastie des Ming, Tchen Ho, grand navigateur, avait cinglé vers Java, Ceylan, la Mer Rouge et l'Afrique orientale comme en témoignaient des porcelaines Ming découvertes au Tanganyika.

Mes guides officiels étaient des puits de science. Ils connaissaient sur le bout de leurs doigts, les dates, les faits et les acteurs de l'Histoire. Ils ne voulaient surtout pas cacher l'envers de la médaille : ces paysans qui vendaient leurs enfants par contrat ou sous les vingt trois dynasties des Tching, l'apparition du concept de « minorités nationales » si différentes des « Hans » et obstacles à l'unité. Mais la rupture historique entre le peuple chinois d'hier et celui d'aujourd'hui était attribuée à l'Occident avec la guerre de l'opium et l'avilissement organisé de tout un peuple. On avait fait là un saut de quelques siècles pour aborder la période contemporaine, les dix neuvième et vingtième siècles.

L'Occident, pêle-mêle l'Europe, l'Amérique, était présenté sous un jour peu flatteur : on me priait de me souvenir de l'époque où fonctionnait à Shanghai le plus grand bordel du monde. Partout en Chine, on obligeait les femmes à se livrer à la prostitution. Le matin, on ramassait les enfants abandonnés dans les poubelles. Le canal de Jade avec ses mendiants pustuleux dégageait une telle puanteur qu'un pilote français disait s'en servir comme repère pour sa navigation aérienne. L'intervention des puissances impérialistes au dix neuvième siècle et dans la première moitié du vingtième

avait permis au Président Mao et au parti Communiste de retrouver leur lien ombilical avec le peuple. Tchang devenait lyrique en déclamant que du jour où le général Chiang Kai-chek et le Kuomingtang avaient choisi de mener leurs campagnes d'extermination contre les communistes, ils avaient déjà perdu.

L'expérience collectiviste

« Je m'appelle Lou Tcheng Ha. J'ai trente trois ans. Mon père et ma mère étaient des paysans pauvres et analphabètes. Nous n'avions aucun moyen de subsistance ou presque et nous en étions réduits à la mendicité. A la mort de mon père, j'avais neuf ans et ce souvenir est très présent dans ma mémoire. Il est mort d'épuisement et de sous-alimentation. Ma mère lui a survécu cinq ans. J'avais donc quatorze ans lorsqu'un paysan riche l'a lapidée. Elle laissait trois orphelins : mon frère âgé de douze ans et ma petite sœur de neuf ans. Aujourd'hui, mon frère est l'instituteur de cette commune. Quant à moi, après avoir suivi des études secondaires, je suis devenu le chef de cette brigade de production. J'ai quatre enfants, deux garçons déjà grands qui vont à l'école primaire et deux filles à la crèche. Mes enfants connaissent une autre existence que la mienne ou celle de mes parents. C'est pourquoi, je dois leur rappeler la tristesse du passé. Il faut qu'ils sachent pour qu'ils apprennent à aimer notre parti et la patrie. C'est le Président Mao et le Parti qui m'ont sauvé. Je ne suis pas un exemple unique. Nous sommes nombreux dans ce cas. »

L'homme jeune qui parlait ainsi, le regard clair et énergique, était assis au bout de la table de conférences sous l'œil attentif du Président Mao. Le siège de la brigade où nous nous trouvions était situé en haut du village, juste après l'école. On y rentrait par une petite cour plantée d'arbres. Tout était net et propre. La colline travaillée en terrasses que j'apercevais, laissait onduler d'extravagantes queues vertes de dragons de légende. Les collines à thé. Laisaient deviner entre les feuilles, des visages de femmes préposées à la cueillette. Je ne devais rien ignorer du traitement des feuilles à thé. De nombreux villageois y étaient occupés, principalement de jeunes femmes souvent jolies et enjouées qui chantaient en travaillant.

Nous montons une cote assez raide, derrière des canards et une poule. Au premier étage d'une maison, une vieille dame nous fait signe. Il nous invite à visiter son appartement. Les cloisons de la vieille maison de bois sont faites de planches disjointes. En haut de l'escalier se trouvent deux chambres à coucher en enfilade, l'une qui est sa propre chambre et l'autre celle de son fils et de sa belle-fille. Mes accompagnateurs lui expliquent que je viens de Paris, d'un pays qui s'appelle la France. Visiblement, cela n'évoque rien pour elle. Soudain, elle éclate de rire et fait remarquer que radio Pékin diffusée dans le village par haut-parleurs a parlé récemment de Paris. C'est du moins ce que me traduit l'impassible Tchang. Elle veut nous offrir du thé mais il y a l'horaire à respecter et il ne faut pas faire attendre l'instituteur. L'organisation du Parti est exemplaire : tandis que nous reprenons le chemin de l'école, la vieille dame, à sa fenêtre, agite un petit drapeau français. Même ce petit détail avait été planifié.

L'usine Peng Pu est située près de Shanghai. Il s'agit d'une usine de constructions mécaniques qui emploie trois mille huit cents personnes dont huit cents femmes et produit toutes sortes de machines-outils et en particulier des machines servant à fabriquer le papier. A l'origine, c'était une fabrique « de ruelle » c'est-à-dire d'une entreprise aux techniques artisanales. Madame Maly Ping qui nous reçoit est une jeune cadre supérieur : elle doit avoir tout au plus trente cinq ans. Devant son tour sur lequel elle ajuste une pièce métallique, rien ne la distingue des autres ouvriers. Elle explique : « ...Je consacre la moitié de mon temps de travail à mon bureau d'études et l'autre moitié au travail manuel pour me conformer aux directives d'application de la pensée de Mao Dzedong... » Madame Tché ajoute qu'en Chine, « ... dès lors qu'on devient cadre, le travail manuel, honneur de l'Homme, permet à l'intellectuel de se retrouver près des masses, près du peuple dont il ne faut pas perdre le contact... » L'usine compte quatre cents employés inscrits au Parti et dispersés dans les différentes cellules de travail. Au pas de course, je passe d'un dispensaire à une crèche, d'une salle d'allaitement à un sanatorium, puis à une école du soir. Pour les ouvriers, l'Etat a fait construire un nouveau quartier d'habitations avec deux écoles primaires et une école secondaire. Au passage un ouvrier membre du

Parti remarque : « ...La différence entre l'ancienne société et celle d'aujourd'hui, c'est la sécurité de l'emploi et la subsistance assurée pour tous... »

Près d'Hang Zhou, à Tou Kien Sen, dans une usine de tissage, on me montrait des cantines modèles, des dortoirs pour les travailleurs célibataires, de petits logements de trente à cinquante mètres carrés pour de jeunes couples. Les loyers retenus sur les salaires étaient dérisoires. A Pékin, l'usine de textiles N° 3 employait cinq mille sept cents travailleurs dont 66% de femmes dont l'âge moyen était de vingt six ans. Réparties en trois équipes, les femmes étaient prises totalement en charge par la collectivité. Rien ne m'était épargné, ni la réduction des horaires de travail au septième mois pour les femmes enceintes, ni les cinquante six jours de congé payé prolongés jusqu'à soixante douze si la naissance avait été difficile ou s'il y avait eu des jumeaux. Le sous-directeur me faisait remarquer que si l'ancienne société offrait en guise de félicitations des étoffes rouges, la nouvelle société, elle, offrait de l'argent. L'entourage du sous-directeur ne lésinait pas sur les chiffres : âge et montant des retraites, soins médicaux gratuits, vieux parents pris en charge à cinquante pour cent par l'Etat, service des cantines pour les travailleurs, les malades, les musulmans, services d'hygiène , dispensaire... Quarante ans après, le monde du travail avait bien changé et dans un énième voyage récent, je comprenais tout à coup les regrets des paysans et des ouvriers, leurs pleurs sur un monde disparu, celui d'un embrigadement communautaire qui assurait la sécurité en échange de l'obéissance, de la privation de liberté de mouvement, de la fidélité au Parti ainsi qu'au Président Mao.

Dans toutes les provinces de Chine que nous traversions, nos interlocuteurs sans exception exprimaient leur reconnaissance au Président Mao en utilisant la formule : « j'aime le Président Mao... » Ce « j'aime » était dit de telle sorte qu'il s'en dégagait un véritable amour charnel. Un jeune professeur français à l'université de Pékin s'était avisé de considérer ces phrases d'amour comme une exagération de traducteur. Un de ses collègues chinois l'avait aussitôt rabroué :... « Oui Monsieur, nous aimons le Président

Mao et nous savons faire la différence entre amour et admiration...Nous éprouvons de l'amour pour le Président Mao. »

Un dimanche, Pékin s'était éveillée sous le soleil. Ni cloches, ni chants d'oiseaux mais sous les fenêtres de l'hôtel, le long des fortifications, des groupes de pionniers défilaient en chantant. Ils ressemblaient à nos boy-scouts : mêmes foulards, mêmes fanions, même fierté de porter un uniforme. Un peu plus tard, on se rencontrait sur le lac du palais d'été où se croisaient les barques dont les passagers s'adressaient des signes amicaux. Un cinéma affichait les exploits de la milice contre « les fantoches de la clique Chiang Kaï Shek », un autre exhibait la photo d'une mère battue par le méchant propriétaire foncier sous les yeux horrifiés de ses enfants. Au théâtre, on jouait « Tam Tam sur l'équateur ». Dans la salle comble, dès le lever de rideau, les ombres bleues faisaient silence. L'histoire était celle du Congo enfin libéré après la deuxième guerre mondiale. Les chants nostalgiques des noirs asservis par les impérialistes, résonnaient dans la forêt équatoriale. L'ONU représentée sous les traits d'un américain benoît vantait aux noirs la liberté retrouvée qui n'était en fait qu'un esclavage déguisé. La révolte grondait. Des hommes vêtus de pagnes, armés de quelques vieux fusils, d'arcs et de flèches, se préparaient au combat par des danses rituelles. Soudain, on entendait le bruit d'un avion bientôt abattu par les flèches bien ajustées par des Congolais que l'on aurait cru sortis d'un western de John Wayne. Le pilote de l'avion américain atterrissait en parachute dans la clairière. Aussitôt capturé, il demandait grâce... Ainsi que l'avait prévu Mao Dzedong dont le portrait éclairait la scène, la résistance triomphait. A quelques fauteuils de moi, l'ambassadeur du Congo n'en revenait pas et se tordait de rire tandis que les acteurs et le public s'applaudissaient. J'avais aussi envie de rire mais je restais sur ma réserve et posais simplement la question : pourquoi avoir mêlé les Américains à cette affaire alors que tout le monde sait que pas un soldat américain n'a mis les pieds au Congo...Tchang qui avait réponse à tout répliqua : c'est vrai, mais si les américains avaient été là, ça se serait passé comme ça...alors...

Quelques jours plus tard, avec Tchang, nous nous retrouvions à Shanghai en compagnie des plus hautes autorités de la télévision provinciale. Nous

nous promenions à l'intérieur du « Grand Monde » qui fut autrefois la plus importante maison close de tous les pays. Les chambres avaient été remplacées par de petites salles de jeux et les salons de présentation de ces dames par des salles de spectacles. On pouvait y jouer au boxeur, au soldat, y applaudir des prestidigitateurs ou des chanteurs. Mes interlocuteurs me firent arrêter devant un stand où trônaient les portraits des chefs d'Etat de l'Occident. Le jeu consistait à faire tomber les têtes avec des balles. Tchang me donnait l'exemple en abattant du premier coup le Président Johnson. On me tendit les balles face à la tête du général de Gaulle. Je les rendis poliment à Tchang et tout le monde s'efforça de rire en ayant conscience d'avoir poussé le bouchon un peu loin. En rentrant à l'hôtel, je voyais Tchang pensif. Peut-être était-il gêné vis-à-vis de moi à cause de ce non incident du « Grand Monde » que je trouvais personnellement assez drôle. Pour faire diversion, je lui demandais :

- Tchang, êtes vous marié ?...
- oui...
- et cela ne vous dérange de vous éloigner souvent de votre famille ?...
- Non c'est mon devoir
- Rencontrez vous parfois d'autres femmes qui vous plaisent ?
- Oui mais je n'y pense pas.
- Et si vous y pensiez, que feriez vous ?
- Rien
- Si vraiment vous rencontrez à Canton ou à Shanghai une jeune femme qui vous plaît et à qui vous plaisez, vous allez à l'hôtel ?
- Ce que vous me dites là est honteux, je me suis marié librement et je peux divorcer librement.

Dans la tradition chinoise, la famille est une institution sacrée que le communisme à ses débuts avait considérée comme un obstacle à la collectivisation de la société. Après les échecs répétés des « Cent fleurs » et du « Grand bond en avant », les communistes avaient pris conscience que le problème de la natalité ne pouvait pas être résolu par l'éclatement de la famille. Aussi décidèrent-ils de l'utiliser comme moteur des institutions collectives. Parallèlement, ils intensifiaient la distribution des

contraceptifs par les dispensaires et favorisaient le développement de l'éducation sexuelle. Dans l'un des jardins publics de Canton, de grands panneaux avec schémas et dessins explicites, montrant les mécanismes biologiques, étaient proposés à la lecture des populations. La vie familiale s'intégrait peu à peu dans le fonctionnement d'une société de partage au service de la production, maître mot de l'action des syndicats, du Parti et des individus. La production mobilisait les énergies et imposait son rythme à la vie quotidienne de chacun.

A Pékin, l'usine de constructions mécaniques où nous venions de débarquer, fermait le dimanche. Cependant, à l'entrée, régnait une animation peu coutumière. Des groupes d'ouvriers et d'employés se pressaient dans la cour à l'occasion du congrès trimestriel qui réunissait les représentants syndicaux des ouvrières et des ouvriers. On attendait le rapport du directeur de l'usine pour en débattre. Sur l'estrade, quatorze hommes et femmes se présentèrent : c'était le Comité du Parti. Dans l'usine, il jouait un rôle précis de contrôle et établissait les directives destinées au syndicat : organiser des campagnes d'émulation au travail, participer à l'éducation communiste des ouvriers, les assister et les surveiller dans leur vie quotidienne. Organisme suprême de l'usine, le Comité du Parti coiffait l'administration, les syndicats, la ligue de la jeunesse. Il approuvait le plan de production. Placé sous sa direction, le département politique supervisait la discipline, l'organisation du travail et les problèmes idéologiques. Un ouvrier dont le travail n'était pas satisfaisant pouvait être convoqué par le département car il était admis que le rendement d'un ouvrier était fonction de son niveau de conscience politique plus que de sa technicité.

Dans les usines, le directeur n'était pas forcément membre du Parti, mais le Parti restait le maître d'œuvre. Dans chaque atelier, un secrétaire de cellule était chargé d'organiser des réunions pour discuter de la production. Ces secrétaires avaient le même régime que les cadres, donc travaillaient à l'atelier, à mi-temps seulement. Ces réunions étaient l'occasion d'aborder les problèmes idéologiques. Dans l'atelier central, une immense banderole était tendue. On pouvait y lire selon Tchang :

Avançons courageusement en portant bien haut le drapeau rouge de Mao Dzedong.

Aux environs de Shanghai, la commune populaire de la Grande Marche préfigurait une véritable société socialiste telle que le grand timonier la préconisait. Cinq mille deux cent trente familles, soit vingt deux mille habitants se partageaient le revenu de cent dix hectares de terre. Dans cette zone maraîchère aux portes de la ville, on élevait également des porcs et des moutons. Quatorze brigades de production se divisaient en cent treize équipes. Trente ans au plus, l'œil volontaire, le secrétaire général m'expliquait les étapes de la formation d'une commune populaire : au moment de la réforme agraire, les terres avaient été réparties entre les familles et des équipes d'entraide interfamiliales s'étaient formé. Dans un deuxième temps, on avait organisé des coopératives de production dites de type inférieur. Le travail était commun mais la terre appartenait à l'individu, un peu comme les actions d'une société. Le partage des récoltes se faisait au prorata du travail fourni et de la surface de terre que l'on possédait. Puis, on en est venu aux coopératives dites de forme supérieure. La propriété était devenue collective et la distribution des revenus était proportionnelle au travail fourni. La commune populaire que nous visitions était le résultat de la fusion de plusieurs coopératives de forme supérieure, soit pour la commune populaire de la Longue Marche, la fusion de vingt cinq coopératives de forme supérieure.

Chaque coopérative, expliquait le secrétaire général, ne pouvait pas faire face seule aux investissements que nécessitaient les grands travaux. Ainsi pour ce qui concernait l'irrigation, la commune populaire utilisait un fonds commun à plusieurs coopératives, dit fonds d'accumulation. Il en allait de même pour l'achat du gros matériel, tracteurs, motoculteurs. A l'entrée de la commune, un tableau affichait des journaux muraux et des slogans comme : vive la ligne d'édification du socialisme, chassons les agresseurs du Vietnam. Dans un centre commercial quelques épiceries pratiquaient des prix équivalents à ceux d'autres épiceries de la région

même lorsqu'il s'agissait par exemple de légumes produits par la commune.

Nous nous étions dirigés vers l'appartement de M. Lee au rez-de-chaussée d'un petit immeuble de type HLM. Six personnes y vivaient dans un logement de trois pièces. Monsieur Lee était membre du Parti. Combien étaient-ils dans la commune ? Le secrétaire général ne pouvait pas me donner un chiffre exact. Dans la commune comme à l'usine, le comité du Parti restait le maître d'œuvre. Chaque brigade de production possédait sa cellule politique. Sous les ordres du Comité du Parti, un comité de gestion de quinze membres assurait la gestion de l'ensemble de la commune. Chacun des membres, spécialiste dans un secteur bien défini : administration, finances, travail des femmes, le comité avait pour tâche de mettre sur pied le plan de production.

A l'échelon de la commune, de la brigade ou de l'équipe, les comités de gestion étaient des organismes exécutifs. Périodiquement, chaque commune et parfois les brigades étaient tenues de convoquer un congrès. Pour les communes cela représentait environ deux cent cinquante délégués élus au nombre de deux ou trois par brigade. Lorsque le congrès était convoqué, les comités de gestion soumettaient les problèmes les plus importants au Comité du Parti, décideur en dernier recours des dossiers à discuter ou non au Congrès. Dans ce système de propriété collective, le comité du Parti jugeait et tranchait sans appel. Ses décisions étaient notifiées aux comités de gestion.

Avant la révolution culturelle, j'avais ainsi visité de nombreuses communes. Dans plusieurs régions, on ne m'avait pas caché que pour arriver à une vie communautaire réelle, il faudrait sans doute de longues années car le paysan chinois était loin d'être prêt au sacrifice de sa vie familiale. Il fallait considérer l'organisation des communes dans cette période comme une transition socialiste. La société communiste viendrait plus tard. Quelques mois plus tard, en mai 1966, la société collective idéale commençait à prendre forme avec son cortège d'injustices, de blocages économiques, de sacrifice de plusieurs générations de professeurs, de chercheurs, de techniciens.

La Révolution Culturelle appelée familièrement « Révocol » devait devenir, dans l'histoire de la Chine, le plus grand mouvement de régression économique et sociale que ce pays ait connu depuis plus de deux millénaires.

CHAPITRE 2 : LA SPECIFICITE CHINOISE

Au début des années soixante, Tchang mon fidèle interprète, était encore un tout jeune homme, une vingtaine d'années tout au plus. Il faisait partie de cette cohorte de guides que les officiels chinois chargeaient à la fois d'escorter, d'espionner les visiteurs étrangers qu'on leur confiait. Les anglophones comme les francophones maîtrisaient parfaitement la langue de leurs invités. Chaque soir, Tchang s'absentait une demi heure pour faire son rapport téléphonique à l'autorité. Il revenait me trouver à la table du restaurant où il m'avait laissé seul ou parfois en compagnie d'un interlocuteur avec lequel j'étais réduit au langage des gestes. Il me jetait un regard gouailleur d'un air de dire : tu peux être satisfait, j'ai fait sur toi un rapport élogieux, tes affaires sont en bonne voie. Après le dîner, il lui arrivait de se laisser aller à d'étranges confidences : ici, disait-il, il y a des noms qu'il vaut mieux ne pas prononcer comme celui de Confucius. Il ajoutait dans un excellent français : Tous les bourgeois sont confucéens. Comme je suis fils de bourgeois, je suis confucéen...Il éclatait de rire... Non, je ne suis pas confucéen, je suis poète...

Le sinologue français Léon Vandermeersch faisait remarquer que le mouvement de révolte du 4 mai 1919, né de l'injustice des dispositions du traité de Versailles à l'égard de la Chine, avait fait « table rase de toute la tradition classique et démantelé jusque dans ses fondations « la Maison de Confucius ... » De là, à en arriver à la révolution socialiste, il y avait plus d'un pas à sauter. Le fossé entre la tradition chinoise et le communisme paraissait infranchissable. Tchang m'affirmait avec sérieux : « ...le Président Mao veut éliminer toute trace de l'ancienne société ; il faut extirper les racines de toutes les idées qui tendent à maintenir les Chinois dans un état de servage.. »

Les modernistes chinois de la fin du 19^{ème} siècle pensaient qu'il suffisait d'importer les techniques européennes ou américaines pour aboutir à une modernisation à l'occidentale. Bien entendu, ils étaient dans l'erreur. Leur échec les avait d'abord incités à se transformer en réformistes. Tchang se moquait du réformisme ; il croyait à la révolution. « ...Nous n'avons pas encore atteint le stade révolutionnaire, notre société est en pleine transformation... » En ce sens, Tchang n'avait pas tort. Le passage du réformisme à la révolution s'étala sur un demi siècle, période très courte aux normes chinoises et en comparaison de l'immobilisme politique et social qui perdurait depuis plus de deux millénaires. Vandermeersch parle d'un processus de « dévitalisation des traditions ».

Le Kuomintang (Guomingdang) parti des révolutionnaires et des nationalistes de Chiang Kai-chek s'était avéré incapable de remédier au chaos économique et social dans lequel la Chine de la première moitié du 20^{ème} siècle était plongée. Encouragés par Moscou, les nationalistes, du moins ceux qui avaient rejoint Mao en 1949, avaient choisi la voie de la révolution socialiste, mais pas forcément celle du communisme ; le passage de « la Chine en construction » à la Chine en révolution permanente qui fut par la suite qualifiée de culturelle s'avérait plus difficile que prévu. Dès avant le déclenchement du cataclysme, Madame Fang, fonctionnaire du ministère de la Fonction publique et que ses subordonnés avaient surnommé « la petite Mao » m'avait averti : «...nous sommes une société en pleine évolution en route vers le socialisme qui demeure notre objectif... » Mao Dzedong s'était plaint de la lenteur de la construction socialiste à l'écrivain français André Malraux, incriminant en particulier la jeunesse pour son manque d'enthousiasme à l'égard de la révolution.

Une nouvelle escalade vers un autre socialisme pur et dur paraissait donc indispensable au « grand Timonier ». Dans sa tentative réussie de reprendre le pouvoir effectif qu'il avait perdu au profit de Liu Shaoqi, Mao avait offert aux plus radicaux, une opportunité de tester le fonctionnement de la société idéale qu'ils voulaient bâtir.

Que pouvaient bien penser Tchang et le professeur Ho de ce retour à un concept qui s'apparentait aux idées réformistes prônées au 19^{ème} siècle :

adoption des techniques occidentales mais exaltation des systèmes de valeurs traditionnelles qui viennent conforter l'autoritarisme ambiant et pérenniser le pouvoir en place.

Hier on brûlait Confucius, aujourd'hui on le réhabilite. Dans les années 90, la télévision nationale lui avait consacré une série biographique de 16 épisodes d'une heure. Ce retour en grâce d'une icône populaire n'était pas chose facile à faire admettre aux responsables communistes alors que Mao lui-même avait lancé le Parti dans une campagne pour détruire les principes confucéens qui formaient le socle des comportements sociaux. Ainsi, le doyen du département de philosophie de l'université Chongchang à Kwangzhou, le professeur Yang Jong Kouo, avait publié en plusieurs langues dont le français, un brûlot intitulé « Confucius, idéologue et défenseur acharné du système esclavagiste ».

Sans doute Mao Dzedong avait-il des raisons personnelles de combattre les idées confucéennes de hiérarchie, de sacralisation de l'autorité dont ses successeurs s'accommoderont et qu'ils s'approprièrent pour se maintenir au pouvoir.

La lecture des différentes biographies de Mao montre leur unanimité pour dire que dans sa jeunesse, le futur « Grand Timonier » détestait le caractère autoritaire de son père et refusa la vie professionnelle qu'on voulait lui imposer aussi bien que le mariage arrangé pour lui, alors qu'il n'avait que treize ans. En revanche, il avait manifesté beaucoup de tendresse envers sa mère car elle l'avait toujours protégé contre la rudesse, voire les coups d'un père soucieux d'imposer son autorité, comme la loi lui en faisait le devoir. Mao ne s'était jamais départi de son hostilité à l'égard des idées de Confucius ; cela ne signifiait pas qu'il rejetait l'ensemble de la tradition dans laquelle il avait grandi. Sa vision de la Chine joignait dans un même concept le mythe et l'histoire, tel que l'exprime le Dao, la voie du TAO.

La propagande officielle du maoïsme laissait entendre précisément que l'un des livres de chevet du fondateur de la République populaire était le Yi King ou livre des transformations, l'un des cinq livres de la pensée taoïste, considérés comme remontant à plus de quatre mille ans. Par le truchement de soixante quatre combinaisons d'hexagrammes, ce texte fondateur

permettrait d'atteindre à l'essence des êtres et des choses, objet des religions alors que la substance demeurait du domaine des sciences. Pour le Yi King, il n'y a pas d'incompatibilité entre essence et substance. Consciemment ou non, les communistes chinois ont adhéré à cette vision dichotomique du monde, développée dans un texte qui se situe à un niveau universel.

Cette adhésion avait pris corps au fur et à mesure que la rhétorique nationaliste avait pris le dessus sur celle du marxisme léninisme. Il n'est donc pas inutile de s'attarder sur cette représentation globale dans laquelle l'homme trouve sa place entre la terre et le ciel.

Tradition Révolution : un choc frontal

Tchang, mon interprète préféré, n'avait pas son pareil pour m'introduire dans la philosophie du Tao : le Monde n'a pas été créé; rien ne se crée. Le TAO, « pouvoir régulateur » qui rythme l'Espace-Temps, régit les changements et montre à l'homme la voie à suivre. Il se présente comme un corpus de concepts hétéroclites concernant la responsabilité individuelle, l'ordre social, l'efficacité. A l'égard des contraintes rituelles, d'une morale liée à l'étiquette, de la hiérarchie sociale, de la rigidité des principes, les trois grands maîtres Taoïstes classiques, Lao Tseu, Tchouang Tseu et Lie Tseu, ont plaidé pour la liberté individuelle synonyme de sagesse définie comme « l'art de ne pas mourir ». L'Homme n'appartient pas dans le Monde à une catégorie à part puisque indissolublement lié à la nature, il se fond en elle. Sa liberté lui permet de récuser ceux qui s'érigent en « conducteurs », de refuser les « morales » ou les politiques quelles qu'elles soient.

Je lui rétorquais vertement que je ne voyais pas en quoi le régime communiste permettait de récuser les conducteurs ou de refuser la morale imposée par le Parti. Comme toujours, Tchang s'en tirait par une pirouette : « Avons-nous besoin de récuser quoi que ce soit ou de refuser les règles morales rappelées par le Parti, dans la mesure où nous sommes d'accord avec lui ? » Puis, il continuait...Aucun historien ne peut se porter garant de l'existence des trois grands maîtres ni de la période exacte à laquelle ils auraient vécu. En revanche, les cinq livres qui forment la doctrine du Tao concernent la période où ces maîtres sont supposés avoir vécu sans qu'on

sache très bien à qui les attribuer spécifiquement. Ainsi le Tao teh king pourrait avoir été écrit par un contemporain de Confucius (551-479 avant J.C.) Le Tao, y est-il écrit « est comme un bol vide que l'usage n'emplit jamais... » Tchang ne manquait pas de prendre le bol et d'en caresser la matière qui sertissait le vide.

La conception du Temps et de l'Espace montre à la fois la complexité de cette vision et son originalité qui consiste de la part des philosophes chinois à ne pas s'en tenir aux faits mais à voir au-delà du réel. Systèmes de pensée, catégories fondamentales, Espace - Temps, nombres ou disciplines qui s'y rapportent, telles la philosophie, les mathématiques ou l'astronomie, les données scientifiques ou du moins ce qui paraissait démontré à l'époque, s'accompagnaient de spéculations, souvent inventives. Elles ont franchi le temps de l'histoire, presque sans usure, pour être redécouvertes par toutes sortes de charlatans, de sorciers modernes habiles à spéculer sur la crédulité publique. Mais ajoutait Tchang, « la vision du Président Mao éclaire tous ces textes anciens. Où croyez vous que votre structuralisme a puisé son inspiration et ces textes ne sont-ils pas l'un des fondements de ce que vous appelez l'anthropologie historique ? »

La forme carrée de l'espace et la forme ronde du temps n'éliminent pas les formes intermédiaires comme l'ovale qui sont le résultat de leur interaction. Temps et Espace sont solidaires l'une de l'autre et en aucun cas ne constituent deux entités indépendantes. Le Temps, donc la durée ne se conçoit pas comme une succession de moments qualitativement les mêmes. Ensemble d'ères et de saisons, il s'inscrit dans l'Espace. Quant au Yin et au Yang qui évoquent un ordre rythmique, ils sont le fondement de l'ordre universel.

Dans l'interprétation de Tchang, l'ordre universel applicable à tous ne pouvait être que le Tao tel que reformulé par Mao Dzedong dont la vision était symbolisée par le mythe de la tortue. Avec Tchang, nous nous arrêtons longuement, de palais en palais, devant l'animal, la gueule ouverte, statufié en bronze qui parsemait les jardins de la « Cité interdite ». Le symbole ne représentait pas n'importe quelle tortue, mais celle dite de Fou Hi, un empereur mythique qui aurait régné deux mille ans avant J.C.

C'est à Fou Hi que la légende attribue la conception des huit trigrammes, grille de classement des éléments du cosmos. Il est considéré comme le fondateur de la civilisation chinoise et de la succession des deux principes du yin et du yang. Fou Hi aurait eu la révélation des trigrammes que l'on retrouve dans le Yi King ou livre des transformations, par l'observation d'une tortue dont la carapace donne l'image de la voûte céleste; la base, plane, figure la terre de forme carrée tandis que les quatre pattes qui sortent des orifices de la base ainsi que la tête et la queue indiquent les six directions soit, les quatre points cardinaux plus le zénith et le nadir. Entre la carapace et la base, l'homme se situe entre ciel et terre. Schématisés par une alternance de traits continus et discontinus, ces trigrammes reprennent les trois étages du symbole: l'homme entre l'ovale du ciel et le carré de la terre. Dans les soixante quatre combinaisons différentes sous forme d'hexagrammes, le discontinu est associé au Yin c'est-à-dire au principe féminin et le continu au Yang, le principe masculin.

La masculinité du yang et la féminité du yin déterminent les instruments de l'homme et ceux de la femme. L'homme porte l'équerre servant à délimiter le carré de la terre tandis que son complément féminin trace le cercle du ciel avec un compas. Plusieurs sinologues ont fait remarquer à juste titre que ce sont là des symboles de la Franc-Maçonnerie.

L'univers ainsi représenté possède un centre où siège le pouvoir absolu. A l'image de l'animal, le char impérial délimite en continu l'espace par un déplacement permanent en forme de carré. Au contraire de l'espace, le temps est discontinu comme le montre l'alternance du jour et de la nuit.

Sous l'influence de Mao, insistait Tchang, les Communistes ont accepté de réconcilier Marx avec les textes traditionnels du Tao ; en revanche, Confucius est le penseur honni qui donne à un marxisme sinisé, l'opportunité de se définir en quelque sorte négativement : voilà ce que nous ne sommes pas, concluait Tchang, en désignant la hiérarchie sociale définie par Confucius, favorable, disait-il, aux bourgeois et aux nantis au détriment de la masse du peuple.

De la Juste Solution des Contradictions

La Chine contemporaine demeurait à la recherche de la juste solution de la contradiction que le Président Mao avait affrontée toute sa vie entre ses convictions marxistes-léninistes et l'influence des textes millénaires représentatifs de la philosophie de la Chine éternelle.

Dès qu'il fut en âge de penser par lui-même, Mao Dzedong s'était référé aux théories de Marx et Engels et à la dictature du prolétariat, mais son jeune esprit, imprégné de la tradition, fit l'apprentissage de ses premières révoltes contre l'autorité du père telle que Confucius la définissait. Bien qu'il fût un fervent bouddhiste, sans doute par affection pour sa mère, très jeune, il avait déjà fait un choix. Certains de ses biographes avancent que sa révolte contre le père exprimait son aversion pour la tyrannie que celui-ci exerçait sur la mère. Ce serait là, l'origine de la prise de conscience qui l'avait amené à s'opposer au besoin par la violence, au système patriarcal et féodal caractéristique de la société de l'époque. A l'école de son village natal Shao Shan dans la province du Hunan, le jeune Mao Dzedong n'avait retenu que l'une des facettes de cette tradition basée sur le culte des ancêtres dont le caractère figé rendait impossible tout changement. La rigidité de la société condamnait les individus à reproduire sans fin les savoir-faire ancestraux. L'unique modèle à suivre ne pouvait être recherché que dans le passé. Rien ni personne ne pouvait prétendre faire mieux que ce qui avait été légué par les générations précédentes. Or, dans la période de jeunesse du futur « Grand Timonier », non seulement l'Occident représenté par les empires britanniques, français et portugais, était un modèle d'avance technologique mais sur le plan de la pensée, des arts, de la philosophie, de la littérature, on pouvait constater en Europe une floraison étonnante d'écoles littéraires, picturales, philosophiques alors que la Chine demeurait engluée dans son carcan mandarinal. Un code de convenances et de rites dont Confucius disait qu'il était à l'origine de toutes les vertus, le « Li » emprisonnait la société et les individus. En classe, on récitait les textes du « Li » par déclamation à haute voix sur un rythme psalmodiant. Les enfants devaient apprendre par cœur les trois degrés de la piété filiale : Honorer son père, être loyal à l'égard de l'Empereur, garder le respect de soi-même. A plusieurs

reprises, le jeune Mao se heurta à son père, petit propriétaire terrien, qui souhaitait voir son fils grimper dans l'échelle sociale grâce à une connaissance des classiques. Mais Mao semblait préférer des romans dont les héros issus de la masse paysanne, se révoltaient contre les puissants comme « Tous les Hommes sont frères » dans lequel des bandes de partisans organisaient les paysans opprimés, bravaient l'autorité et volaient les seigneurs terriens pour répartir leur butin entre les paysans pauvres. Dans le système confucéen, l'autorité du père de famille s'exerçait par délégation de l'Empereur.

Ce schéma imprégnait également l'ancien Japon soumis au rituel de l'esprit confucéen. Pendant et immédiatement après la Révolution Culturelle, les idées anti confucéennes qui avaient agité la société communiste, portaient l'empreinte de Mao. Ainsi, en 1974, donc deux ans après la fin des violences, dans la période de remise en ordre après le grand gâchis, les éditions en langue étrangère de Pékin (éditions officielles du régime) publiaient en plusieurs langues un pamphlet intitulé : « Le Spectre de Confucius hante les nouveaux Tsars ».

La charge dirigée contre Confucius voulait confondre les « révisionnistes soviétiques » accusés de préférer le culte à Confucius à l'école dite légaliste ou du « règne par la loi ». L'Empereur Sima Yan, premier empereur de la dynastie des Jin (Ts'in) occidentaux en avait fixé les principes et promulgué son code de loi en l'an 268. Sous le titre : Dénonçons la supercherie de l'humanitarisme, les étudiants de l'Ecole Supérieure de la province de l'Anhouei écrivaient par exemple : « ...Ceux qui rendent un culte à Confucius sont forcément contre l'école légaliste. D'après les renégats révisionnistes soviétiques, le « règne par la loi » préconisé par l'école légaliste serait un « totalitarisme ouvert », un « anti humanitarisme ». Les « révisionnistes » soviétiques et leurs séides chinois auraient donc qualifié de « tyran le plus cruel de l'histoire », le premier Empereur des Ts'in (Jin), parce qu'il avait promulgué les principes de l'Ecole Légaliste. Les mêmes adorateurs de Confucius avaient clamé que « brûler les livres et enterrer vivants les lettrés confucéens constituaient des actions cruelles... » Or, cette battue organisée par le premier Empereur des Jin contre l'Humanitarisme Confucéen était

justifiée. En réunissant les six Etats de la Chine, il avait fondé un Etat féodal dont le pouvoir était centralisé. Historiquement, c'était un progrès. S'il avait pratiqué la politique de brûler les livres et enterrer vivants les lettrés confucéens, c'était uniquement pour frapper les réactionnaires confucéens qui cherchaient à restaurer le régime esclavagiste et à consolider davantage la classe montante, celle des propriétaires fonciers... »

Ce texte des étudiants de l'Ecole Supérieure d'Anhui avait été publié à Pékin deux ans avant la mort de Mao à un moment où l'échec patent de Révolution Culturelle annonçait déjà un changement de ligne politique, donc la perte du pouvoir réel que « le Grand Timonier » avait espéré retrouver grâce à un état de révolution permanente. Ministre de la Justice de l'Etat de LOU en 497 avant J.C., Confucius qui prônait l'inutilité des exécutions capitales avait fait mettre à mort huit jours après son entrée en fonctions, Chaotcheng Mao un chef de file des réformateurs de l'époque.

Jusqu'au bout, la philosophie politique du Président Mao se sera exprimée d'une manière négative par rapport à la forme d'autoritarisme préconisée par la philosophie traditionnelle. Dans le même temps, la vision ésotérique du Tao pouvait passer pour une alternative crédible. La légitimité du pouvoir communiste et du marxisme léninisme se voyait ainsi confortée grâce à un habillage chinois.

Dès 2005, la position du Président Hu Jintao prenait les allures d'une contradiction avec les doctrines de Mao, du moins pour ce qui concernait l'idéologie confucéenne. Il rappelait aux cadres du Parti que dans la ligne de l'harmonie, préconisée par Confucius, il fallait tendre vers la construction d'une société harmonieuse et promouvoir les valeurs d'honnêteté et d'unité ainsi qu'une relation plus étroite entre le peuple et le gouvernement.

Il était devenu évident que pour le gouvernement communiste chinois, la promotion de ce type de valeurs présentait beaucoup d'avantages : A l'intérieur du pays, au moment où les révoltes paysannes se faisaient de plus en plus nombreuses, la réaffirmation de la primauté de l'harmonie était censée refléter la préoccupation et les devoirs du parti envers toutes les classes de la société. A l'extérieur, l'appel à l'harmonie et à la paix tendait à apaiser les craintes que faisait naître le développement rapide de la Chine.

Le Président Hu Jintao a donc favorisé la réintroduction de l'enseignement des classiques confucéens dans le cursus des écoles secondaires; dans le même temps, le gouvernement chinois assurait à l'étranger une promotion du confucianisme avec la création d'Instituts Confucius, semblables aux « Alliances Françaises » ou aux « Instituts Goethe ». Selon le Professeur Daniel A. Bell, professeur de philosophie politique à l'université Tsinghua de Pékin, le plus grand défi pour les communistes, consistait dans l'insistance confucéenne sur la valeur de la « Méritocratie ». Historiquement, elle était appliquée par l'intermédiaire des examens mandarinaux. Leur régularité était telle que le système abandonné il y a un siècle par la dernière dynastie des Qing, avait la confiance des étudiants. Or depuis 1989, le Parti Communiste Chinois avait engagé une réforme en profondeur du recrutement des fonctionnaires et en 1994, sa mise en place avait pris effet à une large échelle. Les concours d'entrée dans l'enseignement secondaire et à l'université apparaissaient comme les successeurs de ces examens mandarinaux. Une enquête publiée par le « Centre de Recherches sur la jeunesse Chinoise » montrait par exemple que 63 % des écoliers étaient favorables à un examen d'entrée au Collège. Un recrutement fondé sur le mérite et l'égalité des chances était donc préféré à un recrutement basé sur la loyauté au Parti. Dans la Chine d'Hu Jintao, ce retour à des pratiques mandarinales avait de quoi surprendre, mais la sinisation ne connaissait pas de limites.

Dès l'origine et dans tous les cas à partir du moment où Mao Dzedong avait imposé sa ligne, le Parti communiste chinois avait pris ses distances avec l'internationalisme prolétarien en tant que prise en charge du modèle soviétique comme modèle universel. La stratégie de conquête du pouvoir du P.C.C. définie et adoptée après 1949, reposait sur un modèle sinisé de construction du socialisme. La Chine avait toujours manifesté son indépendance vis-à-vis de l'organisation interétatique du communisme mondial. A Bandung, en 1955, représentée par Zhou Enlai, le communisme chinois avait accepté de siéger aux cotés de Tito, de Nehru et des leaders des pays du Tiers Monde ; il avait ainsi fait une démonstration de son particularisme. La Troisième Internationale qui avait accompagné la montée

en puissance du Parti Communiste Chinois de 1921 à 1943 n'avait pas prévu l'adhésion de la Chine au « Tiers Mondisme » et s'était trouvée dans l'incapacité de l'influencer. Depuis 1935, la ligne Mao avait éliminé les autres tendances favorables à Moscou et soutenues fortement par Staline, notamment la ligne Li Li San, membre fondateur du P.C.C, qualifié d'opportuniste de gauche et de déviationniste trotskyste.

Jamais la politique étrangère de Pékin n'avait accepté de s'aligner sur celle de Moscou. Les dirigeants chinois avaient toujours refusé de reconnaître « la centralité » de l'Union Soviétique et sa domination de fait comme de droit des autres composantes mondiales du communisme international. En érigeant le monde paysan en fer de lance de la révolution, Mao avait encouragé une sinisation systématique du communisme prenant appui sur les populations rurales tandis que, avant comme après sa prise de pouvoir à Moscou, la révolution bolchevik s'était appuyée sur le monde ouvrier. Cette ligne chinoise mécontentait Staline. Le 16 décembre 1949, lors de la venue du nouveau Président de la jeune RPC à Moscou, les deux hommes s'étaient jaugés avec présent à l'esprit tout ce qui les opposait : Staline avait toujours répugné à reconnaître la direction maoïste du communisme chinois. Dès 1930, Moscou évitait de la soutenir; en revanche, en dépit de la lutte que le Généralissime menait contre les communistes, les soviétiques apportaient leur aide à Chiang Kai-chek. En trois ans, de 1938 à 1940, Staline avait consenti aux nationalistes des avances qui, de source soviétique, s'élevaient à plus de trois cent millions de dollars de l'époque. Ce soutien à Chiang et aux nationalistes chinois contre les communistes s'était poursuivi pratiquement jusqu'à la défaite des armées nationalistes et leur fuite vers Formose. Staline ne pouvait pas ne pas se souvenir qu'en février 1942, en pleine guerre avec le Japon, Mao avait présenté un rapport sur la « Rectification du style du travail du Parti » qui visait les agissements gauchistes d'une minorité d'obstinés coupables de vouloir suivre la ligne stalinienne. Dans la pratique, le rapport avait débouché sur une campagne de rectification et une série de « purges », de dénonciations, de confessions publiques. Les condamnations qui s'ensuivirent furent sévères. Staline traitait les communistes chinois de « communistes de margarine » ou encore

de « communistes radis », blancs dedans et rouges dehors. Il s'était permis ces remarques peu amènes dans les couloirs de la conférence de Postdam à la fin de juillet 1945 devant un groupe de diplomates américains dont l'ambassadeur Averell Harriman. De son côté, Mao savait que Staline souhaitait mettre Chiang Kai-shek au commandement de la Chine. Le chef du Kremlin l'avait déclaré à l'homme de confiance de Roosevelt. Pendant la période difficile de « La Longue Marche », les communistes chinois n'avaient reçu aucune aide de Moscou, ni armes, ni argent et avaient dû se battre avec les armes soviétiques récupérées lors des coups de main contre les armées nationalistes. A n'en pas douter, Staline avait ignoré Mao jusqu'au bout. Toutefois, après le 1^{er} octobre 1949, Moscou s'était empressé de le reconnaître. En décembre de la même année, l'Union Soviétique et la Chine communiste signaient un traité d'amitié et d'alliance mutuelle. La victoire de Mao Dzedong consacrait, au sein du parti, le triomphe de la ligne chinoise sur la ligne soviétique. Le Parti des paysans avait la possibilité d'établir un pont entre le modernisme représenté par le P.C.C. et la tradition millénaire qui allait sommeiller au fond de l'âme chinoise jusqu' à l'avènement de la ligne Deng Xiaoping.

CHAPITRE 3 : PESANTE CIVILISATION TRADITIONNELLE

Jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle régnait en Asie un ordre international « sinocentrique ». Vu de Pékin, il s'agissait d'une réalité géopolitique et culturelle dont les processus d'évolution et de développement différaient de ceux qui avaient géré l'évolution et le progrès des sociétés occidentales. Cependant, les Chinois n'avaient jamais revendiqué leur propre identité comme une identité régionale qui aurait couvert l'ensemble des pays situés dans la zone géographique Asie Pacifique.

Depuis l'origine, les relations entre la Chine et l'Asie du Sud-Est par exemple, avaient toujours reflété le compromis que l'Empire du Milieu pouvait accepter entre la vision du monde Tao - Confucéenne qui était la sienne et celle, Hindou - Bouddhique des royaumes et pays de la région ;

inversement, ces relations prenaient en compte le type de rapport qui était acceptable par ces royaumes et principautés.

Coexistence de deux visions du monde

La civilisation chinoise a immergé et submergé l'Asie. On fait souvent la distinction entre l'Asie sinisée, l'Asie Indianisée ou hindouisée et l'Asie islamisée.

Quel que soit l'héritage, religieux, social ou coutumier dominant, les structures des sociétés asiatiques sont encore aujourd'hui imprégnées d'une philosophie comportementale inspirée de Confucius et de son école. Partout en Asie, la première cellule de base des sociétés a toujours été la famille plus ou moins élargie aux clans familiaux. L'autorité du père ou du patriarche ne souffre aucune contestation ; les décisions individuelles sont soumises à l'accord de la cellule familiale quand elles ne sont pas purement et simplement dictées par le chef de famille.

La modernisation, l'influence américaine sur les habitudes diététiques ou sur la culture en général n'ont pas eu raison du poids des structures familiales traditionnelles. Malgré le travail de sape des habitudes confucéennes et la tentation permanente du Parti communiste de s'immiscer dans le domaine familial réservé, la fin de l'ère maoïste a coïncidé avec un retour des anciennes pratiques tant combattues par Mao Dzedong lui-même. Inhérent à une société hiérarchisée, l'autoritarisme traditionnel de l'empereur, procédait d'un mandat du Ciel. Du sommet d'une énorme pyramide, il plaçait chacun sous son autorité avec une place bien définie qui comportait des avantages et des obligations : on ne pouvait pas vraiment parler de droits et de devoirs.

Depuis des millénaires, malgré les transformations sociales, le caractère sacré du pouvoir avait perduré. En effet, le régime communiste, qui avait tant voulu se démarquer du pouvoir impérial, s'était en fait installé sur le trône de l'ancien souverain. Le culte de la personnalité avait perpétué le culte de l'Empereur.

La société communiste chinoise ne s'est jamais séparée de ses comportements millénaires même si des progrès ont été réalisés notamment grâce à une intégration des femmes dans le monde du travail.

Malgré les vicissitudes de tous ordres, guerre contre les Américains au Vietnam, Khmers rouges au Cambodge, dictatures militaires en Thaïlande, en Indonésie et en Birmanie, catastrophes naturelles comme le tremblement de terre de Sumatra, le raz de marée de la fin de l'année 1964, le « tsunami de 2005, le tremblement de terre de la province du Sichuan en 2008, les sociétés sinisées ou anciennement indianisées, y compris celles des pays communistes connaissent un retour à ces valeurs familiales.

Dès les premiers siècles de l'expansion du bouddhisme, l'héritage de l'Enseignement du Bouddha avait donné naissance à trois grandes écoles de pensée qui gardaient la même philosophie générale mais se divisaient selon les modalités de la pratique et des rites. Parti de la frontière entre l'Inde et le Népal, le bouddhisme dit Mahayana (Grand Véhicule) avait essaimé en Chine du troisième siècle avant J.C. au premier siècle après. Trois siècles plus tard, ce furent des missionnaires chinois qui introduisirent le Mahayana en Corée avant qu'il ne fleurît dans l'archipel nippon aux alentours du sixième siècle. Trois écoles furent les plus représentatives de ce courant de pensée : l'école de Tientaï (au Japon Tendai), l'école du Dhyâna (en chinois chan, en japonais zen) et le Bouddhisme de la Terre pure plus connu sous le vocable « Amidisme ». L'enseignement donné aux pratiquants les conduisait à faire l'expérience de la compassion. Il enseignait que la nature des phénomènes était d'être « vide » de nature propre et qu'on pouvait en faire l'expérience grâce à l'intelligence supérieure (prajna). Il mettait l'accent sur la motivation altruiste et le développement des pratiques centrées sur l'intelligence et la dévotion.

Le Bouddhisme Hinayana aujourd'hui Theravada (petit véhicule) avait suscité de nombreuses écoles dans les pays du Sud – Est asiatique, Sri Lanka, Birmanie, Thaïlande, Laos, Cambodge. Basé sur la discipline, l'enseignement insiste sur l'importance du renoncement ainsi que sur la pratique de la méditation sans référence et de la compassion.

Quant au bouddhisme Vajrayana, de loin le moins important numériquement, il est connu en Occident sous l'appellation de bouddhisme tantrique, c'est-à-dire de la continuité. Les pratiques développées par ce courant ont pour objectif de conduire de l'expérience habituelle à celle de l'éveil dans la continuité de la même réflexion. La doctrine tantriste s'est répandue en Chine plus spécialement au Tibet, au Népal, en Mongolie ainsi qu'au Japon sous le nom de bouddhisme Shingon.

Traversant ces courants, les doctrines de Confucius ont défini et précisé l'armature morale et comportementale du bouddhisme en renforçant les structures pyramidales du corps social et en accentuant l'inféodation de l'individu au groupe. Toutes ces écoles de pensée se sont imposées à des sociétés qui ont en commun une suprématie traditionnelle du groupe sur l'individu, une sacralisation de l'autorité, la confusion des pouvoirs, une tradition de violence.

La suprématie du groupe a mis en évidence les cellules sociales habilitées à dicter leur conduite aux individus: D'abord, la famille, puis l'Etat et accessoirement l'entreprise.

Cette soumission au groupe est l'un des traits communs à toutes les sociétés asiatiques. A l'image de la société chinoise, elles ont développé leur conception de la relation Temps - Espace liée au caractère sacré du pouvoir. Il ne s'agissait pas d'un pouvoir théocratique ou de droit divin, tel que l'Occident l'avait connu au Moyen-âge, puisque dans le Bouddhisme, le concept de Dieu est absent, mais d'une sacralisation du pouvoir temporel, tel celui de l'Empereur de Chine ou de l'Empereur du Japon ou encore du Roi du Cambodge ou du Roi de Thaïlande. En remontant aux origines de la relation entre l'autorité traditionnelle, c'est à dire la Royauté et l'individu sujet du roi, on remarque que dans le monde indianisé, le concept de royauté était associé à trois obligations qui constituaient les piliers de cette autorité :

- le respect du code de Manu qui mettait l'accent sur les attributs magiques de la cour régaliennne et sur son recours permanent au ministère des prêtres Brahmanes. Dans sa forme définitive, le code de Manu, qui date du deuxième siècle avant JC, comporte des dispositions concernant les relations

entre mari et femme, l'héritage, les dettes aussi bien que les principes de gouvernement.

- le respect d'un non moins vénérable principe emprunté à la Cosmologie Hindoue qui attribuait un statut divin au Roi du fait même qu'il occupait les saintes emprises du Palais au centre de la capitale. Le palais royal symbolisait le centre de l'univers, la maison des dieux autour de laquelle tournaient le soleil, la lune et les étoiles.

- Le respect du Roi en tant que défenseur de la foi bouddhiste.

Indépendamment des formes contemporaines de gouvernement, ce troisième pilier se retrouve dans presque tous les pays d'Asie du Sud Est comme la Thaïlande, le Cambodge et le Laos, la Birmanie.

Dans les pays indianisés, les trois piliers de l'autorité ressemblent, à s'y méprendre, à ceux qui constituent les fondements même de la civilisation chinoise dans les pays sinisés. On les trouve définis dans le « LI », ce code de convenances et de rites que l'on récitait par cœur à l'école du village natal de Mao Dzedong et dont Confucius disait qu'il était l'apprentissage de la vertu.

Les principes de base du « Li » confucéen et de la cosmologie du Tao sont partie intégrante du système communiste chinois. Mon ami Wang en avait fait l'amère expérience. Etudiant pendant de nombreuses années en Europe, il avait carrément oublié le carcan social chinois et jeté aux orties son obéissance à des principes qu'il ne reconnaissait plus. Pendant de longues années, il avait mené dans une province du sud de la France, une vie de célibataire dans des conditions de liberté dont il percevait vaguement le caractère transitoire. Certes, il se préparait tant bien que mal à changer de vie. A vrai dire, il faisait l'autruche ; on verrait bien le moment venu. A peine rentré à Pékin, son père lui présentait sa future épouse alors qu'il avait jeté son dévolu sur une de ses anciennes camarades de lycée.

Lors d'un voyage à Pékin, il m'avait présenté successivement ses « deux femmes ». La fiancée choisie par son père était très belle; élue de son cœur, moins sophistiquée, moins préoccupée d'elle-même, rayonnait d'une intelligence assez fulgurante, devançant la pensée de ses interlocuteurs. Elle m'avait séduit par sa vivacité d'esprit. Dilemme cruel, il avait du accepter l'épouse que lui avait présenté son père. Un an plus tard, il se confiait à moi

au bar de l'hôtel de Pékin : marié, il voyait son amie en cachette, du moins le croyait-il. Il me raconta qu'il avait été convoqué devant ses camarades de la cellule du Parti de l'organisme auquel il avait été affecté comme chercheur. On l'avait mis en demeure sous peine d'exclusion de reprendre une vie conjugale normale et de cesser toute relation avec son amie d'enfance.

Wang savait ce que signifiait pour lui l'exclusion du Parti. A son niveau, l'appartenance au PC était une obligation pour faire carrière. Jeté hors du Parti, il aurait du quitter son laboratoire de chercheur, voire s'exiler à condition qu'on le laissât partir, ce qui était loin d'être acquis. La mort dans l'âme, il rentra dans le rang. Je ne sais ce qu'il est advenu de lui.

Son exemple illustre bien la filiation du Parti par rapport à des codes millénaires. Si Wang avait éprouvé un problème de conscience religieuse, sa situation n'eût pas été plus facile. La liberté des cultes garantie par la Constitution, s'entend sous condition que le Parti maintienne son autorité sur les hiérarchies militaires, politiques ou sociales comme sur la vie privée de chacun des citoyens soumis à une étiquette encore aujourd'hui relativement stricte.

Le Système du "TRIBUT "

L'expression « Monde Sinisé » doit s'entendre dans le même sens que monde islamique, pays hindouisés, ou monde latin. Les populations y sont anthropologiquement marquées par des traits communs, ici de type mongoloïde, dont la culture a été progressivement uniformisée, qui se disent en langue chinoise, frères de race et de culture. Leur cohésion est demeurée très forte jusqu'à leur rencontre avec la civilisation européenne. Léon Vandermeersch précise que ce fond culturel commun s'est établi au niveau linguistique, plus profondément qu'au niveau de la religion.

Le monde sinisé, c'est le monde des caractères chinois dont l'unité distinctive est celle des signes dont parle Roland Barthes à propos du Japon. Le monde sinisé, c'est le monde des signes. Les pays sinisés s'identifient donc par l'utilisation de l'écriture chinoise. A la faveur de la colonisation politique, la civilisation chinoise et fondamentalement l'écriture avaient pénétré en Corée, au Vietnam, à Hong Kong et Taiwan.

Jadis, à la faveur de la colonisation culturelle, elle s'était propagée au Japon ou encore, pour des raisons d'origine du peuplement, à Singapour.

Cette diversité ou même disparité spécifique à la région n'a pas effacé la similitude des styles de vie, des modes de pensée, des rapports sociaux. Les différences de système politique, régime communiste à Pékin, démocratie libérale au Japon, démocraties autoritaires voire dictatures à Taipei, Séoul ou Singapour, régime colonial à Hong Kong jusqu'à sa rétrocession à la Chine communiste par les Anglais, ont pu faire penser qu'une telle similitude n'était qu'un phénomène résiduel lié à des survivances et appelé à disparaître avec le développement.

Avec le temps, les différences de langue se sont creusées entre Chine, Japon, Vietnam, Corée et même entre Chine et Taiwan. Les contrastes nationaux sont beaucoup plus marqués qu'en Europe entre pays latins, anglo-saxons ou slaves. Cependant, un fonds commun de mentalités a survécu aux transformations modernes des sociétés confucianistes. On peut y découvrir un style de développement qui donne un profil d'ensemble à l'entreprise, à la société et à l'Etat. Mais, les écarts avec les profils occidentaux de développement, se creusent paradoxalement à mesure que progresse l'occidentalisation. Les contrastes avec l'Occident étaient ceux qui ressortissaient au sous développement. Aujourd'hui, c'est dans le fonctionnement des mécanismes des sociétés avancées que les dissemblances sont devenues évidentes.

Pour tous les pays gravitant dans l'orbite chinoise, la règle était le système dit du « Tribut ». Celui-ci revêtait essentiellement une signification symbolique d'acceptation d'une suzeraineté et d'une supériorité chinoise que la pratique des dynasties avait pour objectif de mettre en évidence. Jusqu'à l'arrivée des Européens les interlocuteurs de la Chine se divisaient en deux catégories :

- les barbares de l'intérieur: à partir de la dynastie des Tang, ils étaient considérés les sujets du royaume indépendant du Nanzhao (Le royaume du Nanzhao sera plus tard intégré à l'Empire par les Mongols de Khubilai-Khan)

- les barbares de l'extérieur: ainsi les habitants du Champa (Centre -Nord Vietnam) ou encore les Birmans du royaume de Pagan.

En termes matériels, le « Tribut » était souvent de moindre valeur que les cadeaux somptueux du « Fils du Ciel » tandis que le commerce était très vite devenu un élément central des relations internationales qui se nouaient autour de la Chine.

A l'époque des Tang (618-907), il était entre les mains de non chinois, mais par la suite, à partir de la période des Song (960-1279), des communautés de marchands chinois se formèrent dans les ports et constituèrent le noyau des groupes de Chinois d'outre-mer. Du fait de leur croissance en nombre et de leur organisation, ils allaient compliquer les relations entre la Chine et ses voisins. Afin de conforter leur légitimité impériale, les Mongols de Khubilai-Khan décidèrent au début du 13ème siècle de renforcer la soumission des Etats assujettis au « Tribut ».

Cette politique se traduisit par une série d'attaques lancées contre le Vietnam et le royaume du Champa. Les deux pays s'engagèrent dans une guérilla féroce et efficace au point que les Mongols, après une dernière tentative en 1287, finirent par se retirer. La dynastie Mongole avait tenté de faire avancer la sinisation de l'Asie en l'étendant à l'Indonésie actuelle et au Japon. Le débarquement chinois à Sumatra fut un désastre comme le fut le débarquement sur les côtes nipponnes. Dans les deux cas, la flotte chinoise fut détruite. C'est grâce à un concours de circonstances que le Japon fut sauvé de l'invasion car à l'heure du débarquement, une tempête se leva avec le « Kamikaze » ou vent divin qui contribua à la déroute des soldats du grand Khan. L'ironie de l'histoire a voulu que, côté chinois, le conseiller militaire de ces expéditions malheureuses fût un certain Marco Polo.

C'est la dynastie des Ming (1368-1644), qui assura le rayonnement du pouvoir impérial jusque dans les parties les plus reculées de l'Asie comme le royaume de Brunei ou le détroit de Malacca où l'armée du Khan avait subi le plus grand revers de son histoire. Cette politique d'extension du « Tribut » fut poursuivie par la dynastie Mandchoue.

La Chine demeura la Chine et continua de faire prévaloir sa conception du monde sans qu'en face aucune coalition ne pût se former. Jusqu'au 19ème

siècle, un ordre international réglé par la Chine, régissait les relations entre la grande Chine et les multiples royaumes et principautés qui formaient l'Asie du sud-est. Par son protocole et son décorum, le système du « Tribut » contribuait à faire la démonstration de la toute puissance de l'Empereur - Roi.

Le monde sinisé se présentait sous la forme de cercles concentriques qui avaient pour origine la Cité Interdite à Pékin. Siège du pouvoir, autour d'elle gravitaient les territoires « Hans ». Un deuxième cercle était formé par les pays qui, au cours des siècles, avaient tissé avec l'Empire des liens très étroits, comme la Corée, la Mongolie ou le Vietnam. Quant aux troisième et quatrième cercles, ils concernaient des nations avec lesquels les liens de suzeraineté avaient été plus épisodiques ou des nations comme le Japon qui avaient refusé de se soumettre au « Tribut ».

Le déclin de la dynastie des Qing, (1644 – 1911) la perte de leur « mandat du ciel » et l'avènement de la République, auraient pu s'inscrire dans une continuité naturelle et inaugurer un nouveau cycle dynastique. En réalité, le 20ème siècle se présenta pour la Chine comme un siècle de transition dont les incertitudes forcèrent l'Empire du Milieu à accepter dans la douleur, un ordre mondial totalement différent, fait de confrontations entre Empires et Etats Nations revendiquant l'égalité.

A l'arrivée des communistes de Mao au pouvoir, les relations de la Chine avec l'Asie du sud-est se structuraient au moment où les anciens pays tributaires accédaient à l'indépendance tandis que la guerre froide sévissait en Asie du nord. Chacun des pays d'Asie allait réagir différemment. Certains comme les Philippines et la Thaïlande se mirent sous protection américaine. D'autres comme la Birmanie ou le Cambodge pratiquèrent une politique de neutralité tout en évitant de rentrer en conflit avec Pékin. D'autres encore comme le Vietnam et le Laos se tournèrent vers l'Union Soviétique. Enfin, à partir de 1966, l'Indonésie évitait tout contact avec la Chine de Pékin. Avec cinq Etats seulement, la naissance de l'ASEAN en 1967, allait transformer le paysage international asiatique à la suite de deux évènements majeurs intervenus à presque quinze ans de distance : la défaite américaine au Vietnam et la chute du communisme soviétique.

Tout en confortant les nationalismes, ces deux accidents de l'histoire avaient incité l'ensemble des nations sud-est asiatiques à rechercher avec la Chine un *modus vivendi* de manière à préserver leur indépendance. De son côté, la Chine mettait graduellement une sourdine à ses prétentions idéologiques. Dans sa quête d'un statut de grande puissance, elle se référait de moins en moins aux doctrines marxistes-léninistes et de plus en plus à l'universalisme de sa culture et à une lecture de sa propre histoire à l'aune d'une supériorité traditionnelle des mouvements philosophiques les plus influents de l'histoire de l'humanité.

Dans la période contemporaine, désireux de préserver et d'asseoir leur influence sur l'Asie, les Chinois avaient substitué au « Tribut », une politique de réseau basée sur l'importante diaspora chinoise disséminée dans tous les pays d'Asie du Sud Est. On estimait à trente millions d'individus l'importance numérique de cette population. Pour l'administration communiste, cette catégorie de Chinois avait été classifiée « Chinois d'outre-mer ». Ils avaient toujours bénéficié d'un statut particulier, notamment un droit de déplacement à l'intérieur du territoire. Etaient considérés comme Chinois d'outre-mer, tous les ressortissants des pays « tributaires » nés de père chinois. Pour l'administration impériale comme plus tard pour le Parti communiste il était impensable que cette frange de population puisse être détachée de la mère – patrie, même si elle avait adopté la nationalité du pays d'accueil.

Le système tributaire allait de pair avec un protectorat exercé par l'Empire sur ses sujets. La Chine impériale dominait l'Asie grâce à des alliances avec des princes ou seigneurs locaux, grâce aussi à des sociétés secrètes qui servaient de relais à des fonctionnaires chinois placés comme conseillers dans l'entourage des royautes et principautés d'Asie du sud-est.

A partir de la fin du 19ème siècle la situation des Chinois d'outre-mer allait devenir plus compliquée du fait de la faiblesse de la Chine obligée par les grandes puissances à ne pas entraver l'émigration. Les pays d'accueil de ces immigrants ne voyaient pas forcément d'un bon œil ces nouveaux venus qui en peu de temps dominaient la vie économique locale par leur sens du commerce, leur solidarité ethnique et leur savoir-faire.

Les communautés chinoises d'outre-mer furent souvent rendues responsables de tous les avatars économiques et firent même les frais de soubresauts politiques dont certains dans une période récente, sont encore dans les mémoires. C'est le cas de la communauté chinoise d'Indonésie qui fut rendue responsable de la révolte du PKI en 1965 (Parti communiste indonésien) et fut victime de pogroms lors de la reprise en mains du territoire par le général Suharto. En mars 1966, dans l'île de Java, le long de la route de Jogjakarta à Borobodur, on pouvait voir des têtes de chinois décapités, jalonner le parcours. Les Chinois furent aussi victimes de persécutions en Thaïlande, au Laos, au Vietnam, en Malaisie. En revanche, même dans les moments les plus critiques de la Révolution Culturelle, les Chinois d'outre-mer avaient continué à bénéficier de la protection de Pékin. Ceux qui vivaient en Chine à cette époque ont échappé à toutes les exactions commises par les gardes rouges. A Shanghai, Monsieur Tang, éditeur des traductions de tous les classiques français, de Victor Hugo ou Alexandre Dumas en passant par la poésie de Verlaine ou de Rimbaud, fut certes privé de son outil de travail car on lui fit éditer à la place le « Petit Livre Rouge » de Mao mais ne fut jamais chassé de son logement. Comme je lui demandais la raison de cette mansuétude, il répondit : « Je suis né à Hanoi ; je suis un chinois d'outre-mer ».

La contrepartie de cette protection se résumait souvent à un soutien moral de la mère - patrie et un sentiment largement répandu d'appartenir à une race supérieure. Le gouvernement de Pékin a toujours exploité cette fibre nationaliste. La diaspora est devenue un vaste réseau mondial de soutien à l'autorité en place qui s'est peu à peu substitué aux relations « tributaires ». C'est évidemment le cas des communautés chinoises d'Asie du sud - est, mais aussi celui des communautés chinoises en Europe et aux Etats - Unis. Le lobby chinois de la cote Est des USA a démontré à maintes reprises sa puissance, notamment pour protéger le clan nationaliste de Chiang Kai-shek exilé à Formose.

Au-delà des avatars politiques, la Chine communiste entretient aux Etats-Unis un puissant réseau. C'est par milliers que chaque année de jeunes chinois vont poursuivre leurs études dans les universités américaines, grâce

à l'accueil qui leur est réservé par leurs compatriotes installés sur place. Le gouvernement de Pékin a toujours encouragé cet exil temporaire de ceux qui sont formés pour devenir l'élite du pays dans tous les domaines. Soixante dix mille scientifiques par an sont étudiants, inscrits dans des universités américaines ou européennes, ce qui représente sur dix ans la formation de sept cent mille cadres de haut niveau.

Du système du « Tribut » au rôle de la diaspora, il existe une continuité des moyens mis en œuvre pour assurer à la Chine, soit une influence prépondérante comme c'est le cas dans la plupart des pays d'Asie du Sud – Est, soit pour donner à l'Empire un instrument de pénétration économique et lui garantir des croisements d'intérêts capables de modifier à son gré l'environnement stratégique mondial.

CHAPITRE 4 : NOUVEL ORDRE MONDIAL AU 20^{ème} SIECLE

La décadence de la dynastie des « Qing » avait coïncidé avec plus d'un demi siècle d'humiliations dans une période de transition et de confrontations. Les « Qing » et leur administration mandarinale, attachés à leur tradition de domination et d'hégémonie de leur civilisation avaient été incapables de comprendre la remise en cause de l'ordre « sinocentrique », non seulement par les « barbares » venus de la lointaine Europe mais même par les Etats tributaires qui avaient décidé de secouer le joug de celui qui se croyait à jamais mandaté par le ciel. Les premiers signes de la décadence des « Qing » étaient apparus en liaison avec une série d'évènements qui allaient saper le pouvoir impérial :

- L'irruption de l'Occident aux franges du territoire chinois
- L'expansionnisme japonais
- Les révoltes internes contre la dynastie Mandchoue (Qing)

De la première guerre de l'opium (1839–1842), l'administration impériale n'avait retenu que le côté sans foi ni loi de la conduite des barbares occidentaux : l'impunité avec laquelle les navires de guerre anglais avaient pu bombarder les ports chinois avait mis en évidence l'infériorité des défenses terrestres et navales chinoises. Les Britanniques, les Français et les

Américains commençaient à faire peser une menace sérieuse sur la souveraineté et l'intégrité du territoire chinois. Des concessions territoriales successives démontraient la position de faiblesse du pouvoir impérial.

Accentué par la deuxième guerre de l'opium (1856-1858), le recul du pouvoir central avait placé l'administration mandarinale face à de nouvelles revendications d'autres pays comme le Japon ou la Russie. De recul en recul, la Chine avait accepté l'installation d'ambassades occidentales permanentes à Beijing et l'ouverture de nouveaux ports dont quatre remontant le fleuve Yangze vers Wuhan. Après leur marche conjointe sur Pékin, l'incendie et la mise à sac du Palais d'été, Français et Anglais avaient obtenu satisfaction. De plus, à l'exception du royaume de Siam, tous les anciens pays tributaires avaient été colonisés : l'Indonésie par les Hollandais, la Birmanie par la Grande Bretagne, le Vietnam, le Laos et le Cambodge par les Français. Mais l'une des conséquences les plus significatives de la décadence impériale fut l'intensification d'une émigration de « coolies » chinois. On les débarquait en Asie du Sud - Est afin d'y travailler dans les mines, les plantations, la construction de canaux de drainage ou d'irrigation, la culture du riz ou du poivre. Quelques uns furent même transportés dans des pays aussi lointains que Cuba ou le Chili. Les abus de ce trafic de « coolies », déportés sur des navires occidentaux avec la participation de quelques jonques chinoises, avaient conduit les fonctionnaires impériaux à établir des représentations diplomatiques dans les grandes capitales occidentales afin de leur assurer une meilleure protection.

A partir de 1870, l'émigration chinoise s'était intensifiée comme en Indonésie où le nombre de citoyens chinois avait plus que doublé entre 1860 et 1905, soit environ 560000 au début du 20ème siècle.

Un décret de 1909, la loi sur la nationalité éditée par les « Qing », décidait d'accorder la nationalité chinoise à tout citoyen né de père chinois, indépendamment de son lieu de naissance, selon le « Jus sanguinis » ou droit du sang. Dans la mesure où ce décret ramenait l'ensemble des communautés chinoises notamment d'Asie, dans le giron de l'Empire, la loi sur la nationalité aurait pu être une réponse à la perte de pouvoir de

l'administration impériale sur le « Nanyang » ou « Océan du sud », terminologie utilisée pour désigner l'Asie du Sud-Est. (Aujourd'hui ville de la province sud-ouest du Henan)

A partir de Singapour, une nouvelle politique d'ouverture fut lancée vers les Chinois du « Nanyang ». Des représentants de la dynastie parcouraient les pays du sud-est asiatique et levaient des fonds par la vente d'honneurs impériaux, titres, décorations... Leur mission consistait également à rechercher des compétences pour aider à la modernisation du pays et à exhorter les riches chinois à investir en Chine. Le nombre croissant de migrants en Indonésie, Malaisie, dans les établissements de Penang, Malacca ou Singapour, au nord et au centre Vietnam, en Cochinchine et au Cambodge avait atteint jusqu'à trois pour cent de la population tandis qu'au Siam, les Sino Thaï étaient passés de trois cent mille en 1850 à presque huit cent mille en 1910. Cette nouvelle politique de la Chine pour tenter de regagner son influence en Asie du Sud - Est s'avéra incapable de compenser la faiblesse d'une gouvernance exposée aux coups de boutoir des puissances européennes.

En réalité, le coup de grâce porté à la puissance chinoise traditionnelle provenait d'une manière inattendue pour les Chinois, de leur voisin japonais. Comment les mandarins « Qing », imbus d'eux-mêmes, auraient-ils pu se douter que ces îliens d'en face étaient capables de se tailler à leur détriment une terre de colonisation par l'annexion de la Corée, pays tributaire, et de mener une guerre victorieuse contre l'Empire investi d'un « mandat du ciel » !

Les Traités de l'Humiliation

Le premier incident entre la Chine et le Japon s'était produit en 1874. Une expédition japonaise avait débarqué à Formose afin de punir le meurtre de citoyens japonais perpétré par des indigènes en 1871. La Chine avait dû payer une indemnité de réparation. Interprétée par les Japonais comme un aveu de faiblesse, cette acceptation allait les inciter à poursuivre leur ambition d'enlever à la Chine sa suzeraineté sur la Corée. L'opportunité se présenta pour le Japon en 1894, lorsque la reine de Corée appela les deux

pays à la rescousse pour l'aider à venir à bout d'une insurrection contre la présence des étrangers. Les troupes japonaises mieux entraînées, s'emparèrent du palais royal de Séoul. Dès lors pas question pour les Japonais d'évacuer la Corée. Au début d'août 1894, la guerre fut formellement déclarée entre la Chine et le Japon. Fin septembre, l'armée nipponne contrôlait la plus grande partie de la Corée tandis que la marine s'assurait la maîtrise de la mer de Chine. En octobre deux divisions prenaient pied en Mandchourie du sud tandis que trois autres occupaient la péninsule de Liaodong et s'emparaient de Port Arthur.

En février 1895, la route de Pékin était libre et la Chine obligée d'engager des négociations. Le traité de paix signé en avril 1895 à Shimonoseki, reconnaissait l'indépendance de la Corée, ce qui mettait fin aux revendications chinoises de suzeraineté. L'île de Formose et la péninsule du Liaodong y compris Port Arthur étaient cédées aux Japonais. Quatre villes de plus étaient ouvertes au commerce avec l'étranger. Les Japonais recevaient de surcroît une indemnité substantielle. Le négociateur chinois, homme de confiance de la dynastie, Li Hung-chang, avait jusqu'au bout essayé de convaincre le comte Ito Hirobumi, alors Premier Ministre japonais que la Chine et le Japon avaient intérêt à unir leurs forces pour faire face à leur ennemi commun : les puissances européennes.

L'argumentation de Li insistait sur le fait que huit jours à peine après la signature du traité, les puissances européennes et la Russie faisaient pression sur le Japon pour lui faire abandonner sa prétention sur le Liaodong en échange d'une indemnité plus importante. Les Japonais avaient trouvé plus diplomatique d'obtempérer.

Outre qu'elle démontrait sa vulnérabilité, la défaite de la Chine, mettait en exergue le succès de la modernisation de l'archipel nippon et son accession au statut de puissance coloniale avec l'acquisition de Formose. La signature du traité de Shimonoseki avait rapidement mis en évidence l'inadéquation de la gouvernance impériale aux changements profonds qui se manifestaient jour après jour dans la société traditionnelle. Il n'avait pas échappé à une élite de jeunes étudiants chinois de plus en plus gagnée au modernisme

occidental, que derrière les réalisations techniques, il existait un moteur de puissance, propulsé par la culture occidentale.

Souvent formés dans les villes concédées aux occidentaux, ces étudiants délaissaient la coiffure traditionnelle de la natte et le costume chinois ; ils demandaient la traduction non seulement des livres techniques occidentaux mais aussi des ouvrages de droit international, d'histoire de l'occident et même de romans. Ce sont ces traductions qui, vers la fin du dix neuvième siècle, inspirèrent les tenants de la réforme. Ceux-ci se mirent à parler haut et fort jusqu'à être entendus par les oreilles impériales. L'impact progressif de la culture occidentale sur les esprits chinois était perceptible à travers de nombreuses publications de l'époque.

On avait particulièrement remarqué les oeuvres du cantonnais K'ang Yu-wei. Impressionné par les transformations du Japon, il avait publié successivement, « La Rénovation du Japon », « La Vie de Pierre le Grand », une étude sur les changements constitutionnels en Grande Bretagne, une histoire de la grandeur et de la décadence de la Turquie, et en 1897, un document intitulé : « Etude de Confucius comme Réformateur ». Ce dernier livre lui valut le surnom de « Moderne Confucius ». A la demande de l'Empereur, il lui soumit un mémoire de réformes extrêmement concrètes qui fut répercuté à tous les niveaux de l'administration mandarinale. S'ensuivit une série de décrets de réforme de juin à septembre 1898. Cette période connue sous le nom des « cent jours de la Réforme », enchaînait successivement une refonte des examens d'aptitude au fonctionnariat, la création d'un service des traductions, l'établissement de Collèges de la Marine et de l'Agriculture, la promulgation d'un budget public, la démission des fonctionnaires conservateurs, l'abolition des positions de sinécure.

L'opposition conservatrice n'avait pas l'intention de lâcher prise. Autour de l'impératrice douairière, Tzu Hsi, jusque là silencieuse et dans une position d'observation, une série d'intrigues furent ourdies par les officiels menacés d'être écartés du pouvoir. Avec l'aide de son homme de confiance, Jung-lu, commandant en chef de l'armée et leader de l'opposition au mouvement de réforme et la complicité de Yuan Shih-k'ai, futur maréchal et président de la république de Chine, l'Impératrice fomenta le coup d'Etat de septembre

1898. La plupart des réformateurs furent arrêtés et six d'entre eux exécutés. L'Empereur lui-même fut emprisonné et assigné à résidence jusqu'à sa mort au pavillon Ying-t'ai sur les bords du lac qui jouxte le Palais d'été.

La dynastie Mandchoue avait accumulé autour d'elle des facteurs de déstabilisation : révoltes locales, mise en coupe réglée de villages par des bandes affiliées aux « triades », insécurité générale et pour couronner le tout, crise financière imputable à l'indemnité de 21 millions de dollars imposée par les Britanniques au gouvernement chinois. Des catastrophes naturelles étaient encore venu aggraver la situation, notamment les grandes inondations du fleuve jaune et du Yangze.

Bien que différentes rébellions comme celle des tribus Miao ou celles des musulmans du Yunnan, du Shensi, du Sinkiang, du Turkestan chinois aient été réprimées dans le sang pendant les dix années de son règne, face aux révoltes internes et à la pression croissante des puissances européennes, le jeune Empereur Hsien Feng, n'avait pas su proposer les remèdes adaptés au retour à l'ordre impérial. Parmi toutes les rébellions, celle des T'ai P'ing, d'inspiration chrétienne, fut certainement la plus menaçante pour la survie de la dynastie mandchoue. Son fondateur Hung Hsiu-ch'üan, un universitaire plein d'amertume, déçu d'avoir échoué par trois fois au concours d'entrée dans la fonction publique, avait fondé une secte dont la doctrine était empruntée à des missionnaires protestants de Canton. Il organisa d'abord une sorte de croisade religieuse qui devint très rapidement un mouvement anti Mandchou. La secte fut renforcée par les tribus Miao vivant dans les montagnes au nord du Kwantung. C'est là qu'il dota ses partisans d'une organisation militaire.

Pendant un temps, il fut capable d'imposer à ses troupes une stricte discipline ; mais au fur et à mesure que s'effaçait le sens de la croisade chrétienne et que la rébellion ciblait le gouvernement impérial, les T'ai P'ing furent rejoints par toutes sortes de paysans mécontents, de membres de sociétés secrètes, de hors la loi et de bandits des grands chemins. Sa troupe devint vite synonyme de terreur et de dévastation. De sévères mesures de répression avec des exécutions de masse en public furent prises par l'administration Mandchoue ; mais rien n'arrêtait la progression des T'ai

P'ing qui conquièrent la majeure partie de la Chine du sud et s'avancèrent dans la vallée du Yangze. En mars 1853, l'ancienne capitale du Céleste Empire, Nanjing (Nankin) tomba aux mains des rebelles qui en firent leur base de départ avec comme objectif la prise de Pékin.

Fin octobre 1853, les T'ai P'ing arrivèrent à une cinquantaine de kilomètres de Tient'sin. L'hiver et le manque de troupes empêchèrent l'assaut final. Dès lors l'armée rebelle bâtit en retraite. Les cinq Premiers Ministres avec le titre de Roi nommés par Hung Hsiu-ch'üan autoproclamé Roi Céleste, furent finalement éliminés un par un. En 1864, la révolte s'était achevée lorsque les puissances européennes essentiellement l'Angleterre et la France avaient décidé de prendre le parti de la dynastie Mandchoue en échange de nouvelles implantations commerciales et d'une présence européenne accrue. Or, pendant plus de trente ans, l'opposition à la dynastie Mandchoue s'était identifiée à des mouvements xénophobes qui avaient pris pour cible les étrangers, spécialement les chrétiens. Secrètement encouragés par les Mandarins, des groupes de fanatiques n'attendaient qu'un signal pour déclencher une Saint Barthélemy chinoise contre tous les barbares à portée de main. Les premières opérations d'envergure contre les puissances européennes et les missions chrétiennes furent lancées par le mouvement des Boxers, en 1899. Dans la province du Shantung, le gouvernement mandarinal avait donné l'ordre d'organiser des milices contre les empiètements territoriaux des Allemands. Le mouvement Boxer en avait profité pour mettre sur pied ses propres troupes. Fraternité secrète, il s'était organisé en un groupement pro Mandchou et anti étranger et avait adopté un statut de milice semi officielle. Tolérés, voire protégés par les officiels chinois, les Boxers distribuaient ouvertement des tracts contre les occidentaux et leur présence. Un de ces pamphlets demandait au peuple de se tenir prêt à chasser les étrangers et les chrétiens chinois par la violence. Malgré les rumeurs, les légations étrangères basées à Pékin demeuraient optimistes. La tempête avait éclaté fin mai 1900. La ligne de Chemin de fer Pékin Tient'sin avait été détruite, tandis que des églises étaient brûlées et que tous les Chinois convertis et les Européens isolés étaient victimes de la furie des Boxers. Le gouvernement impérial de Tzu Hs'i qui avait temporisé

pendant les premières semaines du conflit était divisé. L'impératrice douairière elle-même avait hésité sur le parti à prendre lorsqu'une troupe britannique de deux mille hommes avait tenté de se frayer une route vers Pékin. D'abord repoussée par les troupes impériales aidée des Boxers, la réaction anglaise conduisit l'impératrice Tzu Hs'i à une proclamation par laquelle elle enrôlait les Boxers et les intégrait à l'armée chinoise. Cela équivalait à une déclaration de guerre. Le gouvernement impérial avait endossé officiellement la responsabilité du massacre des Chrétiens et du mot d'ordre d'expulsion des étrangers. Ce fut le signal d'un assaut général contre les propriétés et biens étrangers. Le ministre allemand et le chancelier de la légation japonaise furent assassinés. La cathédrale française de Pékin fut brûlée ; les fidèles rassemblés dans l'Eglise périrent dans les flammes. A Tient'sin, ce fut le massacre des chrétiens chinois et le pillage des boutiques de vente des produits étrangers. Assiégés dans leur quartier, les étrangers furent assez rapidement libérés par une expédition internationale qui s'empara de la ville le 14 juillet 1900.

A Pékin, ce fut un peu plus long : un millier d'hommes femmes et enfants durent soutenir un siège pendant deux mois. Les légations assiégées à Pékin auraient été obligées de se rendre si elles n'avaient pas bénéficié de la protection du premier conseiller de l'Impératrice, Jung Lu, désireux de rétablir la paix.

L'expédition internationale finit par arriver à Pékin. Le massacre changea alors de camp. La Cour s'enfuit à Xian capitale de la province du Shensi, tandis que l'impératrice déguisée en paysanne, ne rentrait dans son palais qu'en janvier 1902.

Dans une note commune du 22 décembre 1900, les puissances avaient mis en accusation le pouvoir chinois pour crimes contre les lois des nations, contre celles de l'humanité et contre la civilisation. La Chine n'avait pas son mot à dire ; l'Impératrice et la Cour réalisèrent que l'ordre ancien était révolu. Pendant les dix ans qui suivirent la débâcle des Boxers, de nombreux événements allaient modifier le cours de l'histoire de la Chine sans pour cela que soient altérées des traditions profondément enracinées dans les masses populaires.

Le traité de Shimonoseki qui avait marqué le début de la décadence finale de la dynastie des Qing, avait donné le signal de la montée en puissance du Japon. Dans le conflit qui opposait Tokyo à la Russie pour la possession de la Mandchourie, l'armée et la flotte nipponne avaient eu raison des forces armées et navales du Tzar. En mai 1905, l'amiral Togo avait anéanti la flotte russe dans le détroit de Tsushima.

Le traité de Portsmouth obligeait la Russie, à reconnaître les intérêts japonais en Corée, à transférer sa souveraineté sur la presqu'île de Liaodong et à céder les Sakhaline du sud tandis que la Mandchourie, évacuée par les deux puissances devait revenir sous administration chinoise. Les Japonais préparaient dès lors l'annexion de la Corée. Dans le même temps, ils accueillait de nombreux étudiants chinois tels Sun Yatsen. Résidant à Tokyo, celui-ci réunissait dans des sociétés secrètes les cénacles où se préparait la révolution de 1911. Le Docteur Sun voyageait partout en Asie et dans le monde pour essayer de rallier les communautés chinoises d'outre-mer à la cause de la révolution. Elle éclata en octobre 1911, alors que Sun se trouvait à Denver dans le Colorado. Deux mois plus tard, à la fin de novembre, toutes les provinces au sud du Yangze étaient entrées en rébellion contre Pékin. Le mouvement révolutionnaire s'était étendu à Canton et Shanghai, mais ce fut la chute de Nankin qui assura le prestige du parti de la République. Il fut donc décidé que Nankin serait la capitale du nouveau gouvernement provisoire du régime.

A Pékin, la panique avait gagné les milieux gouvernementaux et la cour Mandchoue avait rappelé le général Yuan Shikai qu'elle avait chassé trois ans auparavant.

Protégé par une troupe de soldats fidèles, Yuan Shikai revint à Pékin à ses conditions et devint l'arbitre de la situation. De retour à Shanghai la veille de Noël 1911, Sun Yatsen s'installait à Nankin une semaine plus tard avec le titre de « Président des Provinces Unies de la Chine ». A Pékin, Yuan Shikai inspirait un édit d'abdication par lequel le successeur de l'impératrice Tzu Hs'i, l'Empereur Pu Yi, encore enfant, abandonnait le trône, mettant fin au règne millénaire de 26 dynasties. Le face à face final mettait donc en présence Yuan Shikai et Sun Yatsen aux conceptions opposées quant à la

nature du régime : parlementaire pour Sun, de concentration des pouvoirs pour Yuan ; ce dernier se fit proclamer Président à la place de Sun.

Une deuxième tentative de soulèvement républicain consacrait l'échec du Docteur Sun Yatsen. Après avoir démissionné pour éviter une guerre civile, il s'exilait au Japon tandis que se renforçait la dictature de Yuan dont le rêve de fonder une nouvelle dynastie tourna court. Le maréchal Yuan Shikai mourut en juin 1916.

L'explosion de la Première guerre mondiale avait fourni au Japon un prétexte pour assouvir ses ambitions en Chine. Tandis que la Chine proclamait sa neutralité, le Japon déclarait la guerre à l'Allemagne et s'emparait le 23 août 1914, du port de Tsingtao, concession germanique dans la province du Shantung. Le 18 janvier 1915, le ministre japonais présentait à Yuan Shikai un mémorandum de 21 demandes exigeant pour le Japon, un monopole économique en Chine. En mai, les Chinois cédaient à l'ultimatum japonais en acceptant une version modifiée des 21 demandes originales. Dominée par les « seigneurs de la guerre », la scène politique chinoise, tournait à l'anarchie et au chaos. En 1917, tandis qu'une tentative de restauration du jeune empereur Pu Yi échouait, la Chine se décidait à déclarer la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie mais en 1919, se vit dans l'obligation de refuser de signer le traité de Versailles.

Le 4 mai 1919, les étudiants descendirent dans la rue entraînant des grèves et un boycott général de tous les biens et produits japonais. Le gouvernement ordonna des centaines d'arrestations mais sous la pression populaire, tout le monde fut relâché.

Le mouvement du 4 mai 1919 avait marqué le début de la Chine moderne, d'autant plus que la jeune révolution russe avait capté l'attention de nombreux intellectuels et étudiants. Afin de lutter pour l'instauration d'un nouveau système d'éducation et pour l'amélioration des conditions de vie du peuple, le mouvement étudiant avait déclenché une « révolution culturelle » connue sous le nom de « nouvelle vague ». Réduite à devenir une colonie des Japonais et des puissances occidentales, la Chine allait vivre pratiquement la première moitié du 20^{ème} siècle dans l'anarchie et le chaos, livrée aux guerres intestines des seigneurs de la guerre, à l'affrontement entre les

nationalistes de Chiang Kai-shek et les communistes, au déferlement des armées japonaises. Des atrocités, nipponnes comme le sac de Nankin, avaient terrorisé les populations et provoqué contre l'archipel une vague de haine qui ne s'était pas encore éteinte au début du 21^{ème} siècle.

Les deux traités de Shimonoseki en 1895 et de Versailles en 1919 furent les deux jalons d'une descente de la Chine aux enfers. Malgré plus de deux millénaires de brillante civilisation, l'Empire du Milieu ne pouvait plus être considéré comme une puissance. Enfermé dans sa tour d'ivoire, il était demeuré sourd et aveugle aux changements intervenus à une échelle planétaire. La course à la puissance de la Chine ne devait reprendre qu'après l'accession des communistes au pouvoir.

Partie prenante de la guerre froide, la Chine communiste avait choisi de se battre contre Moscou et contre Washington : Pékin commença d'abord par prendre ses distances puis rompit toute relation privilégiée avec Moscou en 1960. Contre les Etats-Unis, le gouvernement de Mao Dzedong avait engagé un bras de fer dont l'enjeu était la reconquête du siège des Nations - Unies détenu par Taiwan et une reconnaissance internationale.

Révo Cul, ou la fin du Maoïsme

Depuis la prise de pouvoir par les communistes le 1^{er} octobre 1949, il avait toujours existé dans l'histoire de la Chine, une alternance entre ce que l'on pourrait appeler une « Chine Solidaire » plus ouverte, moins repliée sur elle-même, plus attachée à une priorité de construction économique et sociale et une « Chine solitaire » tournée vers le triomphe de l'idéologie socialiste façon Mao et fermée aux influences extérieures. La période dite des « Cent Fleurs » entre avril et juin 1957 avait été suivie d'une répression. Du « Grand Bond en Avant » en 1958 à la Révolution Culturelle en 1966, une alternance bureaucratique avait permis à la Chine de retrouver le chemin de sa progression vers la puissance. Avant que Deng Xiaoping eût élaboré un compromis entre les exigences d'un régime communiste et une pratique économique capitaliste, le coût humain de l'application pure et dure de l'idéologie communiste, style Mao, avait dépassé celui de l'idéologie

soviétique, façon Staline, tandis que la jeune République Populaire s'était enfoncée dans un sous développement chronique.

Dans ces périodes d'abonnement aux extrémismes, s'était forgée une prise de conscience des dérives considérées au vingt et unième siècle comme des accidents que l'histoire doit retenir pour montrer ce qu'il ne faut pas faire. Les communistes chinois sont connus pour avoir souvent essayé de tirer de leurs erreurs, une leçon pédagogique. D'un point de vue chinois, il n'est donc sans doute pas inutile de revenir sur cet épisode de folie aux répercussions mondiales qu'a été la Révolution Culturelle.

En mai 1966, Madame Nie Yuanzi assistante de philosophie à l'université de Beijing, collait la première affiche ou si l'on veut, le premier « Dazibao » de la Révolution culturelle dont le rôle s'avéra décisif comme, à l'opposé, un autre « Dazibao » le fut plus tard dans le mouvement pour la démocratie de la Place Tien Anmen. Dans un langage révolutionnaire, le texte appelait en substance les jeunes à s'enrôler dans les gardes rouges et à remettre en question les caciques du Parti. Madame Nie Yanzi précisait : « Les étudiants négligent la pensée du Président Mao. Il faut y revenir. Le parti lui-même est gangrené, il doit en prendre conscience. Les étudiants se laissent aller, le Parti va à la dérive: ici on est à la recherche d'un diplôme qui n'est pas forcément mérité mais que l'on a payé, là on se fait acheter avec la complicité de certains cadres du Parti... »

On ne comprenait pas bien ce que pouvait signifier cette remise en question ? S'agissait-il du Parti en tant qu'entité ou seulement des hommes ? Il semblerait que le rôle dirigeant du Parti n'ait jamais été remis en cause et que l'objectif se limitait à une guerre des chefs et donc à une purge dont les répercussions se faisaient de plus en plus violentes.

La plupart des historiens font remonter la Révolution Culturelle à un article célèbre de l'écrivain Yao Wen-yuan dans lequel celui-ci s'en prenait d'une plume trempée au vitriol à un autre écrivain nommé Wu Han. En réalité les critiques s'adressaient à Peng Chen, le maire de Pékin accusé d' « anti maoïsme ». En avril 1966, Peng était démis de ses fonctions pour avoir refusé d'abandonner le clan du Président Liu Shao-chi. Pendant trois ans, jusqu'au neuvième congrès, les organismes du Parti avaient été remplacés un par un

par des comités révolutionnaires où figuraient de jeunes extrémistes, des militants de quartier, des étudiants, des militaires qui pilotaient les gardes rouges dans leurs actions. Jugés révisionnistes, la plupart des cadres avaient été destitués. Le bouleversement de l'appareil du Parti et des institutions par la mise en cause de leurs rouages humains conduisit la Chine à un état proche de l'anarchie. Réforme de l'enseignement, réforme de la médecine, priorité donnée au travail manuel, vastes camps de rééducation connus sous le nom d'« écoles du 7 mai », la société dans son ensemble, était concernée par un remodelage idéologique destiné à empêcher la Chine de s'engager dans la voie soviétique au moment où le conflit sino-soviétique parvenait à son point d'orgue.

Dans cette période embrumée qui marqua les débuts de la « Révolution Culturelle », j'étais reçu dans un bureau du Palais des Peuples par un haut fonctionnaire du gouvernement chinois, M. Fei, un homme cordial, sympathique, d'un calme olympien qui cumulait des responsabilités techniques dans l'organisation de l'Assemblée Nationale Populaire et politiques au sein du Parti. Il était à un de ces carrefours hiérarchiques où l'on connaît suffisamment la pensée du Président Mao pour pouvoir exprimer sans se tromper des opinions personnelles. Il venait de passer un mois à la campagne où il avait travaillé durement de ses mains : « Ce sont mes vacances au grand air », m'affirmait-il le plus sérieusement du monde. M. Fei n'hésitait pas à dire que sa fonction n'était qu'un prêt temporaire du Parti. En se penchant à la fenêtre de la salle de réception, on apercevait au loin les lignes des murailles des palais de l'ancienne cité interdite. Sous mes yeux, gantés, une pelle à la main, une hotte dans le dos, des hommes en bleu ramassaient les excréments d'animaux. « Ce ne sont pas des éboueurs professionnels, me faisait remarquer M. Fei...Ce sont des étudiants de l'université. S'il s'agissait de l'équipe normale de la ville de Pékin, ils auraient des chariots métalliques et non une hotte sur le dos. Les étudiants apprennent la valeur du travail de l'ouvrier, la fragilité de leur savoir et surtout l'humilité... »

Il soutenait que la révolution n'avait pas seulement un caractère opérationnel mais qu'elle devait s'attaquer aux sources de la motivation de

l'ennemi. Si celle-ci était inspirée par la bourgeoisie et le capitalisme, il fallait faire disparaître à jamais toute trace de bourgeoisie et de capitalisme. Je m'étonnais de ces affirmations péremptoires. Je ne pouvais m'empêcher de lui faire remarquer que compte tenu de son niveau hiérarchique et des avantages que sa position lui procurait, logement ; voiture, personnel de maison, il appartenait à la bourgeoisie plutôt qu'à la classe ouvrière ou paysanne. « Dans mes propos, il n'y a aucune contradiction. La critique adressée par les gardes rouges à certains dirigeants et leur mise à l'écart ne concerne que les réactionnaires. La révolution procède par saccades. Dans une directive intérieure du Parti du 25 décembre 1940, le président Mao écrivait : « Il ne faut pas se laisser obnubiler par la crainte de laisser pénétrer dans nos rangs des éléments réactionnaires qui s'y glisseront de toutes façons. Il sera toujours temps de se débarrasser d'eux en cours d'études et de travail. » La recherche de la société communiste s'inscrit comme l'asymptote à la droite.

M. Fei me paraissait à l'époque bien imprudent. Comme Mao avait tout dit et tout écrit, il pouvait être pris en flagrant délit de déviationnisme de droite ou de gauche selon le vent dominant.

Trois grandes périodes marquèrent la Révolution Culturelle :

- La première fut celle de la remise en cause de l'autorité du Parti avec comme instrument les gardes rouges. Au fur et à mesure que ceux-ci obligeaient les cadres à une autocritique publique et proclamaient leur destitution, ville par ville, village par village, la violence et les règlements de compte personnels devenaient les instruments d'une justice populaire expéditive. Pour parer à la menace, les dirigeants locaux du parti se résolurent à une pratique que l'on identifiait sous le vocable d' « économisme ». Dès qu'ils se sentaient menacés, ils distribuaient leurs réserves collectives d'argent ou de nourriture et encourageaient les jeunes à porter ailleurs, le message de la Révolution culturelle. Les gardes rouges prirent d'assaut les trains et se mirent à parcourir le pays, paralysant pratiquement tous les secteurs d'activité. De toutes les façons, en éloignant les éléments les plus radicaux de leur région, les cadres communistes ne

faisaient que retarder l'échéance de leur destitution. Les révolutionnaires locaux partis, d'autres venus d'ailleurs arrivaient, aussi fanatisés.

- La deuxième période, à compter du lancement du slogan de la triple alliance entre l'armée les cadres et les rebelles révolutionnaires, était marquée par le retour au pouvoir de Mao Dzedong après son exil forcé à Hangzhou près de Shanghai. Lors de la douzième session plénière élargie du Comité Central, le 13 octobre 1968, Liu Shao-chi avait été éliminé et Deng Xiaoping mis sur la touche. Bien que mis en cause par certains « dazibao », Zhou En-lai était demeuré auprès de Mao. Dans l'entourage de Mao, Lin Biao, le ministre de la défense et Jiang Qing, l'épouse du Président, avaient gagné en influence. Cette étape qui avait préparé le neuvième congrès du Parti, consacrait la transformation de l'enseignement, le changement de la vie administrative et la réforme du mode de gestion des entreprises tandis que le Parti réorganisé apprenait à cohabiter avec les comités révolutionnaires.

En avril 1969, le neuvième congrès adoptait la ligne Mao. Ce triomphe politique ne parvenait pas à masquer le désastre économique.

L'anarchie était telle que Mao lui-même avait incité l'armée à prendre en mains une remise en ordre afin de permettre une normalisation des institutions et un redémarrage de la production au sein des entreprises.

- La troisième période avait débuté lorsque le commandement militaire avait pris le pouvoir dans chaque province ; peu à peu, la machine s'était remise à fonctionner. En août 1970, une crise inattendue avait surgi au sein du comité central : Zhou En-laï et les partisans d'un retour à l'ordre durent affronter une coalition menée par le maréchal Lin Biao, dauphin désigné de Mao et de Chen Boda appuyés par Jiang Qing et Wang Hongwen le dernier de « la bande des quatre », un leader syndicaliste de Shanghai, catapulté comme numéro trois du Parti, juste derrière Zhou En-Laï. Le deuxième plenum du neuvième comité central, réuni à Lushan, condamna Chen Boda et refusa de rétablir le poste de Président de la République au bénéfice de Lin Biao.

Les cartes étaient dès lors redistribuées lorsque en septembre 1971, Lin Biao et quatre dirigeants de l'Armée Populaire de libération, accusés de tentative

d'assassinat sur la personne du Président Mao, disparaissaient dans un accident d'avion. Selon la version officielle, ils rejoignaient Moscou après l'échec de leur complot. Dans le contexte de l'époque, il était difficile d'expliquer que Lin Biao avait été un traître à Mao plus dangereux que Liu Shaoqi lui-même. Préoccupé de sa succession, Mao souhaitait passer le pouvoir à une personnalité acquise aux idéaux de la Révolution Culturelle. Les radicaux menés par Jiang Qin n'avaient pas dit leur dernier mot. Leur ultime campagne en 1974, « Critiquer Lin Biao, Critiquer Confucius » visait entre autre la ligne Zhou En-laï accusé d'être confucianiste à cause de la protection qu'il avait accordée à de nombreux intellectuels et cadres du Parti contre les violences des Gardes Rouges.

Avec le concours de la seule institution chinoise stable, l'Armée Populaire, pilier de soutènement du régime, Zhou Enlai avait repris le dessus. Les équipes militaires coexistaient avec des comités de Parti qui se reconstituaient difficilement. Une double structure de pouvoir s'organisait mais conformément à la doctrine constante du communisme chinois, le politique reprenait graduellement le pas sur le militaire. La Révolution Culturelle s'était terminée dans l'anarchie, la paralysie des institutions et l'élimination physique ou le camp de rééducation pour deux millions de chinois. Au sein du parti, les opposants à une lutte des classes sans merci, dont Deng, avaient été purgés, la chasse à l'homme étendue aux intellectuels et plus largement à l'idée que pouvait s'en faire les gardes rouges, donc par extension à tous les porteurs de lunettes, lettrés, professeurs puis à tous ceux qui ne pouvaient pas se réclamer d'une ascendance de paysan pauvre. Le professeur Ho me racontait qu'il avait reçu chez lui à Shanghai, la visite d'un groupe de gardes rouges dans un état de surexcitation du sans doute à un abus d'alcool. Il avait été rossé à coup de gourdin devant sa femme et ses deux enfants ; on lui avait écrasé les doigts de la main droite puis coiffé d'une cape de la honte, un écriteau autour du cou portant la mention : traître à la révolution et au Président Mao, on l'avait promené dans Shanghai sous les crachats de la foule. Tchang avait subi le même sort sauf qu'il avait été envoyé dans un camp de rééducation par le travail de la région de

Shenyang alors que le professeur Ho avait pu émigrer avec sa famille au Sichuan, dans la région de Chengdu.

Lorsque la République populaire entra aux Nations Unies en 1972 et que les Etats-Unis la reconnurent officiellement, on pouvait considérer que l'anarchie et le désordre avaient virtuellement pris fin. Il fallut attendre le 11^{ème} congrès en 1977, après la mort de Mao en 1976, pour que la période révolutionnaire soit officiellement clôturée. L'ère de Deng Xiaoping pouvait commencer.

CHAPITRE 5 : UNE IDENTITE ASIATIQUE SINISEE

Aucun des interlocuteurs chinois que j'avais pu rencontrer au cours d'une vingtaine de voyages n'avait fait référence à une identité asiatique qui aurait pu le concerner. Bien au contraire, être chinois c'était appartenir à une ethnie hors de laquelle on passait du stade de barbare à celui de citoyens avec d'un état à l'autre toutes sortes de subtiles hiérarchies. Par Chinois, assurait le professeur Ho, il fallait entendre principalement l'ethnie des « Hans » En sens inverse, il admettait cependant la réalité d'une identité asiatique dans le giron de la Chine.

Cette identité existe-t-elle et à quel niveau de sinisation? En parcourant les pays d'Asie du Nord-Est ou du Sud – Est, on constatait que le discours identitaire de nombreux dirigeants récusait les systèmes de gouvernement démocratique. En réalité, il ne s'agissait que d'un prétexte pour mieux asseoir leur pouvoir autocratique. Les peuples se définissent comme asiatiques par rapport à leur appartenance à une zone géographique. En revanche, ils font sans hésitation référence à leur nationalité de Thaïlandais, de Cambodgien, de Vietnamien, de Malais ou d'Indonésien. Plus rarement mais cela arrive, ils mettent en avant leur ethnie, tels les Khmers au Cambodge, les Hmong au Laos ou les minorités nationales en Birmanie comme les Karen ou les Shan.

En Chine, la domination de l'ethnie des Han se confondait avec la gouvernance communiste bien que Pékin ait accordé la qualité de Chinois à

une cinquantaine d'ethnies minoritaires qui vivent sur son territoire. C'est le cas des Tibétains bouddhistes ou des Ouighours musulmans.

La politique d'intégration pratiquée par la Chine n'avait pas empêché les révoltes de particularismes locaux comme dans les provinces du Xinjiang ou du Yunnan, l'ancien royaume de Nanzhao où les revendications identitaires étaient la plupart du temps liées à l'appartenance religieuse, en l'occurrence le bouddhisme ou l'Islam. Le gouvernement communiste, athée et laïque « autoproclamé », s'est toujours méfié de systèmes de valeurs capables de structurer la société en contradiction avec l'ordre institutionnel marxiste-léniniste.

Cependant, face à la montée de l'Asiatisme, le Parti Communiste a gardé une neutralité pragmatique; il a laissé les idées « asiatistes » s'exprimer sans réactions apparentes.

Aux espoirs démocratiques qui s'étaient manifestés sur la place Tien Anmen en 1989, s'était en effet substitué un nationalisme aigu, de pair avec un appétit de consommation sans précédent. La séparation du politique et de l'économique érigée en doctrine, les communistes se sont servi de l'Asiatisme comme moyen commode pour remobiliser le peuple et le souder autour des objectifs de la Grande Chine. Une identité asiatique ne pouvait donc pas prendre le pas sur l'identité profonde du peuple chinois ni sur son rayonnement culturel ; en revanche, une contrepartie politique à l'économie dite « sociale de marché » était attendue de la part du pouvoir en place à Pékin qui bénéficiait en Asie d'un préjugé de plus en plus favorable. Le soutien du gouvernement communiste s'était surtout manifesté en faveur des régimes les plus autoritaires comme celui des généraux birmanes, tandis que ses nouvelles ambitions mondialistes l'incitaient à aller plus loin et à repenser l'influence de l'Empire sur l'Asie sinisée.

L'Asiatisme est apparu comme un instrument pour maîtriser le réveil populaire du nationalisme chinois afin de le canaliser vers les objectifs que s'était fixé le Parti. La domination incontestée de la superpuissance américaine avait fait comprendre aux dirigeants chinois que leur espace stratégique de base englobait l'Asie et le Pacifique occidental, ce qui impliquait pour eux la nécessité de mener une politique asiatique et

« asiatiste » parallèlement à un objectif d'accession au statut de puissance à l'échelon mondial.

Nationalisme chinois et Asiatisme

L'« Asiatisme » ne peut s'expliquer que si on rattache sa manifestation politique aux fondements philosophiques et religieux qui ont modelé l'histoire des peuples de cette région du monde en orbite plus ou moins sinisée, du fait de leur culture et de leurs traditions.

Depuis la conférence de Bandung en 1955, on avait tenté de présenter l'ensemble asiatique et l'ensemble africain à travers des systèmes de valeurs communes qui leur permettaient de se différencier de l'Occident dominé par l'Amérique, et du communisme internationaliste et marxiste. Pour ce qui concerne l'Asie, ce ciment unitaire asiatique, mélange des apports des vieilles civilisations indiennes et chinoises, n'avait résisté ni aux divisions politiques, culturelles et religieuses, ni à l'invasion des techniques et des réformes institutionnelles impliquées par les idées de progrès que diffusaient les pays occidentaux. Le mouvement des « Non-Alignés » avait rapidement montré ses limites en matière de rassemblement ne serait-ce que par les divergences d'intérêts et les idéologies des pays présents à la conférence et de leurs délégués: Tito, à la recherche d'un support contre la dictature stalinienne, Zhou En-Lai, le chinois, déjà pour les mêmes raisons, côte à côte avec Nehru l'Indien, l'Indonésien Soekarno, voire le représentant de Tokyo dont c'était la première participation à une conférence internationale depuis la défaite. Chacun des pays d'Asie développait son « Asiatisme » afin de préciser une identité nationale, soit comme pour le Japon, que cette identité eût sombré avec la défaite, soit comme pour l'Indonésie ou la Birmanie qu'elle n'ait jamais existé sinon en terme de lutte contre les colonisateurs.

Après l'effondrement de l'Union Soviétique, plusieurs facteurs étaient intervenus pour favoriser sous diverses formulations la renaissance d'un concept politico socio culturel tendant à accréditer que des modes spécifiques de pensée régissaient les sociétés asiatiques. Parmi ces facteurs spécifiques à l'Asie figuraient l'accession du Japon au rang de deuxième

puissance économique du monde, la formidable ascension économique des dragons et des tigres comme Singapour ou la Malaisie, ou encore la Corée du sud et Taiwan, mais surtout l'adaptation du communisme Chinois à une économie de marché. L'élément perturbateur résidait dans la présence obsédante, économique et militaire des Etats-Unis, parfois lourde à porter même pour leurs alliés les plus fidèles comme le Japon.

L'idée n'était pas nouvelle. Dans les années 30, les militaristes japonais en avaient tiré un argument de propagande pour justifier leurs conquêtes. Dès les années 60, la revue ESPRIT publiait sous la plume d'un philosophe japonais ABE Yoshio un article qui posait clairement la question: Pourquoi le particulier japonais n'aurait-il pas vocation à devenir universel ? Autrement dit, la revendication occidentale d'universalité se heurtait à la résistance culturelle de la plupart des pays d'Asie. Soucieux de préserver une identité liée à des institutions spécifiques et à la conservation d'un patrimoine culturel, ils poursuivaient leur modernisation dans la continuité et non dans la rupture.

Après avoir constaté le décès de l'universalisme prolétarien, les régimes socialistes d'Asie s'étaient plus ou moins ralliés à l'Asiatisme comme à une idéologie de rechange capable de redonner une légitimité au contrôle absolu qu'ils exerçaient sur leurs sociétés.

Avant le 11 septembre 2001, tant dans les pays à dominante musulmane comme l'Indonésie et la Malaisie que dans des pays bouddhistes comme la Thaïlande ou le Cambodge, de même dans les pays communistes d'Asie, les défenseurs des valeurs universelles se heurtaient à la forme d' « Asiatisme » popularisée par Lee Kuan Yew à Singapour et le Docteur Mahatir en Malaisie: « Replis identitaires » à caractère religieux ou « communautariste », on réfutait les valeurs intellectuelles et morales imposées par l'Occident au nom de valeurs propres au génie asiatique. L'individualisme libertaire occidental contredisait les traditions confucéennes fondées sur la discipline et la famille. A l'exemple des sociétés islamiques dont le régime de Téhéran était le prototype, les sociétés asiatiques d'inspiration bouddhiste opposaient le caractère sacré du pouvoir dont elles se prévalaient à un Etat de droit profane pour ne pas dire profanateur.

En Asie, l'histoire récente nous rappelait cependant, que le bouddhisme n'avait pas empêché des pays comme la Chine, le Vietnam, le Cambodge ou la Birmanie d'être le théâtre des pires atrocités que l'humanité ait connues. Faut-il citer la Révolution Culturelle, la répression communiste au Vietnam, le génocide cambodgien, la répression militaire en Birmanie...! Certes les pays christianisés ou islamisés notamment en Asie, n'ont pas été exempts d'une violence aussi cruelle pour les individus que celle qui a sévi dans les pays de culture bouddhiste.

On s'explique difficilement le décalage entre le discours pacifiste et humain propagé par la religion de la compassion ou par celle de la charité et la réalité cruelle des institutions auxquelles ces religions sont intégrées.

On serait tenté de se référer au philosophe anthropologue René Girard et à sa théorie sur les rapports de la violence avec le sacré. Le sacré régule la violence humaine. L'histoire ne serait que la répétition de notre mythologie. Ainsi les chrétiens remontent-ils au meurtre d'Abel par Caïn.

René Girard explique que, lorsqu'elles se sentent menacées et exposées à l'insécurité, les sociétés éprouvent le besoin de trouver une cause à incriminer, un bouc émissaire, ce que la religion facilite très précisément. Les sociétés asiatiques n'ont pas échappé à ce modèle : une lecture autre qu'anecdotique de la lutte menée en Asie, par les ethnies dominantes pour se maintenir au pouvoir nous ramène à cette conception du bouc émissaire victime. Dans les sociétés archaïques, cette conception rituelle prenait la forme de sacrifices humains. Les victimes de l'ethnie dominante choisies arbitrairement dans les ethnies minoritaires même innocentes, devaient être perçues comme coupables.

En tant qu'institutions, les religions, n'échappent pas à la raison d'Etat, donc aux nécessités du pouvoir auquel elles sont liées. Elles incarnent les contraintes nationalistes dont elles sont le paravent, comme en Indonésie pour l'Islam, ou en Birmanie, au Cambodge, en Thaïlande pour le bouddhisme Theravada, en Chine pour la « religion communiste » qui ne peut pas être remise en question.

Les instruments d'une hégémonie régionale

Qu'il s'agisse de l'Asie insulaire ou de l'Asie continentale, depuis l'origine, l'ensemble des pays de la région a été gouverné soit par des systèmes institutionnels politico-religieux soit par des institutions où coexistaient au sommet un pouvoir politique et un pouvoir religieux. La gouvernance s'exerçait dans une symbiose qui pouvait atteindre à la perfection. L'Empereur de Chine ou l'Empereur du Japon cumulaient les pouvoirs politiques avec les pouvoirs religieux comme les rois de Corée ou les rois du Siam. Il en allait de même au Cambodge avec les lignées royales d'Angkor. Aujourd'hui, la légitimité du roi Norodom Sihamouni conserve son caractère religieux. La matrice identitaire nationale se réalisait dans la symbiose Nation Religion. Cette collusion des pouvoirs politiques et religieux, symbiose autarcique, diffère selon les pays. Au Japon, en Indonésie, aux Philippines, au Cambodge, en Thaïlande, Malaisie ou Birmanie, ou même dans les pays communistes y compris la Chine, le contexte politico-religieux spécifique de gouvernance prend le pas sur les courants transnationaux de philosophie sociale qui ont marqué l'Asie au cours des siècles passés. Cependant, des similitudes inhérentes aux trois mondes asiatiques demeurent perceptibles :

- le monde sinisé dominé par des préoccupations d'organisation sociale sans que ni la morale ni le droit ne puisse prendre le pas sur une flexibilité pragmatique et sur une relativité négatrice de tout absolu: Ni Dieu, ni loi explique Marcel Granet dans son étude sur la pensée chinoise...

- le monde japonais marqué par le précédent, mais dont les formes d'organisation sociale se sont différenciées grâce à une capacité quasi illimitée d'absorption des courants extérieurs. C'est ce que le professeur anthropologue japonais Umesao Tadao appelle les successions « allogéniques » qui, écrit-il, ont pris le pas sur les successions « autogéniques ».

- le monde Indo - Malais dont la moindre des originalités n'est pas le choc avec le monde sinisé paradoxalement débarqué à Sumatra au 13ème siècle sous la conduite de Marco Polo au nom d'un empereur de Chine conquérant, Khubilai - Khan mais la rencontre au 12ème siècle entre l'Islam et les civilisations dérivées de l'Hindouisme.

Outre la recherche d'une matrice identitaire, L'Asiatisme avait donc trouvé ses racines dans la tradition des sociétés closes: Inde des castes, Japon shogunal, Chine mandarinale qui avaient influencé la pratique du communautarisme considéré comme la forme la plus aboutie de l'organisation sociale. Le refus de reconnaître les apports extérieurs avait caractérisé ce contexte politico religieux de gouvernance.

Dans la période de construction du socialisme, le repli identitaire de la Chine sur elle-même avait joué un rôle déterminant dans le retard de son décollage économique et de son inadaptation au monde moderne. Certes, le communisme avait forcé le mandarinat intellectuel dans ses retranchements et les technologies occidentales avaient pénétré en force, sans doute sous la pression lointaine mais vivace, des conséquences du désastreux traité de Versailles de 1919. Aujourd'hui, les nouveaux mandarins chinois sont plus concernés par les technologies de l'Espace que par le Yi King, même si dans de nombreuses régions de Chine, les habitants ont fait revivre leurs traditions séculaires.

Les trois grands pays d'Asie qui font figure de modèles, Chine, Japon, Inde, ont en commun une perception technique de l'occident qu'exprimait fort bien l'écrivain japonais Mishima: A ma question que pensez vous de la Démocratie, Mishima répondait: « C'est un outil commode et efficace du progrès économique. En aucun cas, cet outil ne peut constituer le fonds de notre pensée... »

Il signifiait par là que la reconnaissance de la technicité de l'occident n'impliquait nullement la reconnaissance d'une supériorité idéologique quelconque.

Les « valeurs asiatiques » seraient la réponse aux idées, à la prétention d'universalisme des valeurs propagées par l'Occident.

Les valeurs confucianistes prônent la soumission à l'autorité de l'Etat, instituent la famille comme cellule de base de la société, organisent un encadrement moral des individus et régendent la vie privée des citoyens. Censées « être partagées » par tous les citoyens asiatiques, ces valeurs ont été promulguées dans un Livre blanc rédigé en 1990.

Elles sont regroupées autour de cinq principes :

- la nation avant la communauté et la société avant l'individu ;
- la famille comme unité de base de la société ;
- la considération pour l'individu et le soutien de la communauté ;
- le consensus plutôt que les querelles ;
- l'harmonie raciale et religieuse.

Or, ces principes ne fonctionnent jamais aussi bien que dans un climat de prospérité dont chacun puisse se sentir partie prenante. D'où la course au développement, en s'appuyant sur la qualité de la formation et l'appropriation de la science et de la technologie.

La modernisation accélérée des nations asiatiques répondrait ainsi, prioritairement, à l'impératif de souder la nation, dans la perspective de se retrouver bientôt dans le groupe du « premier monde ». C'est l'explication que donne l'historienne et politologue Sophie Bessis ; elle faisait remarquer qu'en 1993, les associations extrêmes orientales de défense des droits humains s'étaient mobilisées contre l'argumentaire de l'Asiatisme. En 1998, leurs principaux animateurs, réunis à Genève s'élevaient ensemble contre « les prétendues valeurs asiatiques qui sont une insulte aux Asiatiques ». « La torture est toujours la torture, où qu'elle soit pratiquée », y protestait le directeur du Centre tibétain des droits de l'homme et de la démocratie, tandis que le dirigeant timorais José Ramos Horta précisait: « Les soi-disant valeurs asiatiques ne sont qu'un slogan démagogique de certains dirigeants autoritaires pour détourner le débat sur les droits de l'homme ».

Pour certains observateurs, le phénomène d'une Asie sinisée qui réussit ne serait pas dû au hasard, mais traduirait l'existence d'une « éthique confucéenne de la démocratie et du capitalisme ». Singapour, qui se rattache culturellement au monde sinisé, en serait une sorte de prototype.

En portant son regard sur chacun des pays d'Asie indépendamment de leur niveau de développement économique, l'Asiatisme a développé ce type d'argument pour expliquer que les succès économiques de l'Asie découlaient de l'application des valeurs morales liées ici au Confucianisme, là à l'Islam, l'Occident étant, a contrario, en déclin par abandon de ces valeurs.

En réalité, l'Asiatisme a fourni une légitimité aux méthodes de gouvernement les plus répressives et favorisé le mythe du succès, par la vertu d'un

discours identitaire qui désigne l'autre comme « le péril ». Il s'agit bien d'une construction par le plus petit dénominateur commun.

Au Japon, la fable « asiatiste » popularisée par Morita Akio, alors Président de Sony et son Japon qui dit « NON » avait été instrumentalisée à son insu par l'actuel gouverneur de Tokyo, Ishihara Shintaro qui surfe aujourd'hui sur une vague populiste très porteuse.

En Chine, au début de l'été 1996, un rapport de quatre cent trente cinq pages et trois cent cinquante mille caractères, publié par la maison d'édition des Chambres de commerce et d'Industrie de Chine, intitulé « la Chine peut dire NON » avait étrangement franchi la barrière de la censure communiste. A Singapour, Lee Kuang Yew avait été un des premiers dirigeants asiatiques à donner un contenu politique à l'Asiatisme. Lee appartenait évidemment à une école de pensée similaire à celle qui avait inspiré Deng Xiao Ping et qui prônait la nécessité de laisser de côté tout libéralisme politique tout en concentrant son action sur le développement économique.

En Malaisie, l'ancien Premier Ministre, le Docteur Mahatir, personnage haut en couleur, objet de toutes les attentions de Pékin comme de Tokyo, qui fut l'ami de la dictature birmane ou du dictateur indonésien Suharto, s'était fait remarquer pour son mépris de l'Occident et ses incartades racistes contre les juifs. Une de ses dernières allocutions en tant que chef du gouvernement de Kuala Lumpur, en portait témoignage, lors de l'ouverture de la 10ème session de la Conférence du Sommet Islamique le 16 octobre 2003: « Un milliard trois cent millions de musulmans ne peuvent pas être vaincus par quelques millions de juifs. Il doit y avoir un moyen. Nous pouvons le trouver si nous cessons de penser, de ressasser nos faiblesses mais au contraire si nous nous employons à planifier et à mettre au point une stratégie de contre-attaque...Les Européens ont tué six millions de juifs sur douze millions, mais aujourd'hui, les Juifs régendent le monde par pouvoir interposé. Ils recrutent les autres pour combattre et mourir pour eux... » Il répétait la même déclaration le 20 octobre de la même année.

Dans la mesure où il se confondait avec des positions nationalistes affirmées. « l'Asiatisme » connaissait une vague de popularité dans tous les pays de l'ASEAN.

Dans les déséquilibres créés aujourd'hui par la mondialisation et l'élargissement du fossé qui sépare une minorité enrichie d'une masse de plus en plus pauvre, le système hiérarchique confucéen, habilement utilisé au sein du Parti, procure une impression de sécurité. La famille se présente comme un refuge incontournable tandis que s'éloignent les préoccupations de démocratie.

On pourrait grossièrement schématiser le phénomène en disant que si la Chine accroît graduellement son influence au détriment des Etats-Unis, un système de valeurs dites asiatiques reprend le dessus sur l'adoption par la génération des trente ans de modes de vie importés de l'occident, répandus notamment dans les centres urbains à la fin du siècle dernier. A terme, l'Asiatisme pourrait devenir l'une des composantes négatives à prendre en compte dans les scénarios de la construction d'un nouvel ordre international.

CHAPITRE 6 : LE BOOSTER DE LA PUISSANCE

A partir des années 75-80, le socialisme à la chinoise s'était progressivement renforcé. Son caractère pragmatique avait pour objectif de donner à la Chine les moyens de développement qui lui étaient indispensables pour parvenir au niveau des puissances occidentales et du Japon. A la fin de l'ère Mao, le système économique, en pleine déroute, se doublait d'une économie parallèle florissante tandis que la désintégration du tissu urbain débouchait sur une série de troubles comme à Hangzhou pendant l'été 1975. Au sommet, les dirigeants politiques se déchiraient et les factions se multipliaient.

Ce factionnalisme avait gagné les entreprises et les établissements d'enseignement ; Il dégénérait en affrontements parfois violents: crise de société et crise de régime, le discours idéologique cachait des règlements de comptes personnels. Après la chute de Lin Biao en septembre 1971, la campagne contre Confucius de l'été 1973 à la fin de l'année 1974 fut suivie par des manifestations populaires sur la place Tien Anmen en avril 1976. Cette situation ne revint au calme qu'après la disparition de Mao Dzedong en septembre de la même année. Les manifestations d'avril 1976 à Tien Anmen

étaient le résultat direct de la nomination à la tête de l'Etat de Hua Guofeng , alors qu'on attendait Deng Xiaoping. Dès son arrivée au pouvoir, Hua se rangea aux cotés des radicaux et déclencha une campagne contre Deng accusé de déviationnisme de droite. Héritier présumé de Zhou En-laï, Deng était démis de toutes ses fonctions par le Comité Central mais conservait sa qualité de membre du parti. Le 4 avril 1976, les délégations se succédèrent sur la place Tien Anmen pour apporter leur hommage au Premier Ministre Zhou Enlai, décédé en janvier précédent. Pour les manifestants, c'était l'occasion de dénoncer la politique de Hua Guofeng et de celle qu'ils appelaient « l'Impératrice douairière » autrement dit Jiang Qing, la veuve de Mao. Dans la nuit du 4 au 5, les autorités de Pékin firent enlever les fleurs déposées en hommage à Zhou Enlai : «...le geste est perçu comme un sacrilège en ce qu'il attente à la mémoire des morts autant qu'à la liberté d'expression »...explique l'historienne Marie-Claire Bergère.

Le 5 avril, une répression brutale s'abattit sur les manifestants tandis que, dans les jours qui suivaient, la police procédait à de nombreuses arrestations. Jiang Qing et les activistes triomphaient et Deng Xiaoping était accusé d'avoir fomenté la rébellion de Tien Anmen. Pendant deux ans, Hua Gofeng tenta vainement de rétablir son autorité ; mais en décembre 1978, le troisième plenum du onzième comité central engageait une campagne de « démaoïsation » comparable à la campagne de « déstalinisation » lancée en Union soviétique par Khrouchtchev vingt ans auparavant. Deng Xiaoping était officiellement rétabli dans ses fonctions.

Quinze Ans d'un Environnement Stratégique Favorable

Le deuxième retour de Deng s'était effectué dans un environnement stratégique très favorable au gouvernement communiste. Non seulement Pékin reconnu par les puissances occidentales avait repris son siège aux Nations - Unies mais la défaite américaine au Vietnam avait favorisé la relance de la Chine comme puissance régionale dominante. Tout en confortant les nationalismes, ce premier accident de l'histoire avait incité l'ensemble des nations sud-est asiatiques à rechercher un modus vivendi

avec le gouvernement de Pékin. En vingt ans, la Chine allait se propulser au niveau des grandes puissances au cours de deux périodes distinctes:

- du départ des Américains du Vietnam à la chute du mur de Berlin donc de 1975 à 1989,
- après la fin du monopole du Parti communiste en URSS et la renaissance de la Russie, dans les années 90.

Lorsque les Américains quittèrent le Vietnam le 30 avril 1975, les séquelles de la Révolution Culturelle n'avaient pas encore été éliminées. Le Parti cherchait à reconquérir sa primauté, bien que depuis la disparition du Maréchal Lin Biao en 1971, les militaires aient été intégrés à tous les niveaux de fonctionnement du gouvernement. Un partage de pouvoir matérialisé par la participation d'un tiers de militaires au bureau politique avait été instauré autour du président Hua Guofeng. Les postes importants ne pouvaient être pourvus que par des hommes possédant la double investiture, celle de l'Armée et celle du Parti. Mao Dzedong avait cependant conservé une influence prépondérante et la bande des quatre n'avait pas encore été mise hors d'état de nuire. Après la disparition du Président Mao, son héritage idéologique et une situation concrète se rejoignaient dans le clivage « ligne rouge » qui étiquetait l'orthodoxie marxiste et « ligne noire » qui qualifiait les différents déviationnismes de droite ou de gauche.

Si le véritable tournant de la politique extérieure chinoise s'est situé en 1972 avec le rétablissement des relations diplomatiques de Pékin avec Washington, une évolution décisive de la politique intérieure s'était amorcée en août 1977, lors du 11^{ème} congrès du Parti. Deng Xiaoping réhabilité avait été nommé vice-Premier ministre et la Chine avait commencé à mettre progressivement une sourdine à ses prétentions idéologiques. Dans sa quête d'un statut de grande puissance, elle se référait de moins en moins aux doctrines marxistes-léninistes et de plus en plus à l'universalisme de sa culture et à une lecture de sa propre histoire à l'aune d'une supériorité traditionnelle des mouvements philosophiques les plus influents de l'histoire de l'humanité. Pour préserver et asseoir leur influence sur l'Asie, les Chinois se servaient des réseaux basés sur l'importante diaspora chinoise disséminée dans tous les pays d'Asie du Sud Est.

Dans le même temps, la Chine de Deng Xiaoping se reconstruisait de l'intérieur ; une réorganisation en profondeur affichait comme objectif la suprématie du Parti sur l'armée, ce qui correspondait à la « ligne rouge » que Mao avait toujours défendue. Sur le plan extérieur, l'escarmouche de 1979 avec le Vietnam avait montré que le colosse aux pieds d'argile qu'était l'Armée Rouge, pouvait tomber de son piédestal. Dès lors, l'influence chinoise se concrétisait dans cette politique régionale de réseau dont la diaspora en Asie du Sud Est était l'instrument.

Au début des années 80, le gouvernement communiste de Pékin faisait face à trois obstacles :

- la guerre idéologique avec Moscou qui mettait le Vietnam et le Laos dans une position de frères ennemis.
- les réticences à l'égard du maoïsme suscitées par l'hécatombe humaine et la ruine matérielle consécutive à la Révolution culturelle suivie trois ans plus tard du génocide Cambodgien de Pol Pot.
- la méfiance historique des pays islamisés comme l'Indonésie et la Malaisie à l'égard, à la fois du communisme chinois et de la Chine elle-même dont les sujets avaient toujours été dans les siècles passés, la cible des populations locales comme en témoignait, par exemple, la répression antichinoise en Indonésie en 1966.

La guerre idéologique s'était résolue d'elle-même avec la chute du mur de Berlin en 1989, mais la répression sanglante de Tien Anmen avait créé une instabilité et des conflits internes au sommet. Avec l'assentiment de Deng Xiaoping, les partisans de la manière forte avaient pris le dessus et éliminé la ligne du dialogue représenté par Hu Yaobang et Zhao Zhiang qui vécut assigné à résidence jusqu'à l'âge de 85 ans, à la mi-janvier 2005.

A partir du 3 juin 1989, dans la foulée de Tien Anmen, la Chine s'était engagée dans un processus de politique intérieure permettant au Parti communiste de garder le contrôle politique, tout en laissant s'installer peu à peu une profitable économie de marché, marquée à ses débuts par la création des zones économiques spéciales comme Shenzhen.

Les critiques occidentales sur les droits de l'homme et sur la conception chinoise de la démocratie avaient amené Pékin à se rapprocher de ses

voisins asiatiques. Le levier d'influence que représentait la diaspora était utilisé à tous les niveaux. Ainsi, en 2006, la ville de Chongqing cherchait à attirer de plus en plus les investissements des Chinois d'outre-mer. L'entrée en vigueur de la Loi sur la protection des anciens Chinois d'outre-mer avait encouragé l'installation de cette communauté et leurs investissements. Le 8 janvier 2006, les 150 membres de la Chambre de commerce des Chinois d'outre-mer de Chongqing avaient participé au 2ème plénum local du Parti, tandis qu'une centaine de fonctionnaires des différents services administratifs de la ville prenaient part à la réunion pour s'entretenir avec les hommes d'affaires venus principalement d'Asie du Sud-Est. Créée en janvier 2005, la Chambre de commerce des Chinois d'outre-mer de Chongqing était composée des Chinois résidant à l'étranger, des Chinois ayant étudié à l'étranger et des entrepreneurs chinois de Hongkong, de Macao et de Taïwan.

Depuis sa fondation, la Chambre avait mis en place un réseau de professionnels et une plate-forme de services à la disposition de groupes d'affaires. A l'occasion d'expositions importantes ou de négociations sur des projets d'investissement, les entrepreneurs affluaient en provenance des Etats-Unis, du Mexique, des pays de l'ASEAN, de l'Europe. La Chambre avait également collecté des fonds pour financer la création de l'école « Coeur des Chinois d'outre-mer » et aider des élèves et des familles en difficulté financière. Les donations avaient dépassé vingt cinq millions de yuan. Les entreprises membres de la Chambre avaient offert environ un million d'emplois aux chômeurs de la ville.

Deng Xiaoping et son slogan, « un pays deux systèmes » avait préparé le retour au sein de l'Empire, de Hong Kong en 1997 et de Macao en 1999.

En revanche, après plus de dix ans, la tentative des dirigeants chinois de faire oublier à la communauté internationale le massacre de Tien Amen, le 3 juin 1989, se soldait par un semi échec ou un demi succès selon que l'on considérait l'intransigeance américaine comme une position idéologique ou comme un argument de négociation. Quant aux Européens, ils souhaitaient opter pour un compromis sur l'embargo des ventes d'armes à Pékin décidé à la suite du massacre du 3 juin 1989 sur la place Tien Anmen.

L'Armée Populaire de Libération avant et après Tien Anmen

En 1974, alors que le régime célébrait le 25^{ème} anniversaire de l'arrivée des communistes au pouvoir, la question du rôle des forces armées dans le gouvernement de République Populaire se posait avec acuité bien que le Comité central se trouvât dans l'incapacité de nommer un ministre de la défense et de désigner le chef d'état-major des armées et les commandants des trois armes. Il est vrai que Mao encore en vie faisait figure d'élément stabilisateur. Après les débordements de la Révolution Culturelle, l'armée avait conduit la remise en ordre et perdu l'habitude d'être considérée comme « la grande muette ». Sa décapitation par Mao lui-même avec l'élimination du Maréchal Lin Biao et du haut commandement faisait peser sur la nation une incertitude quant à la fidélité de ce « corps sans tête » à l'autorité du Parti. La Chine s'acheminait-elle vers une dictature militaire ? L'option était demeurée ouverte jusqu'au rétablissement de Deng Xiaoping dans ses fonctions en 1978. Or au cours des années 80, on constatait déjà une baisse sensible de l'influence des militaires, orchestrée par Deng. Dans l'ordre des « Quatre Modernisations », celle de la défense était citée en dernière position derrière la modernisation de l'agriculture, celle de l'industrie et celle de la recherche scientifique et technique. Pour le nouveau Président, parler de modernisation dans le secteur de la défense visait la professionnalisation des forces armées : Cela signifiait une réduction de ses effectifs, un retrait progressif du secteur économique, le renouvellement des armes et des équipements. Quant à la composante stratégique de l'évolution des forces armées chinoises, elle illustre des changements induits par Mao Dzedong lui-même. En 1950, on privilégiait le modèle soviétique ; les effectifs pléthoriques atteignaient plus de six millions d'hommes à la disposition de l'Etat - Major. En 1960, date de la rupture avec l'Union Soviétique, la République Populaire mettait en œuvre une politique de sécurité indépendante face aux deux superpuissances, les Etats-Unis et L'URSS. En décembre 1970, au moment où la Révolution Culturelle avait déjà entamé sa phase de retour à l'ordre sous la direction de l'armée, Mao avait multiplié les signaux d'ouverture à l'égard des Etats-Unis.

La voie était ouverte aux relations sino-américaines et sino-japonaises. A partir de la fin de l'année 1978, l'ouverture à l'Ouest se confirmait. Les difficultés illustrées par l'occupation vietnamienne du Cambodge, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et le déploiement des troupes de Moscou en Sibérie étaient en passe d'être surmontées. Les discours de Gorbatchev à Vladivostok en juillet 1986 et à Krasnoïarsk en septembre 1988 avaient mis de l'huile dans les rouages et avaient abouti au sommet sino-soviétique de mai 1989 à Pékin, quelques jours à peine avant la répression de Tien Anmen. De 1982 à 1984, la République Populaire de Chine avait procédé à une réorganisation complète de l'armée et en 1985, avait été décidée une diminution des effectifs d'un million de personnes. La mesure était entrée en application en 1987: les effectifs de l'armée chinoise diminuaient d'un quart, et passaient à trois millions deux cent trente cinq mille hommes. Les Régions militaires au nombre de 11 étaient regroupées en 7 entités. Dans le même temps, intervenait une réduction sensible des armements : deux mille cinq cents avions et plus de six cents navires étaient désarmés.

En outre, une partie des installations militaires, ports et aéroports pouvaient être utilisés pour des activités civiles. C'était Jiang Zemin, le successeur de Deng, alors qu'il était président de la Commission des Affaires militaires, qui avait été l'instrument de l'affaiblissement politique de l'Armée Populaire de Libération.

On lui devait la réduction des effectifs, mais surtout l'abandon par l'institution militaire d'une part de son empire économique. Plus de vingt pour cent des généraux, membres du bureau politique, avaient été relégués dans des fonctions purement militaires. Marginalisée au sein des institutions dirigeantes, elle n'en serait pas rentrée dans ses casernes pour autant, car elle avait encore son mot à dire dès qu'il s'agissait de Taiwan. De plus, dans une période de transition où des officiers plus jeunes étaient prêts à prendre la relève, la modernisation de l'armée ne donnait pas le signal de la libéralisation du régime. Plusieurs analystes américains pensaient à l'inverse qu'en devenant une armée professionnelle, un développement transparent de l'A P L n'obérait en rien celui de la société civile. L'effort de modernisation s'était poursuivi en 2005.

En mars, dans son rapport d'activité du gouvernement devant l'Assemblée populaire Nationale, le Premier Ministre annonçait une nouvelle réduction des effectifs de deux cent mille hommes. Selon le livre blanc de la défense, l'A P L comptait en 2003, un personnel de deux millions et demi d'hommes. De ce document, on retenait que l'Etat-major privilégiait quatre grands facteurs stratégiques :

- « le développement pernicieux » de l'indépendantisme à Taiwan,
- le fossé technologique dû à la modernisation générale des armées,
- les risques et défis liés à la mondialisation,
- les tensions entre unilatéralisme et multilatéralisme... »

Il est vrai que le choix des termes, « développement pernicieux de l'indépendantisme » montrait bien où se portait en 2005-2006 l'attention des responsables chinois : essentiellement sur la question de Taiwan; la priorité militaire donnée à la composante balistique et navale indiquait que la probabilité d'un conflit autour de Taiwan était envisagée avec sérieux par les stratèges chinois qui n'excluaient en aucune manière « l'hypothèse d'une projection accrue de l'armée populaire de libération dans l'ensemble du Pacifique occidental. » Les Américains avaient cru déceler un signal de la réalisation de ce scénario, lorsque en Décembre 2006, la télévision nationale diffusa à grand renfort de publicité, les images du nouvel avion de combat à fonctions multiples mis à la disposition des forces aériennes. Bien que les spécifications de ce mono réacteur soient demeurées secrètes, des experts occidentaux et chinois avançaient que le J-10 pouvait se comparer au Lockheed Martin F 16, l'avion de pointe de l'armée de l'Air américaine. Les mêmes experts affirmaient que le J-10 avait bénéficié des compétences d'ingénieurs israéliens et russes. L'introduction d'un avion de combat aussi avancé, couplée avec le test réussi d'un missile anti satellite, le 11 janvier 2007, allait de pair avec une modernisation des forces armées chinoises, plus rapide que ne l'attendaient les experts militaires occidentaux. Leur surprise fut totale lorsqu'en avril 2008, la revue britannique « Jane's intelligence » révéla, photos satellite à l'appui qu'à l'extrémité sud de l'île de Haïnan, la Chine construisait à Sanya, une base secrète pour ses sous-marins atomiques, appelée Yulin, un port gigantesque pouvant accueillir un

ou deux porte-avions ainsi que d'autres unités navales. Les services de renseignements américains se doutaient que cette île de Haïnan, officiellement vouée au tourisme avec ses longues plages de sable blanc se transformerait un jour en forteresse d'abri pour des forces aériennes et navales susceptibles de défier les forces américaine dans cette partie sensible à l'entrée du détroit de Formose. Les stratèges taïwanais et américains se préoccupaient de ces avancées technologiques capables de contrecarrer toute intervention des forces navales américaines si l'Armée Populaire de libération décidait d'envahir Formose et de réunir l'île au continent. On pouvait cependant se poser la question de la capacité des forces chinoises à se projeter dans des opérations extérieures à son territoire qui les mettrait en position d'affrontement avec les américains dans le détroit.

Le conflit sino-vietnamien de 1979, au cours duquel des éléments de l'armée vietnamienne mirent en déroute des forces chinoises avait été pour Deng Xiaoping une sorte de révélateur. Il avait compris que la professionnalisation de l'armée exigeait à la fois, sa dépolitisation et sa séparation avec le monde des affaires.

Un autre révélateur avait été pour lui la division de l'armée sur la répression de Tien Anmen. Plusieurs unités avaient refusé d'ouvrir le feu sur les étudiants et il avait fallu faire venir en toute hâte à Pékin, des unités de Mandchourie. Enfin, la guerre du golfe de 1991 avait démontré à Deng le retard technologique des armes soviétiques et chinoises qui équipaient alors l'armée irakienne.

Après 1989, la modernisation de l'armée chinoise avait été freinée par l'embargo sur les armes que les Etats-Unis et l'Europe avaient imposé à la Chine. Pour l'armée populaire de libération, l'acquisition de technologies était devenu une priorité. Grâce au dynamisme de l'économie et à des ressources financières importantes, l'Etat-Major chinois s'était lancé dans un programme d'acquisition des technologies de l'information.

Selon l'Agence Chine Nouvelle, avant de céder son poste au Président Hu Jintao, l'ancien président Jiang Zemin avait signé des directives pour la recherche avancée sur les équipements de l'Armée. Au cours des dernières

années, celui qui avait été le chef du Parti communiste chinois pendant 13 ans de 1989 à 2002 et chef de l'État de 1993 à 2003, avait fréquemment insisté sur la nécessité de lier la modernisation de l'armée chinoise à l'intégration de ces technologies de l'information. En revanche, la formation scientifique des officiers avait été affectée par le dégagement des plus compétents, vers des activités civiles plus valorisantes.

Quant à l'éventuelle levée de l'embargo sur les armes que Pékin souhaitait se procurer auprès des pays occidentaux, il s'agissait d'une question plus importante qu'il n'y paraissait. Le gouvernement de Pékin demandait cette levée avec insistance. Il avait avancé comme argument, non pas une nécessité mais une question d'amour-propre : la levée de l'embargo faisait partie des priorités de la diplomatie chinoise.

A partir d'août 2004, les relations Chine, Etats-Unis, Japon, avaient viré à l'aigre et s'étaient envenimées au cours du premier semestre 2005, accroissant le risque de déstabilisation de la région Asie Pacifique. Les efforts de la diplomatie chinoise en direction des pays européens et notamment de la France n'avaient cependant pas réussi à compenser le fossé relationnel avec les Etats-Unis et le Japon. Pour les USA, il s'agissait d'une question stratégique. Quant aux Chinois, ils étaient conscients du risque que leur ferait courir une stratégie frontale. L'ère de Deng Xiaoping de navigation à vue pour éviter les conflits paraissait donc révolue. Les stratèges chinois avaient travaillé à un autre concept de sécurité basé sur un partenariat stratégique avec la Russie de Poutine. A travers les sites Internet, la tonalité générale que l'on pouvait déceler demeurait le refus des blocs mais se référait à un nationalisme non déguisé.

Bien loin du messianisme maoïste, les théoriciens du Parti parlaient de montée pacifique, donc exprimaient une vision réaliste de l'intérêt bien compris de la nation chinoise. Il n'en demeurait pas moins qu'aucun choix définitif n'avait été fait entre le profil bas hérité de Deng et une « montée pacifique » qui passait par une intégration régionale puis globale. Une troisième voie demeurait crédible mais improbable: celle de l'exacerbation d'un patriotisme chinois radical qui pousserait Pékin à appliquer la loi anti-sécession adoptée à la fin de 2004 par l'Assemblée Nationale Populaire, ce

qui aurait signifié la réunification par la force de Taiwan au continent. Cette hypothèse ne pourrait devenir réalité que dans une situation de confrontation extrême avec les Etats-Unis et le Japon. Pour le moment, ce scénario n'est pas celui du gouvernement chinois. Le choix privilégié par Hu Jintao et le Comité Central serait de faire évoluer pacifiquement le problème. Toutefois, si les Chinois acquéraient la certitude d'une non intervention des USA en cas de tentative de reconquête de Taiwan, ils pourraient être amenés à penser que le scénario de la force peut aider à la réalisation de leur objectif.

L'armée populaire de libération et ses chefs ont la mémoire longue ; ils n'excluent pas une nouvelle maladresse des Etats-Unis semblable à celle du secrétaire d'Etat Dean Acheson qui avait incité les communistes coréens soutenus par Moscou à envahir la Corée du Sud le 25 juin 1950. Ils y réfléchiraient cependant à deux fois avant de prendre pour argent comptant une déclaration quelconque de désengagement de la part d'un politicien américain en se souvenant de l'interprétation erronée de la déclaration du secrétaire d'Etat américain à l'époque : « La Corée n'est pas dans le périmètre de défense américain... ».

Coté chinois, l'armée paraissait sous contrôle. Certes, il restait encore de nombreuses entreprises sous l'autorité directe des militaires et les membres civils du politburo connaissaient les dangers que la mainmise de l'armée sur une partie de l'économie faisait courir au régime et à l'autorité même du Parti. Les unités de l'armée qui avaient accepté de prêter la main à la répression du 3 et 4 juin 1989, sur la place Tien Anmen et dans plusieurs grandes villes de Chine, comme Shanghai ou Chengdu s'estimaient en droit d'attendre un retour de la part des dirigeants dont elles avaient sauvé le pouvoir, y compris de Deng lui-même. Or, les remaniements institutionnels avaient réservé à l'armée, la place la plus limitée possible, y compris dans l'enceinte des deux commissions militaires, celle du parti et celle de l'Etat. Sous la pression des nouvelles entreprises privées, l'armée avait été accusée de concurrence déloyale. Des opérations financières douteuses et des importations illégales de produits achetés à l'étranger l'avaient déconsidéré. La corruption de quelques hauts gradés donnait l'impression que

l'institution militaire se situait au dessus des lois. Mais, la fermeté de Jiang Zemin et de Hu Jintao, assortie de compensations budgétaires liées à la Défense, avaient permis de revenir sans compromission à l'ancien principe de Mao: le politique commande.

En 1998, plus de 6000 entreprises avaient été transférées de l'Armée à la Commission d'Etat pour l'Economie et le Commerce. L'ensemble représentait plus de 30 milliards d'euros d'actifs.

Année après année le démantèlement de l'Empire économique de L'APL s'était poursuivi parallèlement à une modernisation des armements et des équipements ainsi qu'à une professionnalisation des personnels. Le temps était révolu où les autorités chinoises présentaient comme exemple des succès de la défense antiaérienne de la grande armée populaire quelques carcasses d'avions sans pilote américains de marque « Ryan Californie ». Mais deux questions demeuraient en suspens : en cas de confrontation dans l'environnement stratégique de la Chine et plus spécifiquement dans le détroit de Formose, les forces américaines s'interposeraient-elles ? Ou bien les Etats-Unis interviendraient-ils...à Genève ou à New York ? A l'inverse, si le calcul des probabilités jouait en faveur d'une intervention américaine, les Chinois prendraient-ils le risque d'ouvrir un conflit dans une zone dont ils souhaitaient garder le contrôle stratégique même partagé ?

Pour ce type de décision, le parti avait repris le dessus sur l'armée, mais en 2006, on s'apercevait que L'APL dont le budget se situait officiellement aux alentours de 30 milliards d'euros n'avait perdu ni son influence ni son autorité dans les enceintes civiles du Parti, d'autant plus qu'entre 2000 et 2006, le budget de la défense avait été doublé et que la progression des crédits militaires était annuellement de l'ordre de 13 à 14%. En 2007 et en 2008, les militaires jouaient donc un rôle important dans la politique étrangère de la Chine, ce qui démontrait que sa dépolitisation avait été de courte durée. La restructuration intervenue n'avait fait que renforcer l'importance qualitative des armées même si la diminution quantitative des personnels s'était poursuivie : réduction du nombre de troupes équipées d'armements obsolètes, réduction de 15 % des personnels de bureau, concentration des organisations logistiques et des centres de formation.

Après beaucoup d'hésitations, l'Armée Populaire de Libération avait fini par arrêter sa stratégie à l'égard des Etats-Unis. Dans les « livres blancs » de la Défense de ces dernières années, l'Etat-major chinois stigmatisait la menace américaine sur la paix dans la région alors qu'avant 2005, les précédents « livres blancs » ne faisaient allusion qu'au danger de l'hégémonisme sans plus de précision. Les ventes d'armes à Taiwan et les intentions supposées des Etats-Unis d'intégrer Taiwan dans leur système anti-missiles de théâtre étaient mises en cause.

Envenimé par le bombardement de l'ambassade chinoise de Belgrade pendant le conflit du Kosovo, le contentieux sino-américain avait paru réglé après la visite en Chine du secrétaire d'Etat américain à la défense. Cinq ans plus tard, l'environnement stratégique avait changé et pour les USA, la Chine était devenue potentiellement une puissance ennemie. Le Japon avait suivi. En face, bien qu'encadrée par un arsenal législatif contraignant qui faisait remonter au sommet toutes les décisions importantes, la nouvelle armée chinoise apparaissait plus opérationnelle. Trois campagnes quinquennales d'enseignement de la loi et d'éducation juridique avaient été menées dans l'armée depuis 1986. Les services de conseil judiciaires y regroupaient près de deux mille avocats tandis que plus de cinq mille stations consultatives judiciaires accueillaient environ soixante dix mille consultants.

Aujourd'hui, l'APL s'est adaptée aux changements profonds des situations militaires et stratégiques dans le monde. Sa stratégie militaire de défense active est d'abord ciblée sur les guerres locales : pas question de renouveler l'expérience malheureuse de l'accrochage avec le Vietnam en 1979. Sciences et techniques ont été renforcées pour la modernisation des armements, la formation des personnels, le développement des théories de combat à la chinoise. Durant l'été 2006, le président Hu Jintao, qui est également président des deux Commissions militaires, celle d'Etat et celle du Parti, avait rencontré les délégués de la section militaire de l'Académie des Sciences. Il en avait profité pour rappeler les besoins de l'armée chinoise. « ...L'armée chinoise se doit d'améliorer ses recherches scientifique et technologique pour mieux accomplir sa mission dans le futur, avait-il

déclaré en substance. Il avait salué la participation active de l'Académie des Sciences à la modernisation de l'armée du pays et appelé les chercheurs à persévérer dans la promotion active du développement de la théorie militaire et des stratégies de sécurité nationale. Selon le Président, l'armée devait développer une voie d'innovation scientifique avec ses propres caractéristiques afin de faire face aux probables défis du futur. L'orientation essentielle insistait sur la prévention des conflits et l'adaptation à de nouvelles stratégies. Les moyens militaires mis à disposition étaient associés à la lutte politique, économique et diplomatique destinée à faire diminuer les facteurs d'insécurité et d'instabilité. Toutefois, l'APL moderne demeurait fidèle à son histoire. Le concept de « guerre populaire » cher à Mao, avait toujours sa préférence. Pour renforcer l'édification de la défense nationale, le Président Hu Jintao mettait en avant les masses populaires. Aussi, une force de réserve particulièrement nombreuse demeurait-elle opérationnelle. Selon le livre blanc, « l'intégration de l'armée au peuple perfectionne le système et le mécanisme de mobilisation...met en place un système de mobilisation militaire adapté aux exigences des guerres modernes...»

La nouvelle orientation géopolitique de la Chine avait conforté sa position aux côtés des Américains, des Russes et accessoirement, des Européens ; il ne fallait cependant pas exclure que la concurrence directe de la puissance chinoise puisse être interprétée comme le signe annonciateur d'une deuxième guerre froide. La professionnalisation des armées chinoises et la croissance inhabituelle des crédits militaires affichaient la volonté de Pékin d'affirmer sa souveraineté en mer de Chine.

Tandis qu'on constatait un recul des marines américaines et britannique, la marine chinoise, la troisième du monde en 2007, passait au deuxième rang en 2008.

D'ores et déjà, Pékin dispose de quatre bases navales, dans l'océan indien, en Birmanie, aux Maldives, au Bangladesh et au Pakistan. En deux ans, la marine chinoise a reçu vingt nouveaux sous-marins à propulsion classique achetés en partie à la Russie ainsi qu'une dizaine de frégates. Au sud de l'île

de Hainan, à Sanya, la marine chinoise vient d'agrandir la base existante en vue d'accueillir les sous-marins nucléaires.

Le rapport annuel du Pentagone, rendu public le 25 mai 2008, indique que l'Etat-major de l'armée chinoise élabore les conditions d'une « stratégie de préemption » qui consisterait à détruire les armements et les infrastructures ennemies sans attendre d'avoir été l'objet d'une agression. C'est à ce type de stratégie que répondrait l'acquisition de missiles à longue portée, jusqu'à huit mille kilomètres, l'extension de la flotte de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, et le développement des capacités spatiales. La transformation des armées chinoises dont le processus est suivi avec attention par les Américains, fait partie des moyens mis en œuvre par Pékin pour la conquête du statut de superpuissance. Lorsqu'ils parlent d'un nouveau monde bipolaire, plusieurs analystes outre-atlantique ont avancé le scénario d'une mondialisation qui devrait désormais prendre en compte un nouvel axe de guerre froide, Washington Pékin. En l'état, ce scénario demeure une hypothèse de travail.

CHAPITRE 7 - NOUVEAU PAYSAGE ASIATIQUE

La République populaire de Chine considère toujours l'Asie du Sud-est comme une chasse gardée. Elle en a successivement perdu puis regagné le contrôle grâce à la présence et à la puissance économique de sa diaspora nombreuse et bien implantée mais jamais complètement intégrée dans son pays d'accueil. Tout en poursuivant sa politique de main tendue et d'oreilles ouvertes aux nationalismes voisins, Pékin avait saisi l'opportunité de jouer un rôle dans la cour des grands. Elle se découvrait soudain des points communs avec les autres grandes puissances, en identifiant à ses confins des menaces terroristes islamiques, semblables à celles des Etats-Unis ou de l'Europe.

Par son adhésion à des organismes de caractère plutôt capitaliste comme L'OMC, les efforts de la Chine se concentraient sur une intégration plus poussée à la communauté internationale. Il semble donc que cette nouvelle

stratégie ait amené Pékin à modifier assez profondément le contexte de ses relations avec ses voisins d'Asie du Sud est.

Cohabitation Chine Asie du Sud-Est

Le point de départ d'une réorientation géopolitique du communisme Chinois aurait pu coïncider avec le 11 septembre 2001 qui avait marqué pour les Etats-Unis un tournant stratégique. En réalité, la Chine avait décidé de ses nouvelles orientations planétaires bien avant la chute des tours de Manhattan. Encouragée par ses perspectives de croissance sans précédent dans l'histoire et par l'acquisition progressive et significative de tous les attributs potentiels de l'hyper puissance, Pékin avait choisi en priorité de privilégier ses relations avec les autres super puissances que sont les Etats-Unis, la Russie, l'Europe des 25, devenue entre temps des 27. Pékin ne se désintéressait pas pour cela de l'Asie du Sud Est, mais portait un autre regard sur les pays de la région : la distinction entre pays sinisés et pays indianisés s'estompait au profit d'une zone d'influence indifférenciée. L'un des objectifs fondamentaux du régime demeurait l'éviction politique des Etats-Unis, de l'Europe, de la Russie et du Japon, hors de la région Asie - Pacifique. Leur présence économique serait cependant tolérée, dans la mesure où elle ne représenterait pas un levier prépondérant d'influence. De plus, la Chine qui n'avait jamais réussi à établir des relations sereines avec le monde musulman, avait fait le choix de considérer l'Islam comme un adversaire tant à l'intérieur qu'à ses frontières. Les Japonais, les Coréens du sud et par-dessus tout leur protecteur américain s'inquiétaient de cette montée en puissance qui s'installait inéluctablement, jour après jour.

Sur le plan intérieur, la Chine de Deng Xiaoping s'était reconstruite après la Révolution Culturelle, de manière à redonner au Parti sa suprématie et à remettre l'armée à sa place dans ses casernes. A l'extérieur, l'escarmouche de 1979 avec le Vietnam avait montré que le colosse aux pieds d'argile qu'était l'armée rouge pouvait tomber de son piédestal.

Dès lors, l'influence chinoise ne passait plus seulement par le poids des forces armées mais aussi par une politique régionale de réseau dont la diaspora représentait l'instrument essentiel.

Après le 3 juin 1989, dans la foulée de Tien Anmen, la Chine s'était engagée dans une nouvelle politique intérieure sous la bannière du slogan « un pays, deux systèmes ». Cette exception au centralisme dans certaines régions frontalières ou dans des zones bien délimitées, avait permis au Parti communiste de garder le contrôle politique du pays, tout en laissant s'installer peu à peu une profitable économie de marché. En témoignait la création des zones économiques spéciales comme Shenzhen. Le retour de Hong Kong, 1997 et de Macao en 1999 ne laissait plus en dehors de l'autorité de Pékin que quelques îles comme les Spratley, revendiquées par plusieurs pays de la région dont Taiwan.

En Asie du Sud – Est, chaque évènement intérieur en Chine Populaire s'était toujours répercuté sur une diaspora très concernée. En 1968, l'explosion de la bombe H chinoise avait donné lieu à des manifestations de joie dans la communauté installée à Hong Kong. Ainsi dans un bar de Victoria, un avocat britannique avait eu la mauvaise idée de railler publiquement ce qu'il appelait une bombinette sale. L'un des Chinois présents, bien que peu favorable au régime de Pékin, asséna son poing dans la figure du jeune et imprudent juriste: « il s'agit bien d'une bombe chinoise et nous en sommes fiers... »

Réactions positives ou négatives, non seulement les communautés chinoises mais aussi les populations et les gouvernements d'Asie du Sud Est n'avaient jamais été indifférents à ce qui se passait en Chine et inversement, la majorité des évènements intervenus dans la région, trouvaient leur origine ou leur aboutissement à Pékin.

Ainsi, le coup d'état du Parti Communiste Indonésien à Djakarta en septembre 1965 et la répression génocidaire du général Suharto qui s'en était suivi, étaient directement liés à la politique irresponsable de Mao Zedong et de la révolution culturelle. Au Cambodge, Pol Pot était bien le fils spirituel de Mao et de la bande des quatre. En Birmanie, le général Ne Win avait toujours calqué et aligné son gouvernement dictatorial, le plus souvent avec un temps de retard, sur les décisions les plus absurdes de la Chine populaire, de la « self reliance » (ne compter que sur ses propres forces) au Grand bond en Avant, des Cent fleurs aux initiatives les plus répressives.

De son côté, Pékin a toujours eu un œil rivé sur le reste de l'Asie, y compris et surtout à ses frontières : Après avoir aidé la Corée du Nord puis le Vietnam dans leur lutte contre les Américains, les communistes chinois qui se situaient dans la meilleure tradition impériale, n'avaient jamais supporté la moindre entrave à leur domination économique et culturelle. Il avait fallu attendre l'après Mao pour que les Chinois mettent fin à leur messianisme exportateur d'une révolution marxiste concurrente et opposée à celle de Moscou.

Chacun des pays d'Asie avait développé avec la Chine des relations bilatérales spécifiques compatibles avec une stratégie de Pékin à l'échelle régionale. En retour, les nations d'Asie du Sud-Est s'étaient accommodées des exigences chinoises concernant l'intégrité de l'Empire du Milieu. Elles l'avaient reconnu en tant que tel avec son dogme de l'unicité chinoise aussi bien territoriale que sur le plan des valeurs.

De ce point de vue, la doctrine marxiste-léniniste avait évolué pour intégrer les traditions confucéennes et taoïstes et faciliter ainsi l'adhésion des pays bouddhistes indianisés. Avec les pays islamisés comme l'Indonésie, le passage de la confrontation à la neutralité s'était effectué au fur et à mesure que le pragmatisme l'avait emporté à Pékin sur l'idéologie.

A l'exception de la période de la Révolution Culturelle, la Birmanie entretenait des relations très amicales avec Pékin depuis 1949. Dans ce que l'Empire du Milieu considère comme sa zone d'influence, l'auto proclamée Fédération du Myanmar n'était plus considérée depuis 1988 comme un Etat – tampon. Le rapprochement sino birman avait des origines historiques. En décembre 1949, poussées par l'Armée populaire de Libération, deux brigades de la huitième armée du Guomintang, venant du Yunnan, entrèrent dans la province birmane de Kengtung. Installées à la frontière thaïlandaise, sous les ordres du général Li Mi, un fidèle de Chiang Kai-shek, elles bâtirent un quartier général fortifié et un aéroport capable de recevoir des quadrimoteurs. Armes, munitions et médicaments étaient importés de Thaïlande ou directement de Formose. D'autres éléments nationalistes vinrent grossir les rangs des deux brigades initiales, par le sud des états Shan où elles renforcèrent la rébellion Karen. Ces forces multipliaient les

coups de main en Chine et inquiétaient beaucoup le nouveau gouvernement communiste. Les Birmans lancèrent aussitôt une offensive militaire et diplomatique contre les Karen et leurs alliés nationalistes chinois. Le Premier Ministre bouddhiste birman U NU porta plainte aux Nations Unies contre Chiang Kai-shek tandis qu'il laissait s'infiltrer des éléments de l'armée maoïste. Aidés de l'armée birmane, les communistes finirent par venir à bout des derniers éléments nationalistes. Cette issue valut aux birmans la reconnaissance de Pékin. Cependant, à partir de 1967, leurs relations se détériorèrent sur fond de Révolution culturelle.

A la suite d'incidents à l'ambassade de Chine à Rangoun, la rupture des relations diplomatiques entre les deux gouvernements fut consommée jusqu'à ce qu'en 1988, entre le 8 et le 11 août, le successeur de Ne Win démissionnaire fasse tirer sur la foule et les étudiants.

Un gouvernement de généraux se mettait en place après avoir éliminé le Premier Bouddhiste U NU, tandis que le Parti communiste moscovite était interdit au profit des communistes de Pékin. Dans une position d'isolement international, un peu dans la même situation diplomatique que la Chine, les généraux birmans se découvraient une convergence de vues avec Pékin, sur trois principes de gouvernement : centralisme et non fédéralisme, nationalisme basé sur la domination d'un seul groupe ethnique, les Han en Chine et les Bamar ou Birmans en Birmanie, refus de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat voisin. Du côté birman, les accords signés avec la Chine ouvraient à l'armée Birmane un accès à l'armement chinois. Pour leur part, les communistes chinois pensaient qu'ils avaient tout intérêt à une pacification de la frontière sino birmane afin de désenclaver leur province sud-ouest du Yunnan. De part et d'autre, on se découvrait des intérêts économiques et stratégiques. La « route de Birmanie » devenait pour la Chine une route de substitution vers l'Océan Indien, en cas d'incident ou de rupture de la « voie des détroits » donc de la route du Moyen-Orient par le Pacifique via Formose, Torres ou Malacca. Dès lors, la Birmanie se situait dans la zone d'influence chinoise.

Le Cambodge se trouvait lui aussi de fait dans l'orbite de Pékin. Lorsque le 19 mars 1970, le Prince Sihanouk fut déposé par le général Lon Nol avec la

complicité des Américains, seuls les Chinois acceptèrent de recueillir le monarque déchu et de l'aider à reconquérir son pouvoir avec l'aide des Khmers Rouges armés par eux. La suite de l'histoire est connue. Les exactions de Lon Nol, ses erreurs stratégiques, la corruption généralisée de son gouvernement propulsèrent les Khmers Rouges de Pol Pot au pouvoir. La Chine voyait arriver au gouvernement à Phnom Penh, non seulement un allié mais un soutien capable d'aller au bout de l'idéologie de la Révolution Culturelle et d'égaliser le modèle en matière d'hécatombe humaine. Le régime de Pol Pot commençait à sévir au moment où la Révolution Culturelle se mourait lentement. L'invasion vietnamienne en janvier 1979 et dix ans d'occupation par les soldats d'Hanoi, ne firent que désarçonner un peu plus les populations obligées de se recycler dans une autre idéologie, celle de Moscou, moins barbare certes, mais dont les Cambodgiens ne voulaient à aucun prix. L'occupation vietnamienne réveillait chez eux des atavismes empreints de haine pour un voisin historiquement détesté.

La paix revenue, le pouvoir échut à un ancien allié des vietnamiens, le Premier Ministre Hun Sen dont la gestion habile réussit à préserver en même temps l'entente avec le Vietnam et des relations amicales avec Pékin où le Prince redevenu Roi gardait de solides relations au sommet de l'échelle communiste chinoise. Depuis qu'il avait abdiqué en faveur de son fils, le Roi Sihanouk, hier choyé par le gouvernement de la République Populaire, continuait de recevoir à Pékin un accueil chaleureux. Le pouvoir communiste d'Hu Jintao comme ses prédécesseurs mettait à la disposition du garant de l'unité du Cambodge un palais, l'ancienne ambassade de France, à quelques centaines de mètres de la Place Tien Anmen. Cette marque d'estime de la part des communistes chinois montrait parmi beaucoup d'autres signes, l'importance du Cambodge dans la stratégie chinoise d'influence en Asie du Sud-Est.

Il n'en allait pas de même entre la Chine et le Vietnam. Dans l'incommensurable effort du peuple vietnamien pour se débarrasser de la tutelle coloniale de la France, puis de l'emprise américaine, la Chine n'avait pas ménagé son aide et son appui aux communistes vietnamiens en leur fournissant en particulier des armes. Pékin pensait donc qu'il avait acquis

un droit de reconnaissance de la part d'Hanoi. Mais les héritiers du royaume de « Champa » qui avait réussi à s'opposer à la dynastie Mandchoue ne l'entendaient pas ainsi. Leur nationalisme excluait toute tentative de mise en coupe réglée de la part des Chinois. En 1949, Ho Chi Minh, leader incontesté des communistes vietnamiens qu'il tentait de fédérer, avait sa propre interprétation du marxisme léninisme, plus proche de celle de Staline que de celle de Mao Dzedong. A partir d'avril 1975, tout était devenu plus clair : le communisme vietnamien et le communisme laotien avaient choisi la voie soviétique. En 1979, un problème frontalier entre les deux voisins avait amené des éléments de l'Armée Populaire de Libération à s'aventurer en territoire vietnamien. Les Chinois furent reconduits chez eux sans ménagement. Depuis la chute du mur de Berlin et la fin du communisme soviétique, Vietnamiens et Chinois ont établi des relations qui évitent tout rappel du passé et gommement les différences idéologiques au profit d'échanges économiques et commerciaux accrus. Sur le plan stratégique, la frontière sino-vietnamienne demeurait cependant un point sensible.

Subordonnée à sa nouvelle politique d'influence mondiale, la politique régionale de Pékin lui avait permis de consolider sa présence au Laos et au Cambodge, en Birmanie, voire en Thaïlande et de se maintenir dans les pays islamisés de Malaisie et d'Indonésie.

Les relations avec Singapour avaient pris un tour plus fraternel bien que méfiant, tandis que s'intensifiaient les échanges avec le Japon et la Corée du Sud. Pékin était vu comme une sorte de garde-fou stratégique contre l'imprévisibilité de la Corée du nord.

Le communisme laotien qui avait perdu le soutien de Moscou mais dont l'autorité était défiée par des guérillas sporadiques, notamment celles des tribus Hmong, avait du se résigner à rechercher l'aide chinoise. Non seulement la Chine fournissait des armes au gouvernement laotien mais pour l'économie de ce petit pays, elle représentait une chance de désenclavement à travers l'organisme de développement des pays riverains du Mékong.

La Thaïlande avait trouvé elle aussi avec la Chine des points d'intérêt communs qui influençaient la vie politique régionale et les problèmes de

défense. En juin 2005, au cours d'une visite à Pékin, le commandant en chef de l'armée Thaïlandaise avait rencontré le ministre chinois de la défense, Cao Gangchuan, vice président de la Commission militaire centrale. Les deux officiels étaient sortis du domaine de la sécurité proprement dite pour constater « la coopération fructueuse » des deux pays sur les plans économique et commercial, leur identité de vues sur les questions internationales et régionales ainsi que la progression de leur coopération stratégique. Cao avait indiqué : « le renforcement de la coopération entre les deux pays et les deux armées est bénéfique au développement commun des deux pays et à la paix et à la stabilité dans la région et dans le monde entier. »

A l'occasion du 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Thaïlande en juin 2005, le ministre chinois avait souligné que « les deux parties devraient saisir cette opportunité pour faire avancer davantage le développement des relations bilatérales dans tous les domaines... » Le commandant en chef thaïlandais avait par ailleurs rencontré Liang Guanglie, chef de l'Etat-major général de l'Armée populaire de Libération (APL) et s'était entretenu avec Xiong Guangkai, chef adjoint de l'Etat-major général de l'APL.

Il est évident que ce rapprochement influençait sinon modifiait la donne stratégique de la région. Depuis 2003, on avait constaté que le gouvernement thaïlandais appliquait des politiques coercitives de retour aux réfugiés birmans victimes des exactions de l'armée birmane, afin de ne pas déplaire aux Chinois, protecteurs attirés de la junte militaire au pouvoir.

La diplomatie chinoise avait multiplié les initiatives de rapprochement avec les pays d'Asie, même avec les gouvernements comme celui de l'Indonésie qui avaient longtemps perçu Pékin comme une menace. Le rapprochement entre les deux anciens adversaires s'est poursuivi à l'initiative du Président Hu Jintao. L'un des derniers développements en 2005 avait été la signature d'un « Manifeste commun sur l'établissement d'un partenariat stratégique » Parmi les sept points de ce partenariat définis par le Président Hu, certains allaient au-delà des relations bilatérales comme « l'avancement du

développement des relations Chine–ASEAN » ou « la consolidation de la solidarité et de la coopération entre les pays en voie de développement ».

Le Président Indonésien Susilo Bambang Yudhoyono avait assuré son hôte que l'Indonésie poursuivait la politique d'une seule Chine et appuyait la réunification chinoise.

Quant à l'autre grand pays musulman de la région, la Malaisie, le début du 21ème siècle avait coïncidé avec un rapprochement sino – Malais assez spectaculaire du fait de la personnalité du Premier ministre de l'époque, M. Mahatir, l'homme des théories de l'Asiatisme et d'un programme politique qui dit « Non » à l'Occident. En 2004, à l'occasion du 30ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, l'année Chine–Malaisie avait été lancée en grande pompe. La Malaisie était le plus important partenaire commercial de la Chine au sein de l'ASEAN et le 7ème dans le monde, alors que la Chine occupait le 4ème rang en tant que partenaire commercial de la Malaisie. Les échanges commerciaux Chine Malaisie dépassent les vingt milliards de dollars.

Toutefois, on percevait les limites au delà desquelles la puissance chinoise serait freinée dans ses ambitions : La Chine demeurerait un pays communiste et compte tenu des intérêts en jeu, elle tentait, comme au temps de l'Empire, de réaffirmer sa suprématie sur des pays qu'elle avait si longtemps dominés. Face aux ambitions chinoises, le Japon, et la Corée du sud abrités derrière le parapluie nucléaire américain ne l'entendaient pas ainsi. A une échéance prévisible aujourd'hui, l'Asie du Nord non communiste pourrait devenir le futur protagoniste d'une lutte d'influence dans les pays d'Asie du Sud - Est et d'un conflit larvé de type guerre froide.

Finalité des organisations régionales (ASEAN, APEC, ASEM, SAARC)

« Nous témoignons d'une attitude active vis-à-vis de la fondation de la zone de libre échange avec l'Asean. La coopération économique et commerciale constitue une partie composante majeure dans les relations Chine/ASEAN. Actuellement, l'Asean est devenu le quatrième partenaire commercial de la Chine, avec une valeur globale du commerce de 105,8 milliards USD. Nous

souhaitons que la négociation au sujet de l'établissement de la zone de libre échange puisse parvenir à des résultats positifs... »

Ainsi s'exprimait le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères chinois. Au début de l'année 2006 ces résultats positifs jalonnaient l'intégration asiatique au sein de la future AFTA (Asian Free Trade Area). Au terme de 34 mois de travaux, l'autoroute Nanning-Youyiguan, d'une longueur de 179,8 km, avait été ouverte au trafic le 28 décembre 2005 et marquait la mise en service d'un « passage routier d'or » reliant la Chine et les pays membres de l'ASEAN selon l'expression utilisée par l'agence de presse Xinhua. Cette autoroute avait coûté 3,7 milliards de yuans. Elle constituait une composante importante de l'ossature du réseau routier de la région autonome du Guangxi et le lien vital qui reliait la Chine au carrefour de la zone franche Chine - ASEAN.

La mise en service de l'autoroute raccourcissait de moitié le temps de route entre Nanning et la frontière sino-vietnamienne.

Le coût de revient du transport de passagers et de marchandises de la Chine et des pays membres de l'ASEAN en était réduit d'autant. Selon certains analystes, les institutions régionales dont l'ASEAN créée en 1967, ou depuis 2004, le « Sommet de l'Asie Orientale » qui désigne les pays de l'Asean associés à la Corée du Sud, au Japon et à la Chine, font la démonstration de la place centrale de la Chine mais pourraient aussi devenir « un instrument pour soumettre celle-ci. » Plusieurs sinologues pensent en effet que des engagements contraignants dans le cadre régional pourraient limiter « le risque de voir la Chine jouer le rôle de puissance dominante ». A contrario, d'autres spécialistes affirment que les institutions régionales courent le risque de devenir un instrument de la Chine pour imposer sa domination sur la région.

Quoi qu'il en soit, la Chine doit compter avec le contreponds du Japon. Si on se réfère à une autre institution plus large comme l'APEC, coopération économique Asie -Pacifique, les chances pour la Chine de jouer un rôle de puissance dominante s'amenuisent face à 21 nations dont les plus importantes comme les Etats-Unis, la Fédération de Russie, le Japon peuvent avoir des intérêts concurrents. A Istanbul, en marge de la 38ème

conférence de la Banque Asiatique de Développement, les ministres des finances de l'ASEAN et des pays du « Sommet de l'Asie orientale » avaient réitéré leur engagement de mettre en application les réformes structurelles destinées à promouvoir une croissance tirée par la demande intérieure. Or, les avancées économiques régionales influencent quotidiennement le paysage géopolitique Asiatique. D'ores et déjà, le parcours vers un marché de libre-échange entre l'Asie du Sud – Est et la Chine est balisé jusqu'à l'horizon 2010. Dans ce cadre, après la mise en service de l'autoroute de Nanning à la frontière sino-vietnamienne, se mettent en place des micro projets comme celui de transmission transnationale d'électricité de la province chinoise du Yunnan à son voisin vietnamien. Selon la société chinoise gestionnaire, la transmission d'énergie qui avait débuté modestement en novembre 2004, atteindrait annuellement les 400 millions de Kilowatts. A l'occasion de l'exposition Chine - ASEAN qui s'était tenue à Nanning, chef-lieu de la province du Guangxi, les autorités chinoises avaient assoupli leurs formalités d'entrée pour tous les visiteurs de l'exposition, en majorité des citoyens des pays de l'Asean.

Depuis le 7ème siècle, l'offensive de charme en direction des pays d'Asie du Sud - Est fait partie d'une stratégie permanente de Pékin. Par la Déclaration dite de Bangkok, le 8 août 1967, l'ASEAN (Association of South East Asian Nations) n'était pas la première tentative des pays d'Asie du Sud – Est de manifester leur volonté collective de mettre en place une coopération régionale. Les courants asiatiques qui ont précédé l'ASEAN remontaient au début de notre ère avec la phase d'Indianisation qui s'était propagée du 3ème au 12ème siècle ; tous les pays de la région en portent les stigmates. Du 7ème au 15ème siècle, puis au 19ème, la Sinisation avait profondément marqué l'ensemble des nations asiatiques. Dans les deux périodes, elles avaient été imprégnées par des modes de vie, des croyances et des pratiques religieuses. Il n'est resté de l'Indianisation que l'aspect civilisation dont témoignent les structures d'organisation des sociétés et d'imposants monuments comme celui de Borobudur dans l'île indonésienne de Java ou au Cambodge les temples d'Angkor. Une pratique d'échanges commerciaux et des implantations ethniques qui avaient fait de certains pays un

prolongement de l'Empire ont survécu à la période de sinisation. A partir du 14ème siècle la phase d'islamisation avait engendré dans la région un brassage et une cohabitation non exempte de beaucoup d'aléas et de vicissitudes ; avec le recul du temps, la personnalité affirmée des pays asiatiques a contribué à la mise en évidence d'un espace géographique et économique dont la future zone de libre – échange en projet devrait être la vitrine en 2010.

Depuis 1955, l'esprit de Bandung avait fait son chemin. La déclaration de Bangkok de 1967 s'en inspirait, même si la coopération économique était le véritable ressort de la future organisation.

Dans une conjoncture internationale de repli sur soi, de nombreux participants de « l'Uruguay round », rencontres préalables à la création de l'OMC, s'étaient réfugiés dans le protectionnisme au lieu d'aller vers la libéralisation des échanges internationaux.

En 1992, lors du sommet de Singapour, l'ASEAN se trouvait dans la conjoncture la plus favorable depuis sa création pour atteindre ses objectifs : La guerre froide était terminée, le Cambodge redevenu libre après l'évacuation des troupes vietnamiennes, les Philippines débarrassées de la présence militaire américaine avec l'évacuation des bases de Clarke et de Subic Bay. Seul le communisme vietnamien pouvait poser problème. Ce fut donc un sommet essentiellement consacré à l'économie qui s'ouvrit à Singapour. Il donnait un souffle nouveau à L'ASEAN avec la création de L'AFTA (Asian Free Trade Area). Mais en juillet 1997, la mauvaise nouvelle venait de Bangkok : ce qui devait être appelé la crise asiatique faisait plonger en deux ans le PIB (Produit Intérieur Brut) des pays de la région à la suite de la dégringolade de la monnaie thaïlandaise, le Bath.

Dans des circonstances difficiles, la Chine avait adopté une politique monétaire réaliste en refusant de dévaluer et en accrochant sa monnaie, le Yuan, au dollar. Malgré une appréciation du Yuan de 2,1% en 2005 et de plus de 5% en 2006, la Chine avait résisté aux pressions notamment des Etats-Unis et de l'Europe, d'avoir à réévaluer sa monnaie dans des proportions estimées par les banques occidentales, plus conformes aux lois du marché.

A ce moment, le projet de zone de libre échange entre les pays de « l'ASEAN plus Trois » reprenait corps. Chine, Japon et Corée du Sud construisaient avec l'Asie du Sud Est une nouvelle union dont la formation, mutatis mutandis, rencontrait les mêmes problématiques que celles de l'Europe en formation, depuis la création, le 9 mai 1950, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Les objectifs d'intégration économique et sociale et plus tard politique de l'ASEAN n'avaient pas été définis en vue d'une réalisation immédiate, puisque l'ASEAN s'est donné jusqu'à 2020, pour organiser une entité régionale. Son poids cumulé avec celui des puissances de l'Asie du nord, Chine, Japon, Corée du Sud dépassera sans doute celui de l'Europe et même celui des Etats-Unis.

Selon le directeur du Think – Tank Europe 2020, c'est la zone du monde où se construit une entité régionale dont la problématique est la plus proche de celle de l'Europe.

Cette communauté d'enjeux cumulée avec un fort potentiel économique et commercial, devrait conduire « l'Union Européenne à faire de l'ASEAN une cible privilégiée de sa politique extérieure commune... »

Dans une future structuration des pays asiatiques, la mondialisation donne à l'ASEAN un rôle de premier plan. On peut d'ores et déjà se poser la question des capacités de l'organisation à jouer le rôle fédérateur que l'on attend d'elle. Certes, une opportunité de rassemblement au delà d'un horizon de libre-échange s'ouvre aux dix pays du Sud-est et aux trois nations du « Sommet de l'Asie Orientale ».

Toutefois, la diversité des intérêts nationaux empêche la création d'un espace géostratégique dans la mesure où la plupart des nations réfutent l'idée même de démocratie. L'échéance de 2006 à laquelle la Birmanie devait prendre pour un an la présidence de l'ASEAN avait commencé, dès 2001, à créer des tensions insurmontables. La Chine amie des généraux birmans pensait qu'elle pourrait arbitrer et éviter l'impasse prévisible ; l'arrivée à ce niveau de responsabilité d'un gouvernement dictatorial illégitime rencontrait l'opposition sans retour des Etats-Unis et l'idée d'un embargo qui s'appliquerait à plusieurs pays de l'organisation était une hypothèse à ne pas écarter. L'Union Européenne avait de son côté fait savoir à l'ASEAN qu'elle

boycotterait les réunions au sommet Asie – Europe (ASEM) si la Birmanie devait présider les séances. Finalement, sur les conseils de Pékin, la Birmanie avait renoncé à son tour de présidence annuelle de l'ASEAN. Dans leurs efforts pour sortir de leur isolement économique et diplomatique, les généraux birmans n'avaient pas hésité à prendre le risque de mécontenter le gouvernement chinois en concluant avec le gouvernement russe, un accord de coopération nucléaire. Cet élément de tension avec les voisins asiatiques de la Birmanie survenait en mai 2007 parallèlement avec le renforcement par la junte birmane de mesures coercitives à l'égard de l'opposition des partisans du Prix Nobel, Aung San Suu kyi. En septembre 2007, à la faveur du mouvement de protestation des moines bouddhistes contre le gouvernement des généraux « incompetent et cruel pour le peuple », Aung San Suu Kyi avait réussi à briser son assignation à résidence et à paraître en public, plaçant les militaires birmans dans une position inconfortable vis-à-vis de leurs voisins. En avril 2008, ils prolongeaient encore l'assignation à résidence de leur opposante, prix Nobel de la paix tandis que la population était frappée par le cataclysme des inondations du delta de l'Irrawaddy et qu'ils refusaient toute aide extérieure pour leurs ressortissants malgré les pressions chinoises ainsi que celles des membres de l'ASEAN.

Entre les pays membres de l'organisation et la Chine, des différents territoriaux n'avaient pas été résolus. La question de la souveraineté sur les îles Paracel ou les îles Spratley et autres îlots sans intérêt majeur sinon la prospection possible de gisements gaziers et pétrolifère demeurait pendante. Mais un autre problème majeur avait fait surface : la concurrence entre les pays de la région pour attirer les capitaux des pays riches ou exporter vers l'Amérique et l'Europe leurs produits phares souvent les mêmes.

Si de nombreuses questions politiques demeuraient en suspens, la Chine avait cependant pris de l'avance sur l'AFTA en lançant l'ACFTA (Asean China Free Trade Area), soit une région économique rassemblant un milliard sept cents millions de consommateurs. Selon le secrétaire général de la nouvelle ACFTA, l'organisation cumulerait un Produit Intérieur Brut (PIB) de deux milliards de dollars et un volume commercial annuel estimé à 1,23 milliards de dollars. L'ACFTA qui avait aboli les taxes sur 7000 catégories de produits

depuis le 1^{er} juillet 2005, gardait pour objectif l'exemption de taxes de la totalité des échanges bilatéraux à l'horizon 2010. En quelques années, la Chine, partenaire consultatif de l'ASEAN, était devenue un partenaire à part entière.

Le ministre chinois des Affaires Etrangères de la période Jiang Zemin constatait que « ...dans les domaines économique, scientifique et technologique, une coopération mutuelle et profitable s'est développée continuellement, et le volume d'échanges entre nos deux parties a retrouvé la santé d'une façon remarquable ». Il notait avec satisfaction le lancement de consultations bilatérales entre la Chine et les pays de l'ASEAN dans le domaine de la sécurité.

En novembre 2001, l'adhésion de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce avait été accueillie par les Chinois comme « un évènement de portée historique ». A cette occasion le gouvernement chinois avait réaffirmé sa détermination d'élargir l'ouverture, de prendre part à la mondialisation et de « ...s'intégrer à la tendance générale de l'économie mondiale ». Pour les Etats-Unis, l'évènement était reconnu, non seulement bénéfique à la Chine mais encore aux Etats-Unis et au monde. Le premier ministre Zhu Rongji avait ajouté que les engagements de la Chine envers l'OMC seraient honorés : « Nous ouvrirons davantage le marché interne, élargirons les secteurs et régions déjà ouverts, promouvrons de façon systématique l'ouverture en matière de service comme la finance, l'assurance, les télécommunications, le commerce et le tourisme, et rechercherons activement de nouveaux moyens et canaux d'utiliser des capitaux étrangers.» Ces déclarations « à cœur ouvert » cachaient mal la satisfaction de la Chine que la participation à cet organisme mettait en position de représentation de l'Asie du Sud – Est.

L'évidence de cette arrière-pensée s'était manifestée lors de la réunion de l'APEC (Asian Pacific Economic Cooperation) organisée par les Chinois à Shanghai en octobre 2001. Les dirigeants des pays membres de l'APEC et les responsables de plus de 600 sociétés industrielles et commerciales, rassemblés à Shanghai pour participer à une série de rencontres avaient rameuté plus de 3000 journalistes chinois et étrangers. Le communiqué de

la partie chinoise était sans ambiguïté : « Cette session de l'APEC a attiré l'œil du monde, non seulement parce que la Chine, qui connaît un développement économique stable et continu, est l'hôte de la conférence, mais encore parce que ce forum économique régional est devenu une organisation des plus influentes dans la région d'Asie - Pacifique grâce à une dizaine d'années d'efforts... »

La Déclaration commune de Shanghai, adoptée par la conférence, avait réitéré la résolution de réaliser l'objectif de Bogor et de rechercher la prospérité commune, ce qui devait avoir des répercussions profondes sur le développement de l'APEC et stimuler le progrès économique soutenu de la région d'Asie - Pacifique. Selon une dépêche de la BBC à Shanghai, la partie chinoise avait également souligné que l'APEC était considérée comme une organisation peu active, mais dans cette session, le pays hôte avait fait de grands efforts pour relever sa réputation. Lors de la réunion annuelle de l'APEC à Santiago du Chili en présence de George W. Bush, les Chinois avaient demandé une amélioration de l'offre pétrolière susceptible de stabiliser les prix, le Président américain insistait sur la coopération sécuritaire, visant ainsi la Corée du Nord, l'Iran et bien entendu Al Qaeda et le terrorisme international. Les mêmes questions étaient posées au plus haut niveau à Berlin lors du sommet concomitant du G20.

Les problèmes liés à la faiblesse du dollar et de la monnaie chinoise ainsi que les cours du pétrole et les dangers qu'ils faisaient courir à la croissance par leur brutale augmentation focalisaient les préoccupations des ministres des Finances du G7 et des représentants de pays émergents comme le Brésil ou la Chine. Quelques gros producteurs de pétrole comme le Mexique et l'Arabie saoudite ou la Russie y avaient aussi leur mot à dire pour dégager une position commune afin d'enrayer la chute du dollar et stabiliser les cours du pétrole.

Pour le secrétaire américain au Trésor, il fallait laisser faire le marché et le gouvernement américain de s'en prendre à l'Europe responsable par ses rigidités de ses médiocres performances et en partie du déficit de la balance américaine des paiements. Le Président de la Réserve Fédérale américaine

Alain Greenspan se tournait lui vers ses collègues Chinois et tentait de les convaincre de réévaluer le Yuan.

La réunion annuelle de l'APEC qui s'était tenue dans l'île de Jeju en Corée du sud avait pour thème une réaffirmation de la volonté des Etats membres de réaliser le rêve d'une communauté économique dans la région Asie – Pacifique. L'objectif de la Chine de devenir la référence économique et politique de la région se rapprochait à grands pas.

ENCADRE

APEC

Forum de coopération économique Asie-Pacifique regroupe 21 pays et territoires situés dans la région Asie - Pacifique :

Australie, Brunei, Canada, Chili, Chine, Corée du Sud, Etats-Unis, Hongkong, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle Guinée, Pérou, Philippines, Russie, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam.

G 20

Il réunit les pays dits émergents :

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Russie, Turquie.

Les ministres des finances et responsables des Banques centrales des pays du G7 :

Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon.

Le Président en exercice de l'UE et le président de la Banque centrale.

Le Président de la Banque mondiale

Le Directeur général du Fonds monétaire international

Le G 20 représente les deux tiers de la population mondiale

Selon les statistiques publiées en 2006 à Pékin, le commerce entre la Chine et l'ASEAN s'est élevé à 117,24 milliards de dollars, soit une augmentation de 23,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. En 2007, les échanges Chine ASEAN ont atteint les 200 milliards de dollars. L'ASEAN est devenu le 5ème grand partenaire commercial de la Chine, le 5ème

marché des exportations chinoises et la 4ème source des importations chinoises.

Le commerce entre la Chine et l'ASEAN représente plus de dix pour cent du total du commerce de la Chine contre moins de quatre pour cent, il y a trente ans. Le montant du commerce des produits de hautes et nouvelles technologies entre la Chine et l'ASEAN s'est accru en moyenne de 42 % par an. Le Premier Ministre Chinois, Wen Jiabao déclarait à ses collègues des pays de l'ASEAN, réunis à Kuala Lumpur, que la coopération Chine- ASEAN s'étendait à cinq domaines clés dont la culture : une façon comme une autre de fixer les repères économiques dans le cadre d'une influence culturelle certes historique mais également inscrite dans la modernité.

La politique chinoise à l'égard des organisations régionales, marquée au sceau du pragmatisme, ne s'est jamais enfermée dans des frontières géographiques bien déterminées. Après la création d'un groupement d'intérêts économiques et stratégiques avec la Russie et les pays musulmans d'Asie Centrale dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai, Pékin avait de bonnes raisons de s'intéresser à sa frontière ouest avec l'Inde où subsistaient des différends frontaliers depuis son conflit avec New Delhi en 1962. Oubliant pour le moment ses querelles frontalières, Pékin signait en 2005 un accord avec sa rivale, puis l'associait aux travaux de l'OCS, en tant qu'observateur.

De son côté, New Delhi faisait de même en demandant à Pékin de participer également en tant qu'observateur aux travaux de la SAARC, l'association des pays d'Asie du Sud pour la coopération régionale. Non seulement une entente Pékin New Delhi signifie un marché concernant le tiers de la population mondiale, mais l'alliance de regroupements tels que l'OCS, l'ASEAN, la SAARC vient renforcer des relations bilatérales qui donnent à la Chine un poids démographique, économique et stratégique accru que les Etats-Unis et l'Europe devront prendre en compte dans les futures orientations de leurs politiques de mondialisation.